

LETTERS AU Monde

L'union dans la lutte

J'ai toujours trouvé incompréhensible que l'on ne se souvienne pas d'évenements historiques qui rassemblent, qui incitent à éliminer les idées de racisme et à honorer des hommes de race, de religion différentes qui, sous un même drapeau, combattaient, jusqu'à la mort, ce racisme terrifiant.

Pourquoi avoir toujours mis en lumière, presque exclusivement, lorsqu'on se réfère à cette douloureuse période de la dernière guerre, la résistance et la déportation ? Loin de moi l'idée de la négliger, de les oublier, mais leur image ne pourra jamais avoir la limpideté des grandes batailles de la libération ou le soldat français de la métropole, le Berbère, l'Arabe, l'israélite, ont été tués sans aucune arrière-pensée politique, et nous étions pourtant, en dépit de nos vingt ans, socialistes, monarchistes, communistes, n'est-ce pas, mon ami Gonzales, tireur à bord du tank détruire l'Iguane, secrétaire de la fédération des chemins de Casablanca ?

H. LEOZON.
Ancien combattant
du corps expéditionnaire
français en Italie
Amiens.

La lutte contre l'apartheid

Grâce aux reportages de votre correspondant en Afrique du Sud, les lecteurs du *Monde* sont bien informés sur les réalisations de ce racisme d'Etat qui constitue l'apartheid. Parmi les droits en tout genre que les habitants « non-blancs » de ce pays se voient refuser est celui de s'opposer au système. C'est ainsi que M. Nelson Mandela est en train de passer, pour la vingt et unième fois de suite, les fêtes de fin d'année en prison. En outre, sa femme, Winnie, est actuellement frappée d'un ordre d'interdiction. Malheureusement, la famille Mandela n'est pas unique. Il y a des centaines de prisonniers politiques namibiens et sud-africains.

J'invite alors vos lecteurs à exprimer leur soutien avec les opposants de l'apartheid en envoyant des messages de veux aux interdits et aux bannis, aux familles de prisonniers politiques et de ceux qui ont été exécutés ou qui sont morts en détention. De tels messages sont toujours accueillis avec joie et reconnaissance.

Pour avoir une liste de noms et adresses, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à : Comité grenoblois anti-apartheid, boîte 309, Maison des associations, 2 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

PETER FLETCHER
(Grenoble)

Sur la Prusse

A propos de la Prusse (*le Monde* daté 4-5 décembre, p. 8, et *le Monde* du 27 décembre, p. 2), je vous signale que le gouvernement à majorité de gauche avait déjà été démis par le pouvoir central le 20 juillet 1932, par ordre de von Papen, alors chancelier.

WALTER B. SIMON,
professeur de sociologie,
université de Vienne
(Autriche).

Vive Messiaen !

Lorsqu'une grande œuvre française, au lendemain d'une création considérée comme l'événement musical de l'année, bénéficie de la plus large diffusion grâce aux efforts conjugués de l'Opéra de Paris, d'Antenne 2 et de France-Musique, chanteur devrait se réjouir, me semble-t-il, d'une aussi exceptionnelle coordination qui a valeur d'hommage rendu au plus prestigieux de nos musiciens.

Il est pourtant navrant de constater que par des réactions déplacées (lettre de M. Raphaël de Cuttoli dans *le Monde* du 22 décembre) — si rares qu'elles aient été — certains auront saisi cette occasion pour manifester leur hostilité à l'art d'Olivier Messiaen, à son univers positif et spirituel, dont ils se révèlent incapables d'apprécier la signification, alors que pour tant d'autres, cette fin d'année 1983 aura été illuminée par son Saint François d'Assise.

HENRI DUTILLEUX.
Compositeur.

Témoignage

Le rejet de l'autre

Je reviens en France après quatre ans d'absence, et je suis littéralement comblée par la dimension nouvelle qu'a pris le rejet de l'autre, par l'excès de racisme.

Un peu partout, j'ai lu et entendu dire que ce phénomène, lié à la crise, serait dû, pour une part, au dérapage par l'immigration du « seuil de tolérance » (2) et, d'autre part, à des pratiques culturelles et à une religion autres qui empêchent les immigrés de s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent. C'est aussi, dit-on, la faute aux ghettos, c'est à cause de l'école, c'est parce qu'ils ont trop d'enfants, c'est parce que..., c'est parce que...

Cette démarche est non seulement culpabilisante pour l'étranger (ah ! lui et ses mœurs !) mais surtout, et c'est, je le plus grave, c'est là que je vous en venir, démontre un refus de voir la réalité, qui est qu'il y a partie de la société française (jeose espérer que ce n'est pas une minorité), aujourd'hui, sous couvert d'intolérance face aux différences, en réalité, raisonne en termes de « pureté de sang » ; et un spectre de triste souvenir se profile à l'horizon.

Affirmation naïve me direz-vous, pour ne pas dire gratuite ; permettez alors, et ce n'est pas de gaïeté de cœur, que je vous la démontre.

Je suis ce qu'on appelle une enfant mixte, de mère française et de père algérien. Ma langue de communication a d'abord été le français, de même que j'ai été instruite dans les universités françaises. Je suis, physiquement, banale, dans le sens où c'est le patrimoine génétique hérité de ma mère qui a le plus façonné mon apparence extérieure (c'est dire que je trompe bien mon monde !). Née en France, d'un parent français, je jouis dans ce pays de la citoyenneté

française d'« origine » (et non d'acquisition).

Alors ?

Auprès des agences immobilières, je me suis entendu dire, dès que mon nom était décliné : « Comprenez-nous, madame, ce n'est pas de notre faute, mais le propriétaire veut un vrai Français ».

— C'est à dire ?

— Heu, un Français pur sang. » (1)

Difficilement, mais l'énormité est enfin dite.

On risquera de me rétorquer que le secteur privé de l'immobilier est particulier. Mais ailleur ?

C'est la même chose ! Pour le travail : recrutée « fermement »

sur appareance, dès qu'est remise la notice de renseignements

où apparaît la non-pureté de sang, réaction identique, en plus lâche, puisque le recrutement se transforme en « on vous écrit » (évidemment).

Et mon expérience n'est pas unique. Tous les « impurs », c'est-à-dire les enfants issus de couples franco-maghériens, l'ont vécue et la vivront encore : car, raciste tu n'es pas tu, tu n'es pas milie, tu es ces des millions, mon frère.

O France ! ce voir ce que tu nies. Ce ne sont pas les pratiques autres qui te hantent ; elles ne sont qu'alibi pour camoufler l'immondade qui portes en ton sein. C'est à ton tour aujourd'hui de porter de pureté de sang ! Attendrás-tu, sans te l'avouer, le théoricien qui te confirmerait dans ta supériorité ?

A chaque époque ses délires : après l'école jaune, seraient-ils le tour du croissant épingle ?

A quand la catégorie des sous-hommes ?

SAIDA MARIE RAHAL.
(Paris.)

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. D'où bien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un préte ouvert et respectueux de chacun. Mais l'escouade d'un maître libéral n'en détourne pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existe qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaît à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certaines avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

A. PARIS DE BOLLARDIÈRE.
(Paris.)

idées

Réponse

à M. Jean-Pierre Soisson

Abonné au *Monde* depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (*le Monde* du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le servent pas puisqu'ils titulaires dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale. »

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le *Monde* ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer l'autorité de choix de l'Etat.

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le *Monde* ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer l'autorité de choix de l'Etat.

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le *Monde* ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer l'autorité de choix de l'Etat.

Un exemple de solidarité

J'ai réalisé un exemple de solidarité dans mon entreprise, dont je vous présente deux aspects seulement :

1) Le libre choix des salaires individuels vécus depuis 1979, dont je dirai qu'il est laboutissement logique de la liberté du travail, accordée par ailleurs avec les horaires libres et l'enrichissement des tâches (la liberté dans la méthode). Ce libre choix est un retour à la dignité des salariés conditionnés dans le subordination par des séries de servitudes.

Cette même liberté implique que les salariés soient en retard sur celles de la nature. On encontre

que le décalage s'accroît entre la science et la vie. Ou bien plus simplement, que la science, condamnée

à une sorte de fuite en avant par ses succès mêmes, est de plus en plus

systématique, sectorielle, vouée à sa

prospérité et répétée sans contrôles

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

par an, et tout ce que je dirai aussi

comme l'ouvrage à la fois inquiète

et réjouit — montre avec quelle

aisance devient preuve un chiffre

statistique mis en avant par quelque

« expert » et répété sans contrôle

par toute une flottille d'auteurs : les

cinquante millions de morts de faim

étranger

LA GUERRE AU LIBAN

APRÈS LA LIBÉRATION DU LIEUTENANT GOODMAN

M. Reagan se déclare disposé à rencontrer le président Assad

Washington. — Le triomphal retour à Washington, mercredi 4 janvier, du lieutenant Goodman et du pasteur Jackson, artisan de sa libération, est accompagné d'un regain d'optimisme dans les milieux officiels sur les possibilités d'un dialogue avec la Syrie.

Tandis qu'on se félicitait officiellement, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, de l'*attitude positive* que Damas avait choisie d'adopter en remettant au candidat démocrate le jeune pilote fait prisonnier au Liban, le porte-parole de la présidence a déclaré qu'on pouvait « présumer » que le président Assad recevrait prochainement l'envoyé spécial de M. Reagan pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, reparti mardi soir de Washington.

La veille, le président, après avoir, dans un premier temps, fait dire que le geste « humanitaire » de Damas demandait à être suivi de gestes concrets, s'était décidé à faire à M. Assad. La libération de Robert Goodman, qu'il « apprécie », constitue, avait-il dit au chef de l'Etat syrien, le « moment opportun » pour « mettre toutes les questions sur la table » et « travailler avec les Etats-Unis » afin de rétablir la « stabilité du Liban » et de parvenir à « un retrait des troupes étrangères ».

Il est très possible que l'administration ne veuille, par cette attitude, que renforcer son entière disponibilité pour des négociations, à l'heure où l'armée lui reproche de préférer les canons à la diplomatie et où grandit la pression en faveur d'un rappel des marins de Beyrouth. On ne peut pourtant exclure qu'il s'agisse d'un signe d'une évolution plus profonde. Parallèlement à l'expression de ce regain d'optimisme à Washington, les choses paraissent, en effet, bouger au Liban. Un espoir, d'une part, semble se dessiner de voir conclure cette semaine les négociations entre l'opposition, alliée à la Syrie, et le président Gemayel, en vue d'une extension de l'autorité du gouvernement légal israélien, d'autre part, à l'entreprise d'étudier un repli de ses troupes d'occupation vers sa frontière nord.

Jérusalem va réduire sa présence dans le Sud du Liban

(Suite de la première page.)

Les trois options offertes à l'armée et soumises à M. Shamir sont : un repli sur le cours d'eau Saynuk, situé juste au sud de Saïda ; un retrait jusqu'à la rivière Zaharani qui maintiendrait sous le contrôle israélien la ville de Nabatiéh, peuplée en majorité de chiites ; un recul jusqu'au Litani, au nord de Tyr. La décision appartient maintenant aux responsables politiques.

Quel que soit leur choix entre ces options à plus ou moins long

Washington est devenu le président George Washington.

Auparavant, il avait habilement remporté dans le même temps, le président Assad d'avoir « choisi de briser le cercle de la douleur » et le président Reagan qui « aurait pu choisir d'imposer l'autorité de sa fonction et d'empêcher notre mission et ne l'a pas fait ». Un office documenté a été célébré mêlant aux chants baptistes un rabbin, un dirigeant noir islamique et l'ambassadeur — très applaudie — de Damas, et on a enchaîné sur la réception à la Maison Blanche.

Epuisé contre épouse, MM. Reagan et Jackson, qu'absolument tout oppose, ont parfaitement joué le jeu au milieu d'une foire de caméras et de micros. Le premier a parlé de « la gratitude et l'admiration méritées » pour le candidat à sa succession, a exhorté à une « détermination renouvelée à réaliser le retrait des forces étrangères du Liban » et répondu qu'il serait « bien sûr », dispo à rencontrer M. Assad. Le second, partant deux fois plus longtemps que le président, l'a appellé à « élargir la base des options de l'Amérique au Proche-Orient », c'est-à-dire à ne pas privilégier les relations avec Israël au détriment des rapports avec les Etats arabes.

La journée de jeudi a été jour de triomphe pour le pasteur Jackson, omniprésent à la une des journaux, sur les ondes et sur les écrans de télévision, et dont chacun souligne l'immense succès politique. A son arrivée à l'aube, sur une base militaire de la capitale, descendant d'un C-137 autrefois utilisé par M. Kissinger pour ses « vœux » proche-orientaux, le candidat démocrate a été accueilli par une foule en liesse, essentiellement noire, éclatante de fierté et de gratitude.

Abordant aussi-tôt l'un des thèmes qui dominera sa campagne, M. Jackson a dénoncé « la diplomatie de la canonnière, du gros bâton et de l'occupation », en affirmant qu'elle « ne marchera pas ». « Les nations du tiers-monde, a-t-il dit, sont en transition. Nous devons leur accorder le temps de marcher vers la démocratie. (...) Nous-mêmes, Américains, avons commencé avec un général et le général George Wa-

BERNARD GUETTA.

terme, l'armée souhaite en outre opérer à brève échéance des retraits tactiques ponctuels, qui ont pour but de réduire la cible qu'elle constitue pour des postures de bombes ou des commandos-suicides. Ce souci d'être moins vulnérable aux attaques ennemis est conforme à l'une des recommandations contenues dans le rapport de la commission d'enquête, créée après la catastrophe de Tyr, qui préconise de mettre fin aux larges concentrations d'effectifs, notamment dans les villes.

Ainsi l'armée a-t-elle abandonné le sérail de Saïda et transféré l'essentiel de son quartier général à Karfaïous, dans une ancienne caserne phalangiste située à 20 kilomètres au sud-est de la capitale du Sud. Elle envisage de faire de même à Tyr. La présence militaire israélienne serait donc dans les deux villes réduite au minimum. Elle considérerait pour l'essentiel en patrouilles mobiles plus efficaces et moins vulnérables. Celles-ci veilleraient à ce que ces villes ne deviennent pas des refuges pour des éléments hostiles à Israël. Parallèle évolution devrait satisfaire les pacifiques israéliens qui n'apprécient guère d'être confinés à des tâches de police.

Revenant sur les aveux qu'il avait faits au moment de son arrestation, immédiatement après le meurtre, l'accusé a affirmé n'avoir tiré que pour détourner l'attention. Il a reconnu appartenir au groupe Abou Nidal qui a revendiqué l'attentat. Mais il a en revanche refusé de décliner sa véritable identité. Lors de son arrestation, il était en possession d'un faux passeport marocain au nom de Youssef el Awad.

Youssef el Awad fait l'objet de

A l'ouverture du procès d'Alboufeira

LE PALESTINIEN ACCUSÉ NIE ÊTRE L'ASSASSIN D'ISSAM SARTAOUI

Alboufeira. — Le jeune Palestinien accusé du meurtre d'Issam Sartaoui, le représentant de l'O.P.L., le 10 avril 1983 à Alboufeira, au Portugal, a nié mercredi 4 janvier, lors de l'ouverture du procès, avoir lui-même tiré. Issam Sartaoui avait été abattu dans le hall de l'hôtel où se tenait une réunion de l'Internationale sociale à laquelle il assistait en observateur.

Revenant sur les aveux qu'il avait faits au moment de son arrestation, immédiatement après le meurtre, l'accusé a affirmé n'avoir tiré que pour détourner l'attention. Il a reconnu appartenir au groupe Abou Nidal qui a revendiqué l'attentat. Mais il a en revanche refusé de décliner sa véritable identité. Lors de son arrestation, il était en possession d'un faux passeport marocain au nom de Youssef el Awad.

Youssef el Awad fait l'objet de trois chefs d'accusation : meurtre avec préméditation de Issam Sartaoui, tentative d'homicide contre son secrétaire, M. Anouar Abou Ech Echich et port d'arme prohibé. Dix-huit témoins doivent déposer devant le tribunal d'Alboufeira où l'accusé sera défendu par une avocate communiste d'officier, Mme Fatima Pontes. L'accusé risque une peine de vingt-quatre ans de prison. — (A.F.P., Reuters.)

La résistance à l'occupation, admet-on de même source, se ren-

Le bilan du raid israélien sur Baalbek est d'au moins cent morts et trois cents blessés

Un camp de réfugiés palestiniens a été atteint de plein fouet

Beyrouth. — Les bombardiers israéliens ont durablement frappé Baalbek, devenu le fer de lance du chahid militaire le plus extrémiste, où l'Iran a envoyé ses Gardiens de la révolution et où l'on retrouve, côté à côté des chiites libanais d'Amal islamique (1), des Iraniens, des dissidents palestiniens, le tout dans une zone sous contrôle syrien. Le bilan fait, au lendemain de l'opération, de cent morts et trois cents blessés, mais le nombre des morts pourrait augmenter car les recherches continuent dans les décombres.

Seize appareils israéliens ont participé à l'opération : des Kfir, pour le bombardement proprement dit, et des F-16 pour la couverture. Ils n'ont pas essayé de tirs de missiles syriens, mais seulement ceux de la D.C.A. classique.

A l'appel du Front du salut national d'opposition libanais, le Bekaa observe, aujourd'hui, une journée de grève et de deuil, sans que Beyrouth-Ouest ou sa banlieue sud, cependant, aient été invitée à s'y associer, malgré la densité de la population chiite qui s'y trouve. M. Hussein Moussaoui, chef d'Amal islamique, s'est engagé à poursuivre la lutte « contre les Etats-Unis et le sionisme ». Les principaux dirigeants chiites, plus modérés, notamment le cheikh Mohammed Mehdi Chamseddine et M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, ont fortement réprobé l'opération. Le dignitaire religieux a déclaré : « la Barbe islamique s'attaque à un Liban isolé, au vu et au su du monde entier, sans que personne ne bouge le petit doigt pour venir à son secours. » Le chef du gouvernement libanais, M. Wazzan, musulman sunnite, a, de son côté, vigoureusement condamné le raid israélien, soulignant qu'il « ne peut pas mettre un terme à le revendication d'un peuple réclamant sa

liberté ni garantir la sécurité de la Galilée ». Il a ajouté : « Seuls le retrait israélien du Liban et l'octroi de leurs droits aux peuples libanais et palestinien peuvent mener à la paix. »

On note que Radio-Liban (station officielle) a adopté, ces jours-ci, un ton nettement nationaliste et anti-israélien.

Face à la pression des attentats quotidiens dont l'armée est l'objet, Israël envisage un nouveau retrait partiel au sud du Liban (voir l'article de J.-P. Langellier). Mais à moins d'un accord préalable permettant à l'Etat libanais de combler le vide, soit par l'envoi de son armée, soit par un recours à la Force d'interposition des Nations unies (FINUL), déjà sur le terrain, des troubles sont à craindre et même à prévoir, tout comme après le retrait israélien du Chouf en septembre 1983.

Le gouvernement libanais compte beaucoup sur le « plan sécurité », actuellement en gestation à Beyrouth, pour remonter le courant et éviter une nouvelle dégradation de la situation. La Syrie paraît, ces jours-ci, se montrer coopérative pour stabiliser la situation au Liban, et l'on attribue sa modération à la volonté de créer les conditions permettant aux Etats-Unis de se retirer du Liban sans perdre la face, quitte à ce que les Syriens reviennent à la charge par la suite.

LUCIEN GEORGE.

(1) N.O.D.R. : Branche dissidente de l'organisation Amal, plus modérée, de M. Nabih Berri.

PROCHE-ORIENT

A TUNIS

Une partie de la direction du Fath s'accorderait d'un « éclatement » de l'O.L.P.

Le colonel dissident palestinien Abou Moussa a été exclu du Conseil militaire suprême de l'O.L.P., réuni à Tunis, à l'indiqué ce jeudi 5 janvier en marge de journée l'agence de presse palestinienne Wafa. La plus haute instance militaire palestinienne, présidée par M. Yasser Arafat, chef du F.O.L.P., et par Abou Jihad, commandant adjoint des forces palestiniennes, a également exclu quatre autres officiers supérieurs : les colonels Mohamed Taïbi et Mohamed Zahran, le lieutenant-colonel Mahmoud Haoudane, dit Abou Adou, et le commandant Youssouf El-Ajouri, représentant du F.P.L.P. Commandement général (organisation pro-libyenne dirigée par M. Ahmad Jibril).

Tunis. — Le Fath ayant rétabli en son sein (le Monde du 5 janvier) un semblant d'unité avec la publication, mercredi soir 4 janvier, d'une longue déclaration de son comité central, les dirigeants de la principale organisation de la résistance se sont aussitôt attelés à la tâche de sauver l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) de l'éclatement.

La centrale des fedayin n'a plus qu'une existence formelle. Six des huit mouvements qui la constituent ont suspendu leur participation aux organes dirigeants, en particulier au comité exécutif, et ont fait savoir qu'ils se retirent définitivement si M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., n'était pas destitué. Il ne resterait plus alors au sein du front palestinien que le Fath et un groupuscule d'obédience irakienne, le Front de libération arabe. Une seconde O.L.P. regroupant les six groupes dissidents, pourrait alors se constituer à Damas.

Tel est l'enjeu des négociations engagées, mercredi soir, entre le Fath et les représentants de trois mouvements contestataires qui

étaient arrivés dans la journée à Tunis, venant de la capitale syrienne : MM. Abdellah Mallouh, membre du bureau politique du Front populaire (de M. Georges Abache), Yasser Abd Rabbo, secrétaire général adjoint du Front démocratique (de M. Hawatmeh), et M. Soliman Najib, membre du bureau politique du Parti communiste palestinien. Devront déterminer si la visite de M. Arafat au président Moubarak, au Caire, le 22 décembre, constitue ou non un revirement politique équivalent à une « trahison ».

Les trois autres organisations absentes de Tunis, d'obédience syrienne ou libyenne — la Sakha le Front populaire — commandement général (de M. Ahmad Jibril) et le Front de la lutte (de M. Samir Ghachech) — ont vraisemblablement d'ores et déjà pris la décision de rompre. D'ailleurs, les dirigeants du Fath estiment qu'ils ne peuvent plus coexister avec des mouvements qui, fin 1983, ont combattu les armes à la main les loyalistes regroupés à Tripoli autour de M. Arafat. « On baigne de sang nous sépare », déclare Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des fedayin, qui a dirigé la résistance aux assauts de l'armée syrienne et de ses alliés palestiniens. Et il ajoute : « Ils ont été pires que les Israéliens. Nous avons subi davantage de pertes à Tripoli que lors du siège de Beyrouth en 1982. Ils ont tué un millier de nos combattants et blessé deux mille autres. C'est la première fois dans notre histoire que des Palestiniens massacrent d'autres Palestiniens. »

La déclaration publiée mercredi 4 janvier par le comité central du Fath dénonce ces dissidents comme étant des « trahirs » et des « agents stupides » de la Syrie et de la Libye ; celle-ci sont mises dans le même sac que l'Israël et les Etats-Unis, dont l'action convergente a abouti à chasser les fedayin loya-

Israël

LE PROCÈS D'UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS ACCUSÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'O.L.P.

« C'est la faute à la presse ! »

De notre correspondant

Tel-Aviv. — La presse peut-elle influencer le jugement d'un adolescent au point de l'inciter à embrasser une cause — palestinienne en l'occurrence — servie par des méthodes violentes ? Quel rôle jouent les médias dans le modelage idéologique des jeunes cerveaux ? Qui s'arrête le devoir d'informer ? Ou commence la mise en condition ?

Ces vieilles questions sont fois débattues ont resurgi, mardi 3 janvier, dans une salle d'audience du tribunal du district de Tel-Aviv où comparaisait un enseignant alsacien de vingt-sept ans, Henri Eichholzer, accusé d'espionnage pour l'Etat d'Israël.

Son avocat, M. Roland Roth, avait choisi, en guise de défense, d'instruire le procès de deux journalistes français, *Liberation* et *Le Monde*, qui, selon lui, ont contribué à créer « l'ambiance idéologique où baignait la jeunesse étudiante française des années 70 » et à cause de laquelle l'accusé a pu « sincèrement croire obéir à un impératif moral en se mettant au service des Palestiniens ». Pendant une matinée les experts cités par la défense ont cherché à éclairer cette thèse.

Les faits, eux, ne sont pas contestés, mais ayant passé des aveux complets dès le soir de son arrestation, le 10 juillet 1983. Après avoir subi un entraînement militaire dans des camps palestiniens du Liban, il vient en Israël en mai 1978 avec pour mission de photographier le marché en plein air de Tel-Aviv et la tour Shalom, un impressionnant building du centre-ville. Ces deux bâtiments devaient servir d'objectifs à des attentats programmés par l'O.L.P.

L'accusé reconnaît aussi avoir remis deux passeports, dont le sien, à des militants palestiniens. Accomplissant quelques mois plus tard son service militaire en Algérie, il transmet un rapport à son « contact », accompagné, assure-t-il, d'une lettre où il exprime son désir de rompre avec l'O.L.P. « Je me posais, a-t-il dit, des questions sur l'usage qui se fait des photos. Comme je répugne à la violence, je me sens mal à l'aise. »

J.-P. LANGELLIER.

Ouvrages et citations à l'appui, le professeur Hayim Hatzofe, lit grec à *Liberation* et au *Monde*, qui, selon lui, ont contribué à créer « l'ambiance idéologique où baignait la jeunesse étudiante française des années 70 » et à cause de laquelle l'accusé a pu « sincèrement croire obéir à un impératif moral en se mettant au service des Palestiniens ». Pendant une matinée les experts cités par la défense ont cherché à éclairer cette thèse.

Cette ambiguïté et d'autres encore ne sont pas dissipées au cours des présentes négociations, il est probable que l'éclatement de l'O.L.P. ne pourra pas être évité. Certains dirigeants du Fath disent, en privé, qu'une telle éventualité ne serait pas, malgré tout, catastrophique. « Nous serions ainsi libérés, nous confiait l'un d'eux, des contraintes que nous imposent nos partenaires, et nous appliquerions, seuls, une stratégie réaliste que comprennent et approuvent au moins 75 % des Palestiniens. »

ERIC ROULEAU.

AFRIQUE

LES ÉMEUTES EN TUNISIE

DANS TUNIS DÉVASTÉE

Les symboles de l'Occident...

De notre envoyé spécial

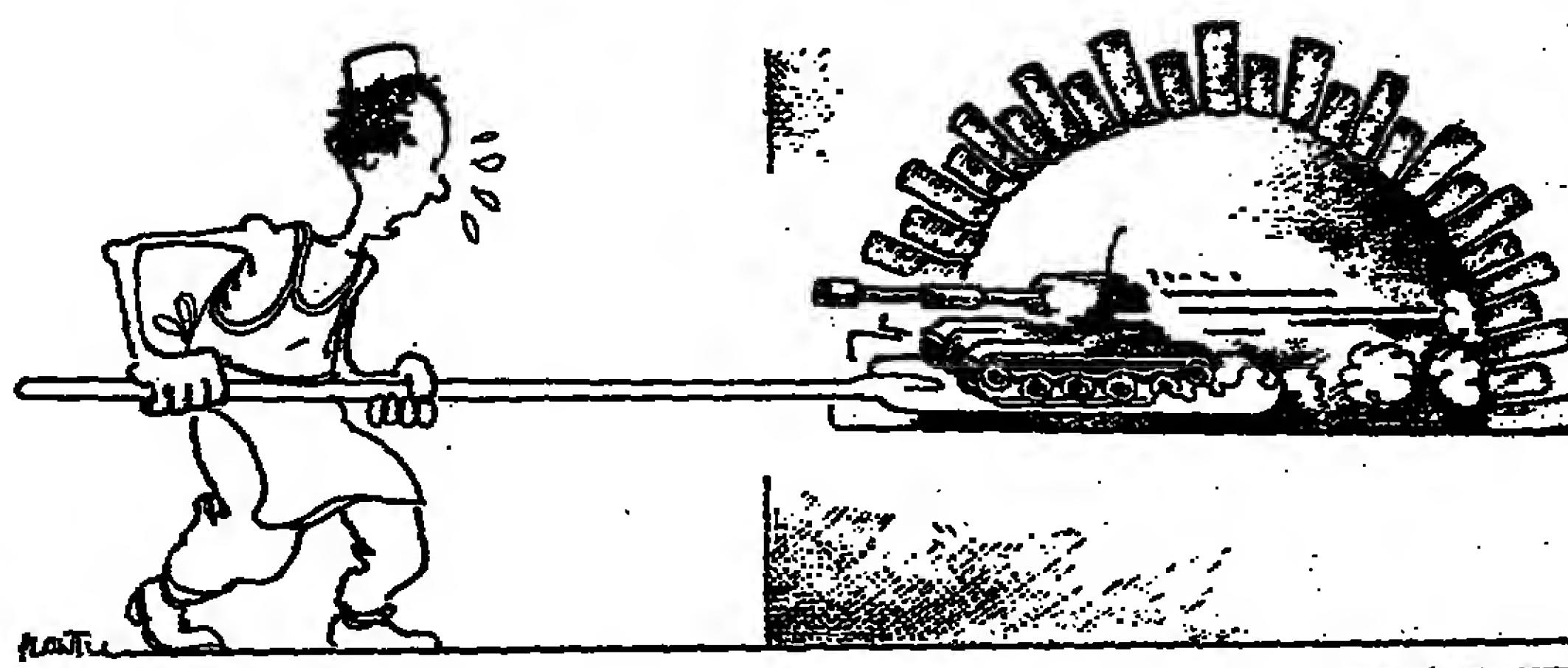
de la société de consommation : Air France, les agences de voyages, les banques, les parfumeries, une boutique à l'enseigne de « Dolce Vita » et surtout les supermarchés. Ici ou là, il ne reste rien, strictement rien que les quatre mètres noircis par des brûlures. C'est un miracle si notre immeuble n'a pas brûlé. Le feu commence déjà à se propager depuis le magasin », raconte un habitant de la rue du Caire. Ailleurs, comme à Téhéran en 1978, on a annoncé le matériel au milieu de la chaussée pour y mettre le feu.

Comment ne pas penser aussi à l'Iran devant ces quelques deux cents autobus renversés, brûlés, brûlés, ces six trains ravagés, alors qu'ils venaient d'être importés d'Europe, ces machines de

chambres ultra-modernes rendues inutilisables, ces carcasses de voitures particulières calcinées ou les quatre routes en l'air ? Heureux étaient les automobilistes qui n'avaient qu'à remplacer leur pare-brise.

Mardi soir, la télévision a montré toutes ces images de dévastation, « des biens achetés avec l'argent du peuple », a souligné le présentateur. Et l'on parle de plus de 1 million de dinars (12 millions) d'indignation des Tunisiens n'en a été que plus grande, et ils se demandent « comment attendre un arrêt à l'avenir là ? » Mais la question porte surtout sur le vandalisme en lui-même que sur les circonstances qui lui ont permis de se donner libre cours, quasiment en toute quiétude, pendant plusieurs heures. — P. B.

(1) 1 dinar = 11,50 F environ.



Dessin de PLANTU.

Une révolte en deux temps

(Suite de la première page)

La colère, apparemment spontanée, s'est traduite par de petites jacqueries auxquelles personnes — dans l'opposition — n'a pas accordé grand intérêt. Dans un pays où, généralement, la rumeur précède l'événement, l'écho de cette agitation n'est parvenu que plusieurs jours après à Tunis.

Entre-temps le mouvement s'est étendu très progressivement à tout le Sud. Dans un deuxième temps, et surtout dans les grandes agglomérations, l'orchestration politique a été évidente. La tactique sophistiquée utilisée par les émeutiers a alors été la même que celle employée ensuite à Tunis de façon spectaculaire. Certains des slogans étaient également significatifs, tel celui-ci : « Il n'y a qu'un Dieu unique et Bourguiba est l'ennemi de Dieu ». De là à mettre en cause des courants islamistes, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir.

D'autres tournent plus volontiers leurs regards vers la Libye, et une information donnée par l'agence de presse libyenne n'a pas manqué de provoquer à Tunis une grande surprise sinon quelque irritation. En effet, l'agence JANA a annoncé que, après s'être entretenu avec le premier ministre, M. Mzali, le colonel Kadhafi avait décidé de déacher une délégation à Tunis en vue d'une « coordination et d'une coopération visant à dépasser la conjoncture actuelle ». Pour autant que l'on sache, l'offre n'a pas été prise en considération. « La Tunisie a besoin de personnes sinon qu'on lui fiche la paix », poursuivait-il, alors qu'il n'y a pas que certains n'hésitent pas à franchir.

Concernant le contenu de sa conversation avec le président M. Bourguiba, M. Arafat assure qu'il a accepté de discuter que d'une éventuelle initiative diplomatique franco-tunisienne destinée à favoriser le règlement du conflit au Proche-Orient. Le président de l'O.L.P. souhaite que Paris et Le Caire remettent sur le tapis le projet de résolution que les deux capitales avaient présenté en août 1982 au Conseil de sécurité pour suspendre des négociations entre Israël et la centrale des fedayin.

Cette version de la visite du Caire risque fort de ne pas satisfaire les représentants des organisations dissidentes, qui soutiennent M. Arafat de vouloir s'intégrer dans un « processus de paix américaine » partagé par l'Egypte et la Jordanie. Ils ont sans doute relevé dans le communiqué du comité central du Fath l'absence de toute référence au traité de paix signé entre Le Caire et Jérusalem. De toute évidence, le dialogue avec l'Egypte que le Fath appelle de ses vœux n'est pas conditionné par la dénonciation des accords de Camp David.

Ainsi que le pays vit dans l'inquiétude du lendemain et attend de nouvelles clarifications de la part du gouvernement, celui-ci a donné, mercredi, la priorité à la mise au point d'un accord avec le secteur syndical U.G.T.T. sur les augmentations de salaires devant compenser les hausses décidées. Aux termes de cet accord, croit-on savoir, une enveloppe de plus de 30 millions de dinars — au lieu des 15 envisagés par le gouvernement — sera dégagée du budget pour la rémunération générale des salariés. « Nous avons abouti à des résultats que je considère comme bons et positifs », a reconnu le président de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, avant de préciser que, pour être effectif, le texte devra être approuvé vendredi par la commission administrative. C'est d'ores et déjà un important acquis pour le gouvernement ; qui ne devrait plus craindre de nombreux syndicaux, voire une grève générale, dont M. Achour avait brandi, un peu naïvement, semble-t-il, la menace.

PAUL BALTA et MICHEL DEURE.

Des réformes modernistes inachevées et contestées

La scène se passe au quartier La-Roue, à Paris. Il y a quelques semaines. Pour un débat sur l'islam sont réunis des Tunisiens vivant à Paris, en grande majorité étudiants. Tous sont opposés au président Bourguiba. Certains croient encore que Marx peut « sauver » leur pays. D'autres pensent que seul Mahomet a ce pouvoir.

Alors que les premiers, conscients de l'impact populaire des seconds, se montrent désireux de coopérer avec eux, ceux-ci récusent leur soutien à un jeune barbu — le signe extérieur du militant islamique — lancant souvent à l'adresse d'un étudiant communiste : « C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir ! »

Commentaire désabusé d'un universitaire tunisien en poste en France : « Nous sommes guettés par un islamisme botté (1) plus ou moins populiste, qui n'a rien de plus pressé que de remettre en cause les changements opérés par Bourguiba. »

Alors que la Tunisie fait souvent figure, en Occident, de nation arabo-islamique sage et modernisée, se manifeste dans l'espace culturelle et religieuse, la réalité, à l'intérieur, est souvent différente. Au regard du débat autour de l'adaptation de la société tunisienne à son époque.

Les partisans d'un retour à l'application à la lettre de la loi coranique,

comme déjà dans une dizaine d'Etats, de la Mauritanie au Pakistan ou les Emirats arabes unis, ne cachent plus aujourd'hui leur hostilité à une entreprise d'aggrégation qui, à leurs yeux, n'est qu'« occidentalisation » et « caucasianisation de l'islam par les méthodes chrétiennes » ou « arabe, étrangères à la vraie religion de Dieu », selon le précurseur tunisien d'une mosquée de la région parisienne.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) En août 1983, dix-neuf militaires tunisiens, dont un capitaine, ont été condamnés à des peines de six à huit ans de prison pour appartenance au parti clandestin de la « Libération islamique » (Le Monde du 17 août).

L'Union des travailleurs immigrés tunisiens accuse le gouvernement.

— Le gouvernement tunisien « porte l'entièreté de responsabilité de la situation » actuelle et de « ses conséquences tragiques », a estimé, mardi à Paris, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), qui « s'élève contre la répression aveugle et sanguinaire menée par le « pouvoir tunisien ».

(Publié)

économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, la DUO-FENETRE, numéro 1 en Afrique. C'est la protection thermique et phonique la plus efficace et la moins chère. DUO-FENETRE, 5, rue Chardon 93320 - Pantin - Tél. : (1) 848.85.37. Poss uniquement Paris et 100 km à l'ouest.

لهم اصلح لي

Joha

ASTRIAN AL

AMÉRIQUES

**L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE M. REAGAN
FAIT UNE TOURNÉE AU COSTA-RICA, AU SALVADOR ET AU NICARAGUA**

Agitation diplomatique et affrontements armés

M. Richard Stone, envoyé spécial permanent du président Reagan pour l'Amérique centrale, à huis clos, le mercredi 4 janvier, à San-José-de-Costa-Rica, un appel en faveur de la « démocratisation » de la région.

« Il y a deux rôles : celle de la démocratie et celle du conflit », déclaré M. Stone, avant de se rendre, ce jeudi, au Salvador et au Nicaragua, les deux pays les plus agités de l'Amérique centrale.

Généralisation des conflits ou perspectives de paix ? Au seuil de 1984, la situation reste dangereuse en Amérique centrale. Les diplomates reprennent leurs valises et leurs dossiers ; mais, dans le même temps, les affrontements se multiplient au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

M. Stone, envoyé spécial de M. Reagan, visite une nouvelle fois au sein des capitales qui reflètent mal les tensions croissantes de l'intérieur. La commission Kiesinger pour l'Amérique centrale, composée de douze membres appartenant aux deux partis, démocrate et républicain, doit remettre son rapport à la Maison Blanche le 10 janvier.

L'Assemblée européenne, venue dans la région, du 7 au 13 janvier, une délégation dirigée par M. Piet Dankert. Enfin, les représentants des pays du groupe dit « de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie, Pérou) doivent se retrouver cette semaine pour faire le point sur une mission de bons offices, mais dont la difficile, qui a été sérieusement affaiblie.

El Salvador

DES OFFICIERS COMPLICES DES « ESCADRONS DE LA MORT » SONT MUTÉS À L'ÉTRANGER.

Plusieurs officiers supérieurs salvadoriens ont été mutés à l'étranger sous la pression des Etats-Unis, a-t-on appris le mercredi 4 janvier à San-Salvador, de sources militaires. Parmi eux figurent deux membres des services de renseignements accusés de complicité avec des membres des Escadrons de la mort d'extrême droite. Ces sanctions suivent de peu le passage, en décembre, du vice-président américain, M. George Bush, qui avait remis à ses interlocuteurs une liste de personnalités officielles, dont plusieurs membres des forces armées compromis dans ce genre d'activité. Il avait indiqué que leur mutation devait être acquise avant le 10 janvier 1984, date de quoi l'aide militaire de Washington au Salvador serait réduite.

D'autre part, l'armée a reconduit, le 4 janvier, la mort de cent soldats et de plusieurs officiers lors de l'attaque, le 30 décembre, de la caserne d'El-Paraiso (à 60 kilomètres au nord de la capitale) par un groupe de guérilleros. De même source, on indique que les rebelles auraient perdu deux cent cinquante hommes. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) assure, pour sa part, avoir capturé deux cents gouvernementaux.

Enfin, le ministre de la défense a donné, le 4 janvier, des instructions aux militaires afin qu'ils observent la plus stricte neutralité lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 25 mars prochain. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Devenez une lumière en anglais!

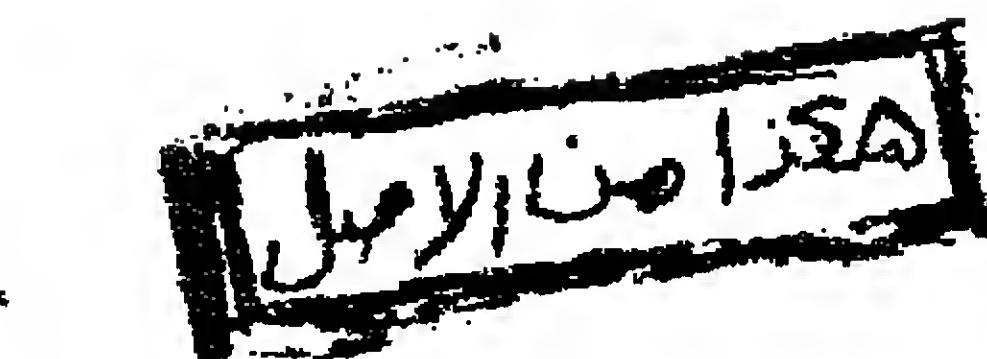
COURS TRIMESTRIELS
le 2 janvier 1984
INSCRIPTION IMMEDIATE
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine - 75006 Paris - Tél. 325.41.37

Doha

Tous les jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 08 h 25 via Vienne.

Choisissez la qualité !
En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66



PLANS/CONTRECALQUES

SUR VERDO
2280
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - T 347.21.32

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION



Pour cette rubrique s'adresser :
7, rue Ste-Anne - 75038 Paris Cedex 01 - 261.51.52

Vente Palais de Justice de Pontoise (95) - Jeudi 19 janvier 1984, à 14 heures
PROPRIÉTÉ à PARMAIN (95) ^{s/TERRAIN} ^{3 de 3841 M2} **M. à Px 200 000 F**
8 bis, R. DU VIEUX-CHEMIN-DU-POTAGE et R. Valentia-Baly - 8 Pcs
cuisine - garage - Consign. 20000 F - Renseignements à Pontoise (95)
SCP PETTI-MALAVOY Avocats. T. 032-20-77. 23, rue de la Brettonnière

VENTE au Palais de Justice, NANTERRE - Mercredi 25 janvier 1984 à 14 h.
IMMEUBLE - BOIS-COLOMBES (92)
21, r. JEAN-JAURÈS 2 APPART. ^{comp. LOCAUX COMMERCIAUX} ^{52 LOGEM. - Cont. 790 m²}
M. à P. : 1.500.000 F ^{14, rue Sainte-Anne, Tel. : 261-01-09}

Vente au Palais de Justice de Meaux (77), le jeudi 19 janvier 1984 à 10 h.
PROPRIÉTÉ à VAUDOUY-EN-BRIE ^{(77) lieu-dit : Montzabon - Superficie : 72,08 a}
Mise à Prix : 300 000 F <sup>Rens. M. NORET, avocat à Meaux (77)
19, place Henri-IV, Tel. : 434-00-27.</sup>

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Essonne)
UN PAVILLON situé à IGNY ^(Essonne)
31, allée du Québec. **MISE À PRIX : 100 000 FRANCS**
Consignation préalable indispensable pour gacheter par chèque certifié ou en espèces. Renseignements : M. TRUJILLO et AKOUN, avocats associés à EVRY (91), 4, bd de l'Europe. Tél. : 079-39-45.

VENTE par adjudication sur licit, en l'étude et par le ministère de M. PETTRE, notaire à Ecouen (95), 52, rue du Maréchal-Leclerc, le JEUDI 12 JANVIER 1984 à 15 heures, en TREIZE LOTS :
à ÉCOUEN (95)

1) MAISON D'HABIT., libre à la vente - M. à P. 450.000 F
4, rue de la République - Contenance : 817 m²
2 à 13) DIVERSES TERRES DE CULTURE
18 à 20 ca : M. à P. 54.600 F; 1 ha 11 a 19 ca : M. à P. 111.190 F;
11 a 69 ca : M. à P. 35.070 F; 1 ha 11 a 30 ca : M. à P. 55.650 F;
1 ha 35 a 60 ca : M. à P. 135.600 F; 3 ha 92 a 40 ca : M. à P. 392.400 F;
10 a 70 ca : M. à P. 4.280 F; 8 a 90 ca : M. à P. 3.560 F;
97 a 100 ca : M. à P. 43.695 F; 20 a : M. à P. 10.000 F;
4 ha 97 a 50 ca : M. à P. 223.875 F; 26 a : M. à P. 52.000 F.
Rens. et vis : M. PETTRE, Notaire à Ecouen (95). Tél. : 990-04-01.

MARCEL NIEDERGANG.

BONNE ANNÉE 1984!

JUSQU'AU 14 JANVIER 1984

DANS LES 9 BHV

CREDIT GRATUIT*

9 MOIS

À PARTIR DE 2.000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20% COMPTEANT APRÈS ACCEPTATION DU DOSSIER CRÉDIT COFINOGA. INTÉRÊTS À LA CHARGE DU BHV.

tv

électroménager

HI-FI

LITERIE

MEUBLES

SIEGES



SAUF POINTS VERTS.
DANS LA MESURE OÙ LE RAYON CORRESPONDANT EXISTE.
OFFRE VALABLE DU 21/11/83 AU 14/1/84.

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

M. CANET/BNP

Le Monde politique

L'affaire des « avions renifleurs »

Le président de la République fera connaître « en temps rentré » ses opinions sur l'affaire des « avions renifleurs ». Il refuse pour le moment de faire une mise au point dans « ce tourbillon de polémique ». C'est ce qu'a affirmé M. François Mitterrand, interrogé mercredi 4 janvier à l'Elysée lors de la traditionnelle présentation des vœux de la presse.

« A aucun moment, je n'ai été personnellement mêlé à cette affaire », a encore indiqué M. Mitterrand. « J'ai appris qu'il y avait un problème, une affaire, je ne sais pas laquelle, il n'y avait pas de document ». « Je sais quoi ? » a encore demandé le président de la République. « Je savais bien ce qu'il n'avait fait transmettre. Ils n'ont qu'à le dire. Certains ont dit que je savais depuis dix-huit mois. A supposer que cela soit juste, les autres avaient depuis beaucoup plus longtemps ».

Pour M. Mitterrand, « le premier ministre s'est très bien exprimé là-dessus ». Il faut aborder ce problème avec beaucoup de sagesse et éviter de se faire entraîner par des passions inutiles », a-t-il ajouté. Sa seule conviction est finalement qu' « il faut mieux laisser les papiers aux autres ».

L'affaire des « avions renifleurs » présente un « caractère exceptionnellement grave » et devrait conduire « certains responsables politiques et notamment MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chabalord à manifester moins d'arrogance », affirme d'autre part le bureau exécutif du parti socialiste, le mercredi 4 janvier.

Le parti socialiste, qui estime que, rendant le rapport public, « le

gouvernement répond à l'attente des Français », note que cette affaire « montre que la pratique du secret, le refus de la méthode scientifique, la légèreté en matière de contrôle (...) sont un danger pour le bon fonctionnement des entreprises et de l'Etat, un dévoiement des règles de la République ». « Au mépris des conclusions du rapport, aucune poursuite n'a été engagée contre les auteurs étrangers de cette escroquerie, aucune sanction n'a été prise sur le plan intérieur ; au contraire, une tentative systématique d'étoffement a été mise en œuvre à l'initiative de ces mêmes autorités politiques », ajoute la déclaration du P.S.

M. André Chardennier, premier président de la Cour des comptes, a reçu la lettre du premier ministre demandant à la Cour de déterminer la nature juridique des exemplaires du rapport Giscard détruits par M. Bernard Beck. Cette lettre accompagnait l'exemplaire détruit par un collaborateur de M. Barre à l'hôtel Matignon le 23 décembre 1983.

Selon un sondage réalisé par téléphone, les 3 et 4 janvier, par l'institut Louis Harris et publié par le Matin de Paris du 5 janvier, 44 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement a eu tort de publier le rapport rédigé par M. Giscard. Pour 23 %, il a eu tort. Le même sondage indique que 31 % des personnes interrogées voient la position de M. Valéry Giscard d'Estaing affaiblie par cette affaire (contre 8 % qui pensent qu'elle est renforcée, et 40 % qui l'estiment sans changement), 32 % font le même constat à propos de M. Raymond Barre (contre 5 % et 37 %) et 21 % à propos de M. Pierre Mauroy (contre 18 % et 35 %).

Le rôle de M. Pesenti, brasseur d'affaires lombard

De notre envoyé spécial

Milan. — La composante italienne de l'affaire des « avions renifleurs » se précise. Elle couvre au monde politique-financier catholique et le Vatican se profile à l'arrière-plan. Le premier élément nouveau est le rôle d'intermédiaire qu'aurait joué, à partir de 1976, une société financière de Zurich, la Ultram, dans la distribution des fonds reçus d'ELF-ERAP par la Fisalma, société des « inventeurs », aux différents créateurs italiens de celle-ci. Or, il s'avère que l'Ultram était une filiale du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, dont on connaît les liens avec l'Institut pour les œuvres de l'église (I.O.R.), la banque du Vatican (B.I.).

Ses liens avec le monde catholique ne s'arrêtent pas là. Avec Roberto Calvi, M. Pesenti a été l'un des grands banquiers alliés étroitement à l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.) : la banque du Vatican. D'abord comme coactionnaire dans la banque provinciale lombarde et dans Italimenti, puis pour différentes opérations, dont l'une fut le prêt de 50 milliards de lires consenti, en 1972, par la banque vaticane à Italimobiliare, qui, malgré en francs suisses, allait se transformer

en 1979 en un remboursement de 160 milliards de lires : une opération pour le moins mystérieuse et peu rentable pour un fin financier comme M. Pesenti. A moins que cette opération n'ait été qu'une ouverture à une sorte de 160 milliards de lires des caisses de l'Italmobiliare, à laquelle se serait donc prêté Mgr Marciakus, alors administrateur délégué de l'I.O.R., qui signa l'accord (dont, au demeurant, il n'y a plus trace).

Qui dit bien avec l'I.O.R. suppose également, avec Roberto Calvi. Ce dernier, retrouvé mort en juin 1982 à Londres, était président du Banco Ambrosiano. Une bonne partie des actions des sociétés du groupe Pesenti avaient été déposées en garantie auprès du Banco Ambrosiano, afin d'obtenir des financements. En outre, en 1981, lorsque la famille Agnelli revendit les 10 % d'actions qu'elle possédait dans l'Italmobiliare, c'est l'Ambrosiano qui les acheta pour les revendre aux siennes aux sociétés financières de Panama, couvertes par les fameuses lettres de parrainage de l'I.O.R., source de la controverse, aujourd'hui, sur la responsabilité ou

non de la banque vaticane dans la mort d'Ambrosiano. Enfin, M. Pesenti fut le principal actionnaire de la banque de Roberto Calvi détenant 4 % du capital (il a perdu dans ce krach quelque 100 millions).

Tout est loin d'être limpide dans les relations Calvi-Pesenti. Ce dernier est en effet poursuivi par la justice, d'une part comme membre du conseil d'administration du Banco Ambrosiano, et également pour avoir, par le biais de l'une de ses sociétés financières, racheté en soutien, pour le compte de Calvi, quelque 50 milliards d'actions de la banque de ce dernier.

Un dernier point concerne les rapports de M. Pesenti avec l'Union de banques suisses et, en particulier, avec M. Philippe de Weck. Au milieu des années 60, l'Italmobiliare risqua de tomber dans les mains de Michele Sindona (probablement banquier de la Mafia très lié au Vatican, en prison aux Etats-Unis pour banqueroute frauduleuse). Sur une intervention de M. Colombo, alors ministre du Trésor, Sindona accepta de revendre à M. Pesenti les actions en sa possession (45 milliards de lires). C'est auprès des banques suisses, et notamment de l'U.B.S., qu'il trouva les fonds. Depuis 1969, il reste très lié aux meilleurs banques helvétiques (il possède une banque à Zurich).

Or, l'U.B.S. paraît très mêlée à des opérations accomplies par des personnalités de la vie italienne dont l'honorabilité s'est avérée quelque peu doutueuse. L'U.B.S. fut notamment la banque de Sindona, celle de Licio Gelli, maître de la loge P2. Elle fut également utilisée par Roberto Calvi pour payer, avant sa mort, 20 millions de dollars à Carbone, l'affairiste arrêté pour complicité dans sa disparition.

M. Pesenti était donc lié à des personnes mêlées directement ou indirectement à l'opération des « avions renifleurs ». Il reste que, dans les meilleures finançaises milanaises, on est étonné qu'un homme aussi méfiant que lui se soit laissé attirer dans cette affaire. La seule explication plausible est qu'il y ait été poussé par ses relations, notamment dans les meilleures politiques-financiers catholiques. La présence d'un cardinal parmi les « parrains » de l'opération semble stater, en tout cas, que ces meilleures n'étaient pas étrangères. On fait valoir en outre la présence, parmi les membres du consortium de parrainage, d'une banque espagnole. Certains, à Milan, se demandent s'il ne s'agit pas du Banco Occidental de Madrid, mis en liquidation, qui a pour particularité une participation croisée avec l'I.O.R., et dans laquelle les intérêts de l'Opus Dei étaient largement représentés.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

non de la banque vaticane dans la mort d'Ambrosiano. Enfin, M. Pesenti fut le principal actionnaire de la banque de Roberto Calvi détenant 4 % du capital (il a perdu dans ce krach quelque 100 millions).

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRES

Le gouvernement et les députés socialistes maintiennent leur volonté de ne pas exclure les jour des partis politiques de la réforme

La presse des partis politiques n'échappera pas aux règles sur la transparence et la concentration que le projet de loi gouvernemental veut imposer à l'ensemble des journaux français. L'affaire semble maintenant pratiquement réglée. Le premier ministre, en recevant le lundi 2 janvier les responsables socialistes de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, puis les dirigeants communistes en charge du dossier, avait maintenu sa position de départ. Il n'eût guère de difficultés à convaincre ses premiers interlocuteurs, ceux-ci étant depuis longtemps persuadés de l'impossibilité d'exclure les partis politiques du champ d'application de la loi ; tous les socialistes ne partagent pas, pour autant, cette position ; M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), rapporteur pour avis de la commission des lois, a encore rappelé dans le Quotidien de Paris du 4 janvier sa préférence pour une décision différente. Mais, sur ce point il est minoritaire.

Les communistes ont, de leur côté, évolué : ils ne s'opposent plus formellement au choix de M. Pierre Mauroy, et donc au principe du maintien de l'article 2 du projet, qui définit les personnes physiques ou morales à qui il s'applique. Ils ont obtenu en compensation la limitation des pouvoirs de la commission pour la transparence et le pluralisme, puisqu'un amendement socialiste à l'article 20 devrait préciser que pourraient lui être opposées, dans sa recherche de renseignements, des limitations résultant du libre exercice de l'activité des partis politiques ; ainsi, par exemple, elle ne pourra pas faire communiquer le fichier des abonnés à un journal d'un parti qui, bien souvent, est aussi celui de ses adhérents. Le P.C., pour autant, n'est pas entièrement satisfait de la rédaction de l'article 20 et, en attendant un accord définitif, il maintient ses réserves sur l'article 2.

Mais, au cours de cette rencontre à l'hôtel Matignon, c'est la seule modification importante aux pouvoirs de la commission qui a été admise, avec, en plus, probablement, une nouvelle rédaction de l'article 21, qui énumère les agents de l'administration « habilités à procéder aux vérifications requises par la commission ». ne seraient-ce que pour tenir compte de la récente décision du Conseil constitutionnel qui a annulé l'article 89 de la loi de finances pour 1984 sur les pouvoirs d'investigation des agents du fisc. Il est aussi prévu de réduire le délai de trois mois — prévu par l'article 14 — pendant lequel la commission pourra la transparence peut suspendre le recrutement d'un titré.

M. Pesenti était donc lié à des personnes mêlées directement ou indirectement à l'opération des « avions renifleurs ». Il reste que, dans les meilleures finançaises milanaises, on est étonné qu'un homme aussi méfiant que lui se soit laissé attirer dans cette affaire. La seule explication plausible est qu'il y ait été poussé par ses relations, notamment dans les meilleures politiques-financiers catholiques. La présence d'un cardinal parmi les « parrains » de l'opération semble stater, en tout cas, que ces meilleures n'étaient pas étrangères. On fait valoir en outre la présence, parmi les membres du consortium de parrainage, d'une banque espagnole. Certains, à Milan, se demandent s'il ne s'agit pas du Banco Occidental de Madrid, mis en liquidation, qui a pour particularité une participation croisée avec l'I.O.R., et dans laquelle les intérêts de l'Opus Dei étaient largement représentés.

Pour le reste, le premier ministre a accepté les autres aménagements souhaités par les socialistes : exclusion des hebdomadiers des limitations à la concentration ; définition par la zone de diffusion et l'importance accordée aux informations nationales et internationales des quotidiens nationaux ; possibilité de déclarer un quotidien national et un quotidien régional, à condition de ne

pas dépasser, dans chaque cas, le marché ; obligation pour l'édition d'être composé par journalistes professionnels.

Dans ces conditions, la commission des affaires culturelles l'Assemblée, convoquée par le gouvernement, s'est mise au travail mercredi 4 janvier à 15 h. L'opposition — en particulier les députés U.D.F. — continue sa part ses manœuvres de retournement : longue défense des amendements, dépôt de s

amendements... Les tentatives de M. Claude Evin (Loire-Atlantique), d'accélérer les débats en s'appuyant sur le moment de l'Assemblée n'ont l'heure pas été couronnées succès, le R.P.R. venant au secours de l'U.D.F. Aussi, mercredi so

commission n'avait-elle pas accès à l'examen de l'article 2, mis en réserve lors des réunions du 26 décembre. Il est donc difficile de savoir quand elle pourra se faire l'examen de ce texte, alors M. Evin aurait souhaité que cel

le fût le mercredi 11 janvier.

De cette partie de bras d'engagement entre l'opposition et la majorité à la commission dépend la date de convocation du Parlement en session extraordinaire pour permettre de débattre de ce de loi sur la presse.

THIERRY BRÉHÉ

M. CHIRAC : l'essentiel est de rassembler notre nu

M. Chirac, en adressant ses vœux mercredi 4 janvier, à l'ensemble des conseillers de Paris appartenant à la majorité municipale aussi bien l'opposition, a mis l'accent sur son souhait de voir l'« unité des partis » renforcée en 1984 tant au niveau national. Le maire capital a déclaré : « Ce qui essentiel aujourd'hui est de rassembler notre nation. C'est la condition d'appartenir à une même nation, un même peuple qui impose limites à la division. »

Parlant des relations entre l'unité et la majorité, il a rappelé la formule de Georges Pompidou : « Le gouvernement a, l'opposition réagit », et a ajouté : « Que les opposants aient des divergences sur les moyens à mettre en œuvre, c'est la démocratie. L'important est de travailler un esprit constructif en évitant querelles et les procès d'injustice qui dénaturent le jeu normal de compétition entre la majorité et l'opposition. »

M. Chirac a émis le voeu que le redressement de la situation économique du pays puisse s'amorcer en 1984 et que « davantage d'initiative et de responsabilité soient laissées aux Français ». Le maire de Paris a enfin souligné que « le gouvernement s'efforce un effort maximum en faveur d'une meilleure sécurité ». Aux côtés français servant au Liban au Tchad il a souhaité que la mission puisse être couronnée de succès et qu'il n'y ait pas d'années à déplorer d'autres catastrophes.

Le Monde réalise chaque semaine une sélection hebdomadaire spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger. Exemplaires spéciaux sur demande.

4 vols par semaine à destination du Golfe. Départs de Roissy à 22 heures.



Gulf Air. 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons et une possibilité de détente incomparables. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaine des Rotisseurs. Bleue pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.

Pour plus d'information appelez Gulf Air
9 BOULEVARD DE LA MAUDLINE 75008 PARIS TÉLÉPHONE 361 61 20
APPELEZ DE PROVINCE SANS FRAIS 16 05 42 61 20

GULF AIR L'envergure.

Exemplaires spéciaux sur demande.

OLITIQUE

Après l'émission « Les dossiers de l'écran »

HUMANITÉ : Reagan a uvé un porte-parole fané en la personne d'Yves Mandard.

mentant les déclarations mardi 3 janvier par Yves Mandard, au cours de l'émission « Les dossiers de l'écran » diffusée Antenne 2, Claude Lecomte jeudi 5 janvier, à la une de l'hebdomadaire du P.C. : « Reagan a trouvé en France un porte-parole fané en la personne de Mandard. (...) Pourquoi une opération ? Pourquoi cette sollicitation annoncée à grand renfort de trompe par les concurrents n'importe ? La droite cherche-t-elle un candidat de rechange ? Il va qu'avec Giscard usé, Barre ramis, Chirac carnavassier, les sont limités. Bien sûr, l'acteur ostensible : Reagan, qui est le président, n'avait pas réussi la comédie, ce qui n'est pas

volé où même aujourd'hui en le revé conservateur américain. Que les Etats-Unis aient fait naufrage avec un bon président réactionnaire aménageant pour l'avenir. C'est un bon comédien, un petit peu pour vieille cause. Ensuite, aller du Milliardaire au défunt. Du bien mauvais

M. HAMON : un langage de vérité

M. Léo Hamon, ancien secrétaire d'Etat, président de l'Initiative républicaine et socialiste (I.R.S., gaulliste de gauche), a déclaré, mercredi 4 janvier : « Si nul n'est tenu d'épouser toutes les positions prises par les remises en question. Les hommes politiques qui, prisonniers de leurs routines dans leur pensée et dans leur discours, négligeraient cette interpellation commettent une grande erreur : leur assurance des protégés pas contre les mouvements du sentiment populaire devraient être profondes. »

« Nous voulons, quant à nous, insister aujourd'hui sur l'appel à un langage de vérité dans la présentation de la banque de développement des Caraïbes. — Le ministre des relations extérieures a présenté un projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la banque de développement des Caraïbes. La décision de la France de participer au capital de cette banque traduit la volonté de notre pays de contribuer à l'action internationale conduite par les partis et les syndicats des problèmes essentiels. Sur l'approbation de la fermeté manifestée par le chef de l'Etat en politique internationale, sur la dénonciation de l'excès dans les manœuvres et les démarches d'affrontement et sur l'éradication des nécessaires rapprochements auxquels il faudra bien venir entre tendances émergées aujourd'hui opposées. Ces sentiments sont les nôtres. Puisse le pays, délaissant le jeu des extrêmes, soutenir ceux qui entendent faire passer ces sentiments profonds dans la réalité politique. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

nos principaux partenaires économiques.

Réduire rapidement l'écart des prix entre la France et ses partenaires reste donc, plus que jamais, la priorité du gouvernement. A cette fin, il demandera pour 1984 à l'ensemble des agents économiques de se référer par avance à l'objectif d'évolution des prix qu'il a fixé. Ainsi, pour l'ensemble de l'année 1984, les évolutions nominales, qu'il s'agisse des prix ou des revenus, devront être préétablies et contenues dans la limite de 5 % en glissement annuel.

Ces principes seront notamment appliqués à l'évolution des salaires dans le secteur public, dont les orientations pour 1984 viennent d'être fixées par le premier ministre, ainsi qu'à l'évolution des prestations sociales. Dans le même esprit, une action particulière sera menée pour modérer l'évolution des rémunérations en pourcentage, des loyers et baux commerciaux, des marges commerciales, ainsi que des distributions de dividendes pour lesquelles le gouvernement adressera des recommandations aux organisations patronales.

La politique de contrôle des prix tiendra compte des résultats observés en 1983. Ainsi, les produits industriels qui ont respecté les accords passés en début d'année, et d'abord ceux qui participent à la bataille économique internationale, verront leurs prix progressivement libérés en 1984.

En revanche, les services qui n'ont pas respecté les accords de 1983 verront leurs dépassements comptabilisés dans les prix de 1984. Les commissions de la République ont reçu d'autre part des consignes de remède quant au contrôle des prix de services.

Le gouvernement veillera également à ce qu'une concurrence plus intense s'exerce à tous les stades de l'activité économique.

Tous les agents économiques sont ainsi invités à participer à l'effort collectif de désinflation.

Mais l'inflation doit être aussi combattue par une maîtrise rigoureuse des coûts. Le gouvernement y contribuera, pour sa part, en poursuivant l'objectif de la réduction des prélevements obligatoires à partir de 1985, en favorisant la diminution des coûts financiers et en contenant l'évolution des tarifs publics.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Une politique de coopération et d'ouverture en liaison avec l'ensemble des acteurs de la recherche.

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a présenté au conseil des ministres une communication sur les grandes orientations de l'action du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).

Principal organisme public de recherche, le C.N.R.S. a pour mission prioritaire de développer la recherche dans tous les domaines de la connaissance, et en particulier en recherche fondamentale. Il lui appartient également de valoriser les résultats de cette recherche.

Une politique active d'ouverture et de coopération permettra des rapprochements fructueux entre recherche, développement technologique dans les secteurs de pointe et applications industrielles.

1. La coopération du C.N.R.S. avec l'ensemble des acteurs de recherche sera développée :

- avec les universités : celles-ci pourront passer avec le C.N.R.S. des conventions-cadres. L'importance des moyens accordés par le C.N.R.S. aux formations universitaires associées sera maintenue. Les décisions permettant de créer de nouvelles associations ou de mettre fin à des associations existantes seront prises en liaison avec les universités et le ministère de l'éducation nationale et tiendront compte de la qualité des recherches, de leur adéquation aux priorités scientifiques nationales et du respect des équilibres régionaux ;

- avec les autres organismes de recherche : plusieurs accords permettent notamment la coordination de l'action du C.N.R.S. et de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) dans le domaine de la fibre optique, l'ouverture avec le Centre national d'études des télécommunications (CNET) d'un laboratoire de micro-informatique à Bagneux, la création avec le Centre national d'exploitation des océans (C.N.E.O.) d'un laboratoire mixte d'aquaculture en Charente-Maritime ;

- avec les entreprises industrielles : la signature de conventions telles que celles qui existent avec Saint-Gobain, E.D.F., Roussel Uclaf et Renault sera encouragée. Le C.N.R.S. pourra créer avec les entreprises des laboratoires mixtes, des groupements scientifiques communs, des filiales ;

2. L'éducation et l'orientation :

Une convention entre le ministère des droits de la femme et le ministère de l'éducation nationale prévoit les mesures visant à :

- Lutter contre le sexisme à l'école : un groupe de réflexion et d'impulsion sera chargé de veiller à la prise en compte de cette préoccupation dans les programmes scolaires ; la formation des maîtres sera adaptée dans la même perspective et une action de sensibilisation sera menée auprès des élèves institutrices dans les quatre-vingt-dix écoles normales ;

- Diversifier l'orientation professionnelle des filles : un collaborateur placé auprès de chaque rectorat, sera chargé de l'impulsion et de la coordination des actions menées dans ce but ;

3. L'égalité civile :

Une réforme instituant l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants est en cours d'étude. Des dispositions seront prises afin que les femmes puissent porter, dans les documents administratifs, le titre qu'elles souhaitent (madame ou mademoiselle).

Les rapports, récemment déposés par M. Toulain, député, sur l'égalité fiscale des membres d'un couple, et par Mme Méline, conseiller d'Etat, sur les droits propres des femmes à la retraite, seront étudiés par deux groupes de travail interministériels, qui auront à déterminer les propositions susceptibles de recevoir application.

VEHICULES D'OCCASION

Un dispositif de contrôle analogique à celui qui existe déjà dans les autres pays européens sera progressivement mis en place. — Madame le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a présenté au conseil des ministres une communication relative au contrôle de certaines catégories de véhicules d'occasion, destinée à prévenir les tromperies portant sur l'état des véhicules et à réduire les risques d'accident.

Les mesures à prendre seront examinées au cours d'une prochaine réunion du comité interministériel de la sécurité routière.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'amélioration de l'environnement est l'une des cibles du développement. — La France peut mener une action importante en ce domaine. — Madame le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie a présenté une communication sur l'effort du gouvernement en faveur de l'environnement dans la coopération internationale.

La mobilité volontaire des chercheurs

Des procédures destinées à faciliter la mobilité des personnels du C.N.R.S. vers les autres organismes publics de recherche et vers les entreprises seront définies. De son côté, le C.N.R.S. accélérera dans ses laboratoires des ingénieurs de l'industrie et des organismes techniques adaptés aux conditions propres à chaque pays.

Pour mieux mobiliser les ressources et les capacités dont la France dispose dans ces domaines, le ministre délégué chargé de la coopération et du développement et le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie ont engagé plusieurs actions :

1) Un programme « environnement-développement » sera établi au cours des premiers mois de l'année. Il fixera le cadre général des actions à mener pour le renforcement de la dimension environnement dans les actions de coopération.

ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

Le programme d'actions pour l'année 1984

et la formation professionnelle, l'éducation et l'orientation et l'égalité civile. — Madame le ministre délégué chargé des droits de la femme a présenté une communication sur les orientations retenues pour 1984 en ce qui concerne l'égalité entre hommes et femmes.

Enfin, le C.N.R.S. présentera régulièrement ses activités au grand public et participera à l'information et à la formation scientifiques en utilisant les nouveaux modes de communication, en particulier les réseaux câblés.

ET FEMMES

Le programme d'actions pour l'année 1984

et la formation professionnelle, l'éducation et l'orientation et l'égalité civile.

Le programme d'actions pour l'année 1984 sera mis en œuvre au cours des premiers mois de l'année. Il fixera le cadre général des actions à mener pour le renforcement de la dimension environnement dans les actions de coopération.

2) Des moyens d'information et de formation, adaptés à la demande des pays intéressés, seront mis en œuvre. Les coopérants français seront sensibilisés à l'environnement et au transfert des techniques appropriées.

L'articulation entre les programmes français, l'aide communautaire et les actions multilatérales sera renforcée.

Ces orientations, définies à la suite d'un récent comité interministériel chargé des droits de la femme, concernent en particulier :

1) *L'emploi et la formation professionnelle :*

— Un programme d'action pour améliorer l'accès des femmes à l'emploi sera présenté en mars 1984, sur la base des conclusions d'un groupe de travail interministériel chargé d'évaluer, en ce qui concerne les femmes, l'efficacité du dispositif actuel de lutte contre le chômage.

— Une insertion plus égalitaire des femmes dans les stages de formation professionnelle des secteurs d'activités reconnus comme prioritaires par le IV^e Plan, en particulier la filière électronique, sera recherchée.

— Un nouveau pas dans la voie de l'égalité d'accès aux différents corps de la fonction publique sera franchi par la suppression des dispositions qui restreignent l'accès des femmes aux trois corps d'agents des douanes.

2) *L'éducation et l'orientation :*

— Une convention entre le ministère des droits de la femme et le ministère de l'éducation nationale prévoit les mesures visant à :

— Lutter contre le sexisme à l'école : un groupe de réflexion et d'impulsion sera chargé de veiller à la prise en compte de cette préoccupation dans les programmes scolaires ; la formation des maîtres sera adaptée dans la même perspective et une action de sensibilisation sera menée auprès des élèves institutrices dans les quatre-vingt-dix écoles normales.

— Une insertion plus égalitaire des femmes dans les stages de formation professionnelle des secteurs d'activités reconnus comme prioritaires par le IV^e Plan, en particulier la filière électronique, sera recherchée.

— Un nouveau pas dans la voie de l'égalité d'accès aux différents corps de la fonction publique sera franchi par la suppression des dispositions qui restreignent l'accès des femmes aux trois corps d'agents des douanes.

3) *L'égalité civile :*

— Une réforme instituant l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants est en cours d'étude. Des dispositions seront prises afin que les femmes puissent porter, dans les documents administratifs, le titre qu'elles souhaitent (madame ou mademoiselle).

— Les rapports, récemment déposés par M. Toulain, député, sur l'égalité fiscale des membres d'un couple, et par Mme Méline, conseiller d'Etat, sur les droits propres des femmes à la retraite, seront étudiés par deux groupes de travail interministériels, qui auront à déterminer les propositions susceptibles de recevoir application.

MEURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres du mercredi 4 janvier a adopté les mesures individuelles suivantes :

— M. Georges Ovaz, ministre délégué chargé des droits de la femme, a présenté une communication sur les orientations retenues pour 1984 en ce qui concerne l'égalité entre hommes et femmes.

— M. Maurice Bouvier, inspecteur général de l'administration, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

Né le 6 avril 1920 à Nogent-le-Rot (Orne-et-Loire), M. Maurice Bouvier est entré dans l'administration en 1943. Commissaire de police en 1952, il gravit les échelons hiérarchiques de la préfecture de police de Paris en étant successivement adjoint au chef de la brigade criminelle (1957), chef de la brigade criminelle (1961), adjoint de la police judiciaire (1966) et directeur de la police judiciaire (1970). Il rejoint l'administration centrale en 1974, en étant nommé par le nouveau ministre de l'intérieur, M. Jacques Chirac, directeur central de la police judiciaire à la direction générale de la police nationale, poste qu'il abandonne en septembre 1981, pour quitter définitivement la police et rejoindre l'inspection générale de l'administration au ministère de l'intérieur.

Le nom de M. Bouvier est lié à la plupart des grandes affaires criminelles de ces vingt dernières années. Il dirige les enquêtes sur l'assassinat du général de Gaulle, au Petit-Carré, sur la disparition de l'homme d'affaires Michel Bégin et, comme directeur central, supervise celle sur l'assassinat du prince de Bruguière.

— M. Michel Pochat, ingénieur en chef des ports et chaussées, est nommé directeur du Port autonome de Marseille.

Né le 6 février 1935 à Uccle (Belgique), M. Michel Pochat, diplômé de l'Ecole polytechnique, est ingénieur à l'École normale de Marseille de 1964 à 1975 (responsable de l'application des matériaux de construction) avant de devenir directeur du port autonome de Dunkerque depuis 1976.

— M. Thierry Lefebvre-Keris, ingénieur en chef des ports et chaussées, est nommé directeur du Port autonome de Dunkerque.

Né le 7 janvier 1943 à Paris, M. Lefebvre-Keris, ancien élève de Polytechnique, a commencé sa carrière à Cherbourg. Il a ensuite occupé plusieurs postes au port de Rouen. Il était, depuis le mois de septembre 1981, directeur adjoint du port et de la navigation maritime au ministère de la mer.

UN DÉBAT A TF1 SUR LES THÈSES D'ANDRÉ GLUCKSMANN

« Gagner et ensuite frapper »

Il s'est exposé fait par M. François Mandard, le 17 novembre dernier, sur TF1 dans son émission « Les dossiers de l'écran ». Sinclair proposait mercredi 3 janvier à la une de l'hebdomadaire du P.C. : « Reagan a trouvé en France un porte-parole fané en la personne de Mandard. (...) Pourquoi une opération ? Pourquoi cette sollicitation annoncée à grand renfort de trompe par les concurrents n'importe ? La droite cherche-t-elle un candidat de rechange ? Il va qu'avec Giscard usé, Barre ramis, Chirac carnavassier, les sont limités. Bien sûr, l'acteur ostensible : Reagan, qui est le président, n'avait pas réussi la comédie, ce qui n'est pas

volé où même aujourd'hui en le revé conservateur américain. Que les Etats-Unis aient fait naufrage avec un bon président réactionnaire aménageant pour l'avenir. C'est un bon comédien, un petit peu pour vieille cause. Ensuite, aller du Milliardaire au défunt. Du bien mauvais

ci est-il dans la main des Soviétiques ? Deux interviews — l'une de M. Egon Bahr, l'un des principaux artisans de l'opposition du S.P.D. aux Pershings, l'autre de l'écrivain Hans-Christoph Busch, sympathisant des pacifistes — ont posé la question du statut de la République fédérale dans la confrontation Est-Ouest. Pour Glucksmann il est clair qu'on ne peut demander à l'Allemagne de l'Est d'être à la hauteur de l'Occident. Pour Glucksmann, elle a tout au contraire de l'Europe à faire face à l'Etat des Etats-Unis. Ainsi, il faut à la fois refuser la défense nucléaire, mais aussi faire face à l'agression nucléaire. C'est pourquoi il a proposé trois générations, a-t-il dit, soit par l'Etat d'opposition, soit par l'Etat de la R.F.A. Le résultat de l'agression nucléaire, c'est ainsi qu'il le voit, sera dévastateur. Mais l'inflation doit être aussi combattue par une maîtrise rigoureuse des coûts. Le gouvernement y contribuera, pour sa part, en poursuivant l'objectif de la réduction des prélevements obligatoires à partir de 1985, en favorisant la diminution des coûts financiers et en contenant l'évolution des tarifs publics.

En revanche, les services qui n'ont pas respecté les accords de 1983 verront leurs dépassements comptabilisés dans les prix de 1984. Les commissions de la République ont reçu d'autre part des consignes de remède quant au contrôle des prix de services.

L'ANTI-RIDES



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villiers-Colombes, Tel.: 96.08.03.

Tout le monde cherche à réparer des ans l'irréparable outrage. Tout le monde souhaite voir l'objet aimé garder une triomphante jeunesse... Tout le monde devrait posséder une automobile Volkswagen.

Car les Volkswagen sont garanties. Très bien garanties. Pour une raison bien simple : Volkswagen est certain de leur qualité.

D'abord, il y a la garantie pièces et main-d'œuvre qui protège votre voiture pendant 1 an, sans limitation de kilométrage.

Ensuite, la garantie-peinture. Volkswagen est tellement sûr de la solidité de ses peintures qu'elles sont garanties pendant 3 ans.

Enfin, la garantie anti-corrosion. La plus précieuse, peut-être, car la rouille ne s'attaque

pas seulement à l'aspect de votre voiture, elle est aussi un danger pour sa santé.

C'est pour cela que la garantie anti-corrosion est la plus longue : 6 ans. Pour les voitures comme pour les gens, la jeunesse est le bien le plus précieux. Volkswagen le sait. Et voilà pourquoi votre voiture ne prendra pas une ride.



VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS

société

DANS LA REVUE « ÉTUDES »

Le Père Verspieren accuse certains hôpitaux français d'accélérer la mort de malades qui souffrent

La revue *Jésuites Études* publie, son numéro de janvier, un article du Père Patrick Verspieren, ancien directeur du centre Lafennec, l'université des médecins catholiques, qui dénonce le recours, par le malade soigné de certains hôpitaux français à des « cocktails lytiques » - mélange de drogues données en perfusion à des doses telles qu'elles plongent le patient dans l'inconscience et accélèrent le processus de la mort.

Si certains soignants en sont arrivés à employer les moyens dont dispose la médecine, écrit le Père Verspieren, membre de la Compagnie de Jésus, c'est que la notion même d'un soulagement efficace des ultra-malades - « se heurte en France à l'incredulité et au scepticisme ». Les médecins, pourtant, restent pour la plupart surnommés devant la souffrance de lui qui meurt.

Cette attitude psychologique des ignams provoque, écrit le Père Verspieren, par contre-coup, une autre réaction : « Si la médecine devient incapable de maintenir un état minimum de santé, il vaut mieux que l'homme meurt. (...) Telle est la conviction qui, à mon avis, se répand de plus en plus dans la société. »

Il s'agit en fait, ajoute l'article, de la peur - d'entrer en relation avec celui qui se sent mourir. Cette angoisse dresse entre les soignants et le mourant - un mur de silence (...).

Angoisse et douleur s'amplifient mutuellement, et le malade est ainsi entraîné dans le cercle vicieux de la « souffrance totale » qui devient rapidement insupportable et habille l'intéressé, mais aussi à son entourage.

D'où le recours aux « cocktails lytiques » que dénonce le Père Verspieren : « De tels mélanges de drogues sont employés constamment, systématiquement même dans certains services hospitaliers. Ils y sont devenus la médication habituelle des derniers jours de la vie. »

Incompétence ou archaïsme

Le Père Verspieren a joué depuis longues années, à la tête du centre Laennec, un rôle de pionnier sur ce qui changeait des attitudes à l'égard de la douleur. Non, disait-il, il n'est pas redemptrice. Elle n'est pas mal rédemptrice. Elle n'est pas mal appliquée.

Le recours aux moyens extrêmes, tel le placement d'une perfusion plongeant le malade dans l'inconscience, reste extrêmement rare bien qu'il soit dans certains cas indispensable. Un tel acte n'est pas, en effet, normale courante dans les hôpitaux.

Il démontre que par un malade inconscient pose des problèmes de prise de charge particulièrement difficiles et parce que ceux qui savent manipuler ce type de cocktail lytique sont très peu nombreux.

Il appartient aux facultés de médecine et de pharmacie et aux écoles d'infirmières de remédier à ces carences, conduisent, et c'est sans doute cela qu'il voulut dénoncer avec quelque excès le Père Verspieri.

Même lorsque le malade ne le demande pas. Même quand il ne ressent pas de souffrances sévères ou de grandes angoisses. « Et, ajoute l'auteur, que penser de ces injonctions adressées aux infirmières qui régulent le débit des perfusions : « Je ne veux plus voir M. X... au retour du week-end ? »

« Notre société a perdu l'habitude de côtoyer la mort », ajoute le Père Verspieren. Elle doit s'attaquer résolument au problème du soulagement de la souffrance. Ainsi l'ont fait en Grande-Bretagne notamment certains professionnels de la santé qui savent trouver le temps, la disponibilité nécessaire et le courage d'affronter la relation avec celui qui meurt. « La création en France de quelques petites unités de soins où l'on manierait avec précision les thérapeutiques de la douleur de celui qui meurt est donc une nécessité impérative », conclut le Père jésuite.

Le résultat obtenu, écrit le Père Verspieren, est tout à fait satisfaisant.

Et si les carnettes de Léonce Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention à Mme Fayard à suivre de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Ici, une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne Mme Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, aucun d'entre eux, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

AU PROCÈS PARIBAS

Les folles dépenses d'une maîtresse femme

Et si les carnettes de Léonce Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention à Mme Fayard à suivre de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Ici, une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne Mme Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, aucun d'entre eux, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

Alors, non, vraiment, pas de compte en Suisse et pas de point pour le solde. Que reste-t-il ? Il reste, que toutes les folles dépenses évoquées par Mme Fayard n'atteignent pas, malgré tout, les 16 500 000 francs de la vente de l'usine.

« On arrive à 14 millions, dit le président. Il en manque 2. »

— Heureusement, dit cette femme superbe. Mais je vous garantis qu'ils ne sont pas en Suisse.

— Comment expliquez-vous pourtant ces détails des carnets de Boissonnet ?

— Qu'est-ce qui vous dit que c'est moi qui y suis nommée ? Eh bien, le dit haut et fort, Mme Jacqueline Fayard.

— Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept Mme Fayard parmi les clients. »

— Du reste, Mme Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guérites. Achats de tableaux de maître, Ingres, Sisley, Corot, etc., pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux,

les Fayard se donnaient un droit luxueux à la retraite. La somme fut versée pour un quart sur un compte bloqué pendant quatre ans, à titre de garantie. Le reste, plus de 12 millions, allant à un compte joint au nom de M. et Mme Fayard, libres d'en disposer immédiatement comme ils l'entendaient.

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets

qui leur permettraient d'organiser un enseignement systématique.

Le recours aux moyens extrêmes, tel le placement d'une perfusion plongeant le malade dans l'inconscience, reste extrêmement rare bien qu'il soit dans certains cas indispensable. Un tel acte n'est pas, en effet, normale courante dans les hôpitaux.

Il démontre que par un malade inconscient pose des problèmes de prise de charge particulièrement difficiles et parce que ceux qui savent manipuler ce type de cocktail lytique sont très peu nombreux.

Il appartient aux facultés de médecine et de pharmacie et aux écoles d'infirmières de remédier à ces carences, conduisent, et c'est sans doute cela qu'il voulut dénoncer avec quelque excès le Père Verspieri.

ren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants là où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves.

Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistant en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, ce qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Loïc de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incompétence, l'indifférence ou l'archaïsme.

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets

d'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

ES DISPOSITIONS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 1984

- Premier degré : chaque département répartira ses enseignants
- Collèges : la réforme est mal engagée
- Lycées : on pourra redoubler la première

Cinq circulaires préparant la rentrée scolaire 1984 ont été rendues publiques, jeudi 5 janvier, par les services de M. Alain Savary. Adresses aux recteurs d'académie, elles sont, comme chaque année, à modifier l'administration pour la préparation de la prochaine année scolaire et à tracer les grandes lignes de politique ministérielle, tant sur le plan pédagogique qu'en matière de gestion des moyens budgétaires.

PREMIER DEGRÉ. — L'un des points soulignés est le renforcement de la « gestion globale des ressources par département ». Cela signifie qu'il appartiendra à chaque département de répartir les postes instituteurs selon les besoins en internes, en élémentaires, en implantations, sans faire appel aux risques, ni, à plus forte raison, au ministère.

COLLÈGES. — La rentrée 1984 correspond à la première étape de mise en œuvre de la rénovation des collèges - dans 10 % à 15 % des établissements sur la base du volontariat. Les collèges retenus, qui bénéficient en 1983-1984 d'actions de formation spécifiques, devraient notamment « avoir une politique en matière d'orientation, de travail collectif des enseignements, d'utilisation du temps scolaire, de groupement des élèves, de relation avec l'environnement, d'utilisation des ressources documentaires, de travail en commun avec le niveau élémentaire et l'enseignement technique ». Les enseignants, dont les lycées - ne sauraient se limiter à dire des cours -, sont invités dans les établissements volontaires à travailler collectivement et à constituer une structure de réflexion et des quipes pédagogiques.

Le ministère se refuse à quantifier notamment « les heures que les enseignants consacrent à leur travail en commun et aux élèves en dehors des heures de classe ». Pourtant, les professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) qui enseignent dans les établissements volontaires pour la rénovation bénéfieront d'une décharge ramenant leurs obligations de service à dix heures de cours (au lieu de dix et une) plus trois heures consacrées à la constitution d'équipes pédagogiques. Cette mesure est justifiée par la volonté de

server les disparités actuelles d'horaires qui - généralement incontestables - (les professeurs certifiés doivent seulement dix-huit heures de cours).

LYCÉES ET LYCÉES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP). — Pas de grandes nouveautés à prévoir pour la rentrée 1984, même si le texte annonce que les conclusions du rapport de M. Antoine Prost sur les lycées « seront tirées dans les prochaines semaines ». Le texte énumère des actions - développement des enseignements artistiques, introduction de la philosophie dans certaines sections technologiques, extension des classes-passerelles entre les LEP et les lycées... - pour améliorer la réussite des élèves. À propos de l'orientation en classe de première, où la décision de redoubler est prise, depuis l'an dernier, par la famille ou l'élève, le directeur des lycées reconnaît que « certaines décisions n'ont pas été prises de façon responsable ». Malgré cet « échec relatif », le directeur recommande le dialogue qui permet aux élèves et aux familles de parvenir à un choix cohérent. Si ce dialogue n'a pas pu s'établir et que le choix fait par la famille ou l'élève majeur est irréalisable, le conseil pourra proposer le redoublement en motivant sa décision.

Peu d'innovations

Les circulaires 1984 marquent une continuité par rapport aux textes correspondant des années précédentes et présentent peu d'innovations. Les objectifs que M. Savary rappelle lui-même dans l'une des circulaires sont constants : lutter contre les inégalités, transformer l'école pour améliorer sa qualité et démocratiser son fonctionnement. « On ne réforme pas le système éducatif. Il doit se transformer », écrit le ministre dont l'une des idées-forces reste la concertation entre toutes les parties prenantes aux changements, parents d'élèves et élus locaux compris.

Le texte décharge les professeurs d'enseignement général de collèges (P.E.G.C.) d'établissements volontaires pour la rénovation de trois heures de cours par semaine (dix heures au lieu de dix et une) allignant leur obligation de service sur celle des professeurs certifiés pour permettre à tous les professeurs de travailler en équipe. Cette décharge horaire sanctifie les différences entre les deux catégories de professeurs. Mais elle ne s'accompagne d'aucune précision sur les obligations des autres catégories d'enseignants en matière de

concertation et de tutorat, pointés des propositions Legrand, alors que ces catégories d'enseignants sont la voix de leurs syndicats n'ont jamais caché leur hostilité à la nouvelle définition de leur service. La volonté du ministère n'est pas quantifier nationalement - les heures de concertation et de tutorat et l'unification des obligations de cours pourront bien contenir des obligations de service à refuser ces nouvelles tâches dont dépend pourtant la tenue des rénovations des collèges.

Ph. Ba.

L'ampleur de l'usage entraîne une saturation du marché et une baisse des prix. Les trafiquants ont de plus en plus de difficultés pour écouter leur marchandise. Ils cherchent actuellement à ouvrir des marchés en Europe, où la consommation de cocaïne a également augmenté au cours de cette année. Pour la première fois en France, les saisies de cocaïne en 1983 ont dépassé les saisies d'héroïne (180 kilos d'héroïne et 200 kilos de cocaïne).

Une récente enquête établie à partir des réponses de milliers d'usagers américains s'adressant à Cocaïne Helpline, un service téléphonique d'aide aux toxicomanes, met l'accent sur les dangers d'une drogue qui passe par ne pas entraîner d'accoutumance. Selon le New York

Times,

de nombreux correspondants de Cocaïne Helpline auraient fait état de troubles dépressifs, d'angoisse et de panique. Ces indications sont confirmées dans un pré-projet que publie le Traité d'union, une association d'aide aux toxicomanes sortant de prison, que dirige le docteur François Cuirat. « Le bond en avant de la consommation de la cocaïne, indique-t-il, a fait marquer de l'évolution de la toxicomanie en France, en 1983. » Elle représente cette année 15,2 % des drogues consommées par les consultants du Traité d'union (ce chiffre n'était que de 9,7 % en 1982). « Ce fait est extrêmement grave, souligne de responsable du Traité d'union, car il confirme que la mode des Etats-Unis est en train de s'implanter en France, malgré nos mises en garde répétées à l'encontre d'une drogue presque aussi dure que l'héroïne, contrairement à ce que voudraient laisser croire certains milieux de la jet society et du show-business. »

Dès membres de l'organisation Iparrearrak, mouvement composé de militants autonomistes français, avaient tué deux C.R.S. en mars 1982 à Saint-Etienne-de-Baigorry (Pyrénées-Atlantiques) et un gendarme, en août dernier, dans un camping de Léon, dans les Landes.

Nouvelles alertes à la bombe dans des gares

Plusieurs fausses alertes à la bombe ont à nouveau provoqué des retards et des perturbations durant la journée du mercredi 4 janvier. Ainsi, un T.G.V. qui avait quitté la gare de Paris-Lyon à 12 heures 45 a été stoppé à Vauvert (Yonne), à une centaine de kilomètres de Paris et ses 300 passagers transférés à bord d'un autre train spécialement acheminé sur place. Un train a été retardé d'une dizaine de minutes en gare de Mulhouse (Haut-Rhin) ; en gare de Toulouse-Matabiau, pour la quatrième journée consécutive, une fausse alerte a momentanément perturbé le trafic, ainsi qu'à Figean (Lot), dont la gare avait déjà été l'objet, la veille, d'une alerte injustifiée.

D'autre part, la deuxième victime de l'explosion survient le 31 décembre à la gare Saint-Charles de Marseille à qui a été identifié. Il s'agit d'un fonctionnaire polonais âgé de trente-huit ans, Marek Skwirly, qui était inspecteur régional à la jeunesse pour la province de Cracovie (Pologne).

Le matin

du commandant Besu

Le commandant Jean-Michel Beau, ancien chef de la section de recherches de la gendarmerie à Paris, incarcéré en août 1983 de son témoignage dans l'affaire des trois trianodis de Vincennes, soupçonné d'être des terroristes en 1982, occupe maintenant un poste de responsabilité à la direction de la sécurité et de la sécurité de la défense, l'ancienne sécurité militaire. Il fait ainsi partie de la dizaine d'officiers de gendarmerie affectés à ce service dirigé par un officier général de la gendarmerie nationale.

JOSÉ LENZINI



Le Monde**LIVRES****DEUX FEMMES DANS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE****Germaine de Staél, cette belle intelligence****• Un témoin privilégié**

ASIX ans de son décret, le centenaire de la Révolution française laisse dans la conscience nationale le co-troublé subtil, cette rupture équivalente qui renouent encore quelques-unes de nos contradictions essentielles. Perplexe devant l'héritage, Tocqueville estimait qu'elle continuait finement l'Ancien Régime, quand Michellet critiquait qu'elle en sanctionnait la dégénérescence. Plus récemment, la recherche iconoclaste de François Furet bouscula les interprétations marxistes d'Albert Soboul. Entre-temps, Jaures avait aperçu dans l'incident de 1789 les premières heures socialistes, et Thaine répertorier sans faillir ses immenses dégâts.

billet**Lire Diderot ?**

APRÈS une amie Stendhal à mon goût un peu trop follement et révertement (comme si la vingtaine siècle avait voulu le venger de la désaventure avec laquelle l'a traité le dieu-vénérable), voici l'amie Diderot, celle du bicentenaire de sa mort (1784).

Etelle sera plus modeste, d'abord parce que Diderot n'est pas, et de loin, le « public » de Stendhal. A preuve : tous le monde sait ce que sont des sentiments stendhaliens, le culte stendhalien de l'énergie, ou les stendhaliens, eux-mêmes.

Ensuite, parce qu'au fond, même si cinquante ans seulement séparent Jacques le Fataliste d'Amélie, nous sentons (ou nous croyons sentir) que l'on apprend à notre histoire, l'autre à notre préhistoire.

Dépassé, Diderot ? Antididélien ? Oui, en un sens. Il combat l'Ancien Régime, mais il est profondément d'Ancien Régime lui-même, ou au moins du dix-huitième siècle, dans sa façon de sentir la société, les hommes, les femmes. Il n'a pas de trait assez dur pour les aristocrates et les religieux ; mais c'est un aristocrate de la plume, et un religieux dans tout son théâtre. Un religieux laïque, qui vient bien d'un seul tenant. Le moyen avec ce touche-à-tout de Diderot ? Comment aujourd'hui s'intéresse-t-il à l'Encyclopédie et à la Religion ? Au Neveu de Rameau et aux Principes de politiques des souverains ? Aux Salons et à Jacques le Fataliste ?

Il faudrait être patient, et cette prodigieuse activité curiositaire de l'esprit, à laquelle Stendhal participe encore un peu (voilà toute la partie reformée), mais pas du tout de notre temps, ni d'aujourd'hui. Ayons-nous je pour ma part que, diderolâtre sans nuances, par les trois œuvres d'abord (Jacques, le Neveu, la Religion), encore chaud pour le Rêve d'Alembert ou l'Entretien avec la mortaille, ignore à peu près tout de cette autre immense ?

Cest un peu là-dessus que butent les organisateurs de l'année Diderot. Les neuf séances de travail prévues au Centre international d'études pédagogiques de Sévres, du 4 au 9 juillet, le dixième (Diderot et le théâtre) à la maison de la culture de Reims, le 9 juillet, permettront aux spécialistes de Diderot de faire le point.

La télévision se serait honorée en nous offrant à cette occasion un Jacques le Fataliste que nous croyons tout à fait réalisable (en en retranchant l'épisode de Mme de la Pommeraye), et passionnant. Ce ne sera certainement pas pour 1984. Quant à la grande édition nationale des Cœurs, prévue en trente-trois tomes, dont quatorze parus (chez Hermann), nous lui consacrerons un dossier à en temps voulu.

JACQUES CELIARD.
(Lire au « Vie littéraire »
le programme
des manifestations.)

Glorieux, célébre, l'événement documenté ou divise. Finallement, personne n'accompagne d'un cœur fermé ses inoubliables victimes jusqu'à l'échafaud. Roi contre Assemblée, constitutionnels contre Jacobins, Montagne contre Girondins, Robespierre contre Danton, thermidoriens contre terroristes, pour ne rien dire des hébertistes, empris ou autres babouvistes, cela fait quand même du monde à guillotiner. La Bastille prise au pas de charge, les priviléges abolis le 4 août, l'anthosisme rebute. Impossible d'accéder ensuite à une hémicycle de cinquante mois.

Si l'opposition s'interroge encore sur son sens exact, les contemporains témoignent davantage encore.

Le vrai sur l'événement, presque tous hésitent ou se trompent. Parmi les plus perspicaces, un Rivarol, un Mallet du Pan. Pas n'en retiennent qu'une vision fragmentaire.

Comme la peinture, l'histoire ne s'apprécie convenablement qu'à distance. Cependant, quel privilège de pouvoir dire : « J'étais là », quand Louis XVI prononce son premier discours devant les états généraux, quand l'émérite parisienne ensanglante Versailles ; quand les massacrées de scénario remplissent la place de Grève d'une multitude farouche. Le témoignage acquiert une force singulière quand il s'accompagne d'une intelligence politique aiguë, et d'un instinct journalistique du détail pittoresque. A vingt-trois ans, Germaine de Staél résumait en 1789 les deux qualités sous ses boucles brunes.

Fille du Genevois Necker, chargé de rétablir les finances de la monarchie en déclin, elle approchait grâce à son charme le monde clos de la cour. Bavarde, ambitieuse, galante sous les yeux d'un époux consentant, elle intriguerait aussi avec les bourgeois d'affaires désireux de prendre le pouvoir à travers les changements constitutionnels. Elle se fit même l'égérie de quelques gentilshommes ralliés au tiers état depuis le serment du Jeu de paume.

Ensuite, penchons au fond, et même si cinquante ans seulement séparent Jacques le Fataliste, nous sentons (ou nous croyons sentir) que l'on apprend à notre histoire, l'autre à notre préhistoire.

Dépassé, Diderot ? Antidideliéen ? Oui, en un sens. Il combat l'Ancien Régime, mais il est profondément d'Ancien Régime lui-même, ou au moins du dix-huitième siècle, dans sa façon de sentir la société, les hommes, les femmes. Il n'a pas de trait assez dur pour les aristocrates et les religieux ; mais c'est un aristocrate de la plume, et un religieux dans tout son théâtre. Un religieux laïque, qui vient bien d'un seul tenant. Le moyen avec ce touche-à-tout de Diderot ?

Comment aujourd'hui s'intéresse-t-il à l'Encyclopédie et à la Religion ? Au Neveu de Rameau et aux Principes de politiques des souverains ? Aux Salons et à Jacques le Fataliste ?

Il faudrait être patient, et cette prodigieuse activité curiositaire de l'esprit, à laquelle Stendhal participe encore un peu (voilà toute la partie reformée), mais pas du tout de notre temps, ni d'aujourd'hui. Ayons-nous je pour ma part que, diderolâtre sans nuances, par les trois œuvres d'abord (Jacques, le Neveu, la Religion), encore chaud pour le Rêve d'Alembert ou l'Entretien avec la mortaille, ignore à peu près tout de cette autre immense ?

C'est un peu là-dessus que butent les organisateurs de l'année Diderot. Les neuf séances de travail prévues au Centre international d'études pédagogiques de Sévres, du 4 au 9 juillet, le dixième (Diderot et le théâtre) à la maison de la culture de Reims, le 9 juillet, permettront aux spécialistes de Diderot de faire le point.

La télévision se serait honorée en nous offrant à cette occasion un Jacques le Fataliste que nous croyons tout à fait réalisable (en en retranchant l'épisode de Mme de la Pommeraye), et passionnant. Ce ne sera certainement pas pour 1984. Quant à la grande édition nationale des Cœurs, prévue en trente-trois tomes, dont quatorze parus (chez Hermann), nous lui consacrerons un dossier à en temps voulu.

JACQUES CELIARD.
(Lire au « Vie littéraire »
le programme
des manifestations.)

sans effet sur leur esprit ; ce qu'il leur faut, c'est penser et parler comme les autres, afin d'être certains d'en être applaudis. - Dans la France contemporaine, ce conformisme se constate encore tous les jours.

Après la prise de la Bastille, Varennes, le 10 août 1792, Thermidor, les ralliements équivoqués se répètent vingt fois. Toujours attentifs aux travers du caractère national, notre observatrice estime, sans excès d'indulgence : « Le parti qui passe pour le plus fort devient vite tout-puissant, car tout le monde s'y réunit... Ils ont besoin de s'exciter mutuellement par la communication de leurs idées : le silence profond, la résolution solitaire ne sont pas dans leur caractère. » Dès la transformation des états généraux en Assemblée nationale, l'intérêt personnel des principaux meneurs se gresse sur les débordements collectifs. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette république condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre

l'autre. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuilleries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait

essais

gence

Les dernières « annotations » de Lou Andreas-Salomé

• Une dialectique permanente.

DANS une de ses dernières grandes lettres à Freud, en 1925, Lou Andreas-Salomé lui faisait gloire d'avoir « elaboré la psychanalyse en dépassant le consummum : la contradiction entre l'orientation personnelle du docteur et celle que fut imposée l'esprit ». Elle était ainsi la première à insister à définir l'une des fondations fondamentales du drame de Freud et à l'appeler comme le noyau même de la psychanalyse.

Elle en savait beaucoup sur ce thème. C'est une des conclusions que suggèrent ces « carnets intimes », ou plutôt ces « annotations » (selon le titre allemand) écrits entre 1934 et 1936, presque jusqu'à sa mort. Elle vivait en survivante femme allongée, traquée par le diabète et les crises d'urémie, seule avec Erns Pfeiffer, le dernier et jeune compagnon, dont elle fit son légataire universel. Les restrictions qu'il apporte à la publication des textes connus ou inédits de Lou Andreas-Salomé sont regrettables, en particulier s'agissant d'un journal dont les quelques extraits livrés montrent l'importance pour une lecture vérifiable de l'œuvre.

Ainsi les annotations de ces carnets paraissent-elles un peu dans le

vide. Ce sont des essais, presque des aphorismes développés, qui rapportent « rien des thèmes, mais des atmosphères » ; et doivent « s'enraciner comme un cycle de Préludes », note joyeusement Jacques Le Rider, commentateur et traducteur de cette édition française. Lou a-t-elle voulu le titre ? Les a-t-elle rassemblées elle-même ? L'ensemble est-il dû à Pfeiffer ? Deux chapitres en étaient déjà connus : l'un sur la dernière rencontre avec Freud en 1928, l'autre évoquant Rilke, — ayants été publiés dans *Ma vie*.

Trois autres chapitres parlent de personnages jusqu'alors inconnus : sa sœur Anna, Otto Weininger, Ludwig Klages et surtout Kleist. On peut être étonné que des mots aussi brûlants soient utilisés indirectement à la période de sa vie antérieure à la rencontre avec la psychanalyse. Il serait difficile d'en tirer un système de pensée. Les questions posées ne sont pas dans le souvenir mais dans une sorte d'éternel présent, sont bien celles qui rendaient cette rencontre inéducable : qu'en est-ce que le « sujet » ? L'affrontement du « vrai » et du « réel » ? La conciliation de l'objectivité avec la « réalité » ? Les goûts respectifs du « vrai historique » et du « vrai psychique » ? De quel prix le sujet paie-t-il le transfert initial qui résulte du processus initial de « différenciation » ?

Onc est dans une dialectique per-

manente, voire dans un véritable déchirement, que Lou Andreas-Salomé s'interroge, n'hésitant pas à dire que « la psychanalyse freudienne » a été à la fois le lieu où sa « pensée s'est trouvée convaincue au plus haut point d'être chez elle » et celui à l'intérieur duquel elle s'est éprouvée simultanément « comme détachée, absolument étrangère ».

Associer les contraires dans un même souffle, sinon dans les mêmes mots, cette formulation est très freudienne. Les pages suivantes explicitent les raisons de son adhésion à la thérapeutique ou à la méthode d'investigation de Freud. Ailleurs, des réflexions sur les concepts freudiens — en particulier sur le refoulement — induiraient à conclure à de décisives méconnaissances de ces concepts si une lecture plus attentive n'y faisait déceler précisément l'opposition combat entre « l'orientation personnelle du désir » et celle que fut imposée l'esprit, ce combat même qui fonda le dialogue de Lou et de Freud.

Elle était portée au mysticisme, très sensible aux philosophies du « Lebensphilosophie », qu'évoque Jacques Le Rider dans sa préface très nourrie. Elle était toutefois fascinée par les lectures nées de l'imagination, hantée par la quête de l'Unité, de l'incorporation au Tout, et prompte à basculer « chez les constructeurs de système, Jung ou Adler », comme l'admettait Freud. Et ces annotations le montrent bien.

Les faits-pourtant sont là : elle n'a pas basculé, a nettement rejeté « les synthèses prémaures et par consé-

quent tout à fait stériles » de Jung toutes, les « naïves philosophie-fables » et les « abris fabriqués avec des visions du monde ». Elle a constamment tenu « le fil conducteur de la notion de sexualité » mise en lumière par Freud, comme le relate Maria Moscovici dans sa préface au recueil *L'amour du narcissisme* (Gallimard, 1980), dont ces carnets représentent plusieurs thèmes. Et ses plus anciennes préoccupations concernant la métaphore du miroir, du double du scénique dans l'individuation, jamais contestées par Freud, en ont fait une anticipatrice extrêmement actuelle.

Or, écartant une fidélité à Freud

si largement attestée, la réduisant implicitement à une parenthèse à l'intérieur d'une autre fidélité possible, Jacques Le Rider estime que Lou Andreas-Salomé « aurait succombé à la tentation du jingisme, si elle l'avait mieux connu ». Presupposée ou conclusion de son travail, cette interprétation oriente des évidences de termes qui prennent à décupature.

JACQUES NOBECOURT.

* CARNETS INTIMES DES DERNIÈRES ANNÉES, de Lou Andreas-Salomé. Hachette, 214 p., 72 F.

Extraits

On distingue parmi les humains ceux qui se sentent divisés en un passé et un avenir, et ceux qui vivent le présent avec toujours plus de densité, toujours plus de plénitude, si bien que le sens du vieillissement change considérablement. Les Orientaux trouvent naturel d'insister moins sur le dépérissage de ce qui passe que sur la perfection de ce qui s'accuse, comme approfondissement de la réalité. Nous au contraire, nous commençons à ne pas voir ce qui est au-delà de la mort... comme tout ce qu'on observe d'un regard extérieur, donc mortifère. La vieillesse de Goethe a réalisé un changement de perspective, en même temps que s'affirme sa prédilection pour l'Orient.

Après avoir rédigé mes souvenirs dans Ma vie, j'en compris qu'ils appelaient une correction fondamentale qui me classeraient nettement dans la lignée des caractères de non-refoulement, peut-être même au-delà de la complète normalité. Toute ma vie, j'en ai fait l'expérience : que de fois ce qui me paraissait tout naturel et innocent s'est précisément révélé choquant, que de

ma vie durant, tous les enjeux intellectuels ont pris pour moi l'atmosphère réciproque. Comme je suis objectif que rien justement n'éveillait en moi plus ardente reconnaissance que le pouvoir d'un homme de me rendre amoureux, Freud répondit avec son fin sourire : « Certes, pour ce genre de personnes, être rendu amoureux est même plus nécessaire que d'être aimé, et c'est ce qu'il y a en eux de non-féminin. Car savez-vous ce que c'est en profondeur ? De la fraudeur. »

correspondance

A propos de la lecture à Clermont-Ferrand

n'échappe pas aux règles d'une saïne gestion.

En 1984, nous commencerons la construction et l'aménagement d'une médiathèque, en centre-ville, de 1 370 mètres carrés, afin de moderniser et de rationaliser le service de lecture publique (...).

Vous avez par ailleurs commis deux erreurs : je n'ai jamais été le secrétaire à la Canopé Universitaire, je lui ai consenti près de quinze ans de ma vie, édifiant dans le particulier ses œuvres dans la

D'autre part, j'ai écrit cinq livres. Comment pourrez-vous dire que la lecture ne me paraîtrait pas essentielle ? J'ai seulement dit et répété que, comme Camus et les Grecs, je respecte autant le sport que la culture intellectuelle.

Le saint sourit sans savoir pourquoi. Il ne rit pas librement. Le saint est l'homme le plus heureux, bien qu'il ne cherche que le bonheur.

La femme serait le sphinx ? Pas d'impression ni de sotto-sollovemente. On veut à tout prix chercher quelque chose derrière la femme, parce qu'on s'attend à tout,

de son côté, M. Claude Wolff, maire de Chambéry, nous écrit :

La ville de Chambéry dispose depuis une quinzaine d'années d'une bibliothèque populaire dont l'importance s'accroît chaque année (...).

Elle compte, à l'heure actuelle, plus de 10 000 ouvrages, et 4 500 cartes de lecteurs ont été délivrées. (...) La participation de la ville de Chambéry au fonctionnement de la bibliothèque municipale de Clermont-Ferrand n'est pas conséquence d'une sous-développement de cette commune en la matière, mais s'inscrit dans le souci de la municipalité de permettre l'accès des habitants de cette commune à un équipement culturel beaucoup plus important, beaucoup plus étendu, résultant de l'importance même des moyens de la ville de Clermont-Ferrand et de son caractère de ville universitaire.

Au bal masqué avec Schopenhauer

C E que l'on peut attendre de la philosophie, c'est qu'elle nous rende la vie plus légère, en nous en dévoilant la nature fictive et ludique, en nous renseignant sur son caractère facultatif et en nous aidant à nous débarrasser des idées, des préjugés, des croyances, des illusions et des sentiments qui conspirent à notre asservissement. Cela renvoie Lou à Jung, dont ces « visions du monde », dont elle a toujours été débordante, sont toujours éprouvée mais rejette la tension, en proniant la rigueur frenétique de l'observation des faits.

Le débat n'est pas nouveau. Les philosophes germanistes français, traducteurs de Freud, l'ont provoqué depuis longtemps. Il n'est pas clos car l'engage, pour les psychanalystes, l'essence même de la théorie freudienne. Sinon ce désaccord n'est pas nier le prix du travail de Jacques Le Rider. Sa version des « carnets intimes » ou des « annalectes » contrasté pourtant avec ce que les traductions des œuvres antérieures et de la correspondance nous disaient de Lou. Cela mise en perspective permet difficilement une récupération par le jingisme.

JACQUES NOBECOURT.

* CARNETS INTIMES DES DERNIÈRES ANNÉES, de Lou Andreas-Salomé. Hachette, 214 p., 72 F.

ARTHUR SCHOPENHAUER.

* APHORISMES SUR LA SAGESSE DANS LA VIE, d'Arthur Schopenhauer, traduit de l'allemand par J.-A. Cantacuzène. P.U.F., collection « Quadrige », 174 p., 36 F.

ROLAND JACCARD.

* APHORISMES SUR LA SAGESSE DANS LA VIE, d'Arthur Schopenhauer, traduit de l'allemand par J.-A. Cantacuzène. P.U.F., collection « Quadrige », 174 p., 36 F.

Des fragments inédits d'Otto Weininger

O TTO WEININGER, juif viennois converti au protestantisme, antisémite et antisémite engagé, est le grand oublié de la fièvre produite par la traduction de *Vienne fin de siècle* (1), de Carl E. Schorske. Admiré de Karl Kraus, Adolf Loos, Alban Berg ou Ludwig Wittgenstein, l'auteur de *Sexe et Caractère* (2) nous est pourtant familier depuis l'étude remarquable de Jacques Le Rider, le *Cas Otto Weininger*.

Dans le dernier numéro de la revue *l'Infini*, Le Rider propose de relire les principaux aphorismes de *Sexe et Caractère* comme autant de diagnostics de « décadence » viennoise. Le « cas » de Weininger n'est pas aussi isolé qu'on fait mine de le croire. Comme l'inquiétude de Nietzsche et de Baudelaire, sa « misogynie héroïque » n'est qu'une forme de l'attente et de l'horreur d'un monde nouveau.

A la suite de son essai, Le Rider propose des *Fragments et aphorismes* de Weininger, inédits en français. « L'imminence du suicide », écrit-il, dépose les lignes de toute gratuité. « Nous en donnons quelques-unes.

RAPHAËL SORIN.

« Le maître du chien est celui qui n'a rien de canin en soi. C'est pour quoi il a un chien. Il possède également une sphinx avec lequel elle n'a pourtant pas la moindre ressemblance. »

* OTTO WEININGER, FÉMINISME ET VIRILITÉ À VIENNE, de Jacques Le Rider, n° 4, Éditions Denoël, 54 F.

(1) Seuil (voir le Monde du 9 décembre 1983).
(2) L'Homme d'Homme, 1975.
(3) P.U.F., 1982.

ARTCURIAL LIBRAIRIE

UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et étrangers disponibles.
Catalogues sur demande

3, avenue Matignon Paris 8, 359-29-81
mardi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30

OUI LA PHILOSOPHIE

Revue trimestrielle de philosophie
n° 1 nov. 83. Thème : « Masculin/Féminin »

« Revue jeune, chic, pertinente... »

Liberation

« Pour renouer avec une certaine tradition de la modernité post-hegelienne, faite de souci moral et d'attention à l'art et à la littérature. »

La Quinzaine littéraire

« ...Oui la philosophie, la chose mérite d'être saluée. »

Les Nouvelles

Bulletin d'abonnement (à retourner avec un chèque à l'ordre des Editions Bruno Huisman, 15/17, rue Campagne Première, 75014 Paris. Tel. (1) 327-69-70.)

Nom
Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Pays

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

JANVIER

N° 203

Cendrars

Sa vie par Robert Jacq. Les témoignages de Robert Dolens, Nico Frank, Pierre Seghers, René Hissum et Georges Cherenval. Cendrars : autobiographie par Monique Chéfet. Cendrars poète par Bernard Dekkla. Cendrars romancier par Henry Miller.

Manuel Scorsa par Claude Couffon et Bryce Echenique. Son dernier texte.

Entrouï : Julio Cortázar

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 60 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- Carte scolaire humaine, la guerre, Théâtre du terrorisme, de H.-B. et A. Blaquier.
- Maupassant.
- Jacques Prévert.
- La Beat Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- James Joyce (+ dossier supplémentaire : Suisse romande).
- Littérature italienne (1960-1980).
- Mishima.
- La littérature espagnole en berne.
- Les œuvres de la science.
- Valéry Larbaud.
- Jean Genet pour lui-même.
- Figures de Scorsa.
- Les romanciers anglais.
- Gabriele García Marquez.
- Julien Gracq.
- Femmes, une autre écriture ?
- Le réveil de l'islam.
- Boris Vian.
- L'intellectuel et le pouvoir.
- Musil.
- Les écrivains de Montmartre.
- Écrivains du Brésil.
- Raymond Aron.

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris (France)

le feuilleton

Conteurs des contours

(Suite de la page II.)

Le rebond où Green aime à se risquer, et à nous aventurer avec lui, c'est souvent un moment privilégié où se joue l'essentiel. De blanc et défendu par sa blancheur, la page menace de virer au noir sans stade intermédiaire visible (*Le Grand Œuvre* de Michel Hogier). Il existe, dans la vie, des déclins à partir desquels rien ne sera plus pareil. Ce sera le choc d'un tableau : rappelvez-vous celui du Jeu de paume, dont il importe peu qu'il soit l'origine ou la trace d'un émoi ; il sera à jamais, dans l'histoire individuelle de Green, l'emblème de cet émoi.

Ce pourra être un miroir, cet autre tableau, cet accès au premier des « autres » que figure, pour lui-même, l'adolescent. On refait un monde, avec une glace mobile, on se l'approprie, on l'incline à volonté : voir les Jeux de Harold dans *l'Enfer*. Autres bordures chères à Green : celles qui séparent du monde le cœur des jeunes gens, et le jour de la nuit.

Ah ! ce moment bénit (ou cet endroit de rêve, on ne sait plus, tant l'espace et la durée font noyer alors) où le couchant incendie un salon bien défendu par ses tulles et ses velours, effrayer un cadre, jette des coups de cymbales dans le Silence des tentures ! Dans *Portrait de femme*, *l'Escalier*, *la Réponse*, *Une vie ordinaire*, dans à peu près toutes les nouvelles, cet instant-lieu infinie surgit, tôt ou tard, venu de Virginie, de Fassy ou des Invalides, riche de ces confins qui contiennent tous les autres, entre melançolie et bonheur, entre déresse et espoir fou qu'un tel doré adoré, signe de finitude, ne finisse pas !

DANIEL BOULANGER, aussi, joue de ce qu'il ignore. Comme la bonne douzaine de recueils déjà publiés, les nouvelles réunies sous le titre *Les Jeux du tour de ville* mettent en mouvement tout un petit monde de secrets, de doubles vies, de songes.

Jusqu'ici, la vie collective dans laquelle fleurissaient au début du siècle dans les gros bourgs de province savait de lien et de figure implicites aux histoires imaginées par Boulanger. Cette fois, comme dans *Mémoires de la ville*, les hauts ou mauvais lieux de son décor de prédilection deviennent des personnages à part entière. On se souvient comme d'autres vivants, aussi vivants que les êtres de chair qui s'y étoffent, de la gare, du café, de l'église des remparts, du jardin public, dont la véritable biographie nous est contée en italique entre deux nouvelles, comme en contrepoint, un contre-champ, pour parler le vocabulaire cinématographique que Boulanger, auteur de près de cent scénarios, connaît bien.

CE n'est pas la première fois que les structures de la mémoire, de l'écriture, de l'imagination, des destins et du plaisir de lire (de se perdre dans la lecture) sont comparées aux quadrillages étranges d'une ville, du moins lorsque les habitants décident de leur cadre de vie. On passe d'une destinée à l'autre, en écrivant et en lisant, comme on passe d'un mur en démolition, avec ses pierres usées à la tête des îts, à une ruelle ou à une échauqueterie insipides. Peu de lectures, autant que celle-ci, laissent l'impression d'une excursion dans une cité à la fois familière et jamais vue.

Le familier, c'est la mémoire collective de la France profonde, ses pavés polis par des générations de pieds nus courant après les charrois, paliss et rats du Moyen Âge, photographies cambres de la Belle Epoque, pâtisserie après l'office, nécessité des trajets, arondis des pierres que la fontaine use, habitudes flottantes et solides comme des odeurs...

L'imprévu, c'est la fantaisie qui s'empare des endroits et des êtes plus calmes : ce qui fait qu'une épouse modèle s'enfuit, que un conférencier dévague, qu'un sage tue. C'est le fumet du péché, le besoin brusque de faire sauter la baraque, de brader une horonabilité pesante comme une dalle. En un mot, la faim sauve, dont la sexuelle, les belles fringales qui ne regardent pas aux conséquences.

Ses effractions allégées du bon plaisir se produisent de préférence dans un bon vieux temps mal daté mais situable « avant », c'est que la modernité a fait du vilain. Dans le bétail et à moto, à pleins gaz, finies les bonnes senteurs d'enfance. Boulanger n'aime pas les non-villes de maintenant et les pétales en cuir. Il voudrait que le boug gardé le charme suranné des sorties de messe, et le rose la pâleur trop lavée des bas de torero. Il entend que les mots, tels les enfants, continuent de naître, et de faire leur chemin, par hasard et jeu.

Très important, le jeu ! C'est grâce à lui que le poète peut embellir le réel à coups de sonorités (cf. *Drageoir*, suite aux *Retouches*, qui paraît ces jours-ci), d'un cri de coq qu'il est « vert », et d'une avenue que le matin lui donne de la « moralité »...

Boulanger ou le droit pour tous de faire jouer les mots entre eux comme des odeurs, vous savez, ces odeurs qui, d'être apprises, resuscitent un monde, une envie, une présence, une minute de tranquillité profonde.

BERTHARD POIROT-DELPECH.

* HISTOIRES DE VERTIGE, de Jaffren Green. Seuil, 222 p., 75 F. Retire *L'AUTRE SOMMEIL*, Gallimard, « L'Imaginaire », 140 p., 28 F., et *MON CINÉRA*, réédition dans sa version intégrale. Le Seuil, 279 p., 75 F.

* LES JEUX DU TOUR DE VILLE, de Daniel Boulanger. Gallimard, 318 p., 69 F.

* DRAGEOIR, de Daniel Boulanger. Gallimard, 134 p., 69 F.

portrait

Le retour de Maurice Maeterlinck

● Une poésie lyrique sans ride

La gloire de Maurice Maeterlinck a été immense, démesuré et, dans les quarante dernières de ses quatre-vingt-sept années, trop lourde pour un homme abandonné de son génie. Incapable de se renouveler après la première guerre mondiale, il a connu le déclin et la désaffection, surtout que, délaissant la poésie et le théâtre, il s'est enfoui, durant une quinzaine de volumes, dans une théosophie à la fois élérée et imprécise, profonde et peu convaincante. Aussi son purgatoire se prolonge-t-il, et l'on se rend compte de sa production que ce *Pelléas et Mélisande*, que Claude Debussy, Gabriel Fauré et Arnold Schönberg ont mis en musique, entre 1898 et 1902. Le temps est venu, avec l'heureuse république de ses poèmes, en format de poche, de le redécouvrir.

Passer pour un écrivain immortel dès l'âge de vingt-huit ans est une dure épreuve. « Supérieure en beauté à ce qu'il y a de plus beau dans Shakespeare » : c'est ainsi qu'Octave Mirbeau salua, dans un article retentissant, la *Princesse Maleine*. Ecrasé, Maurice Maeterlinck lui répond, non sans douleur : « Cela vient trop tôt, je suis trop jeune ; cela n'est pas juste, et je crois que ces moments doivent se payer, peut-être terriblement ». Il n'empêche qu'il va de triomphe en triomphe. Prix Nobel à cinquante et un ans, mondialement célèbre grâce à *l'Oiseau bleu*, fait comme par le roi Albert, il amasse une colossale fortune. De surcroit, les surréalistes, dans leur premier manifeste, se souviennent des images oniriques des *Sœurs chaude*s et font de lui l'un des précurseurs de leur mouvement.

Il a un autre mérite, qui n'est pas mine, et que l'on oubli a recouvert. Il est l'auteur du premier drame sur l'occupation allemande et sur le silence que peuvent opposer les occupés aux autorités ennemis : le *Bourgmestre de Stilmont* inaugure un genre, en 1918, dont les exemples ne viendront qu'un quart de siècle plus tard, et que n'arrive guère l'attention. La *Princesse Maleine*, *Pelléas et Mélisande* sans la partition, *Monna Vanna*, entre autres pièces, sont-elles jouables aujourd'hui ? De même, on peut s'interroger sur l'intérêt actuel à relire deux essais lyriques, au tirage impressionnant jadis : *la Vie des abeilles* et *l'Intelligence des fleurs*. Malgré le charme du style et la minuit des recherches, il est évident que ces livres sont scientifiquement dépassés. Encore faudrait-il se demander si la valeur documentaire peut se comparer à une valeur esthétique incontestable.

Ce qui nous est offert ces jours-ci, c'est la poésie de Maurice Maeterlinck, telle qu'elle est contenue dans *Sœurs chaude*s, paru en 1889 à Paris – l'auteur a alors vingt-sept ans – et dans *Douze Chansons* (plus tard portées à quinze), paru également à Paris en 1896. Dès le premier poème, une atmosphère étrange se dégage : d'un impressionnisme qui n'est pas celui de Mallarmé et qui respire de choses à moitié dites et d'attitudes humaines maladroites :

*O serre au milieu des forêts !
Et vos portes à jamais closes !
Et tout ce qu'il y a sous votre
coupe !
Et sous mon âme en vos anciens
grecs !
Les pensées d'une princesse qui a
ffaim,
L'ennui d'un matelot dans le dé-
sert,
Une musique de nature aux fan-
tômes incurables.*

Chez Baudelaire, les symboles tendent à une sorte de capture du moi secret ; chez les compagnons de Mallarmé, ils s'accompagnent d'un souci esthétique où le langage même se tord, s'analyse, joue à n'être pas direct. Ici, le climat – il faudrait dire : la latitude et le méridien – est différent, comme si toute présence était à soi-même un malentendu. On entend des échos et on voit des ombres, sans explication, et on comprend vite que ces passages démentent inexpliqués. De surcroit, ce poème, comme les suivants, est habillé de personnages qui, en sonne, le traversent sans s'arrêter. Chez Mallarmé ou Régnier, les dieux grecs et latins, les faunes et les nymphes, font de fréquentes apparitions ; chez Maeterlinck, rien n'est méditerranéen et l'on est plus près d'Ibiza que de Virgile.

Auant que dans un poème, nous sommes, à chaque page, dans un théâtre, à la fois muet et à peine explicité. On profère des sentences, on parle par allusions de faits anciens, et une certaine douleur s'exprime, qui ne tient pas à l'habitude romanesque du moi exacerbé, mais à des bribes de drames au loin, soit dans des mémoires infidèles, soit dans des événements dont on n'a pas retenu l'essentiel. Des ombres se promènent, portent des drames, d'espous ou de prières. Les horizons, comme les cours sont hantés. La Flandre – un peu dé sincénaire – se profile, avec ses villes mortes, comme chez Georges Rodenbach, ou avec ses rytimes pesants, comme chez Emile Verhaeren, les deux compatriotes du poète. Mais ici, aucune instance ne vient souligner les rapports étranges et les psychologies ne sont pas représentées : toutes vivent de leurs lacunes, de leurs manques de leur troncs.

Lorsque le trouble atteint le je, Maeterlinck ne tente pas de l'escamoter. La tradition, depuis Bandeval, veut que la plainte s'adresse au siècle, à qui l'on dit son mépris, ou qui s'appelle à l'aide, en vain. Ici, le dérangement – ou l'insatisfaction – est accepté, sans l'idée d'un salut, cœur ou de la raison. Il ne s'agit pas de résignation, mais d'une curieuse convenance avec un monde irrationnel, dont on partage les approximations, mais qu'on ne veut pas dominer. La psychanalyse est proche, comme la nécessité d'échapper aux volontés déformées. L'irrationnel, par ailleurs, n'est pas considéré comme une réponse aux désarçons de l'esprit sur des sens : il a la même valeur que les éléments analyzables, de sorte que Maeterlinck refuse une hiérarchie quelconque dans le brassage des illuminations, des certitudes, des incertitudes.

*J'apporte mon mauvais ouvrage
Analogue aux songes des morts,
Et la Lune éclaire l'orange
Sur la faune de mes records :
Les serpents violet des rêves
Qui s'enlacent dans mon sommeil,*

*Mes déris couronnées de grâves,
Mes lions noyés au soleil...*

Pour la première fois, dans la poésie de l'époque, il n'est pas fait de différence entre l'aspects solaire et l'aspects nocturne de l'homme. Les sentiments justifiables se mêlent aux sentiments qu'on ne peut justifier. Un amalgame se produit ainsi au niveau de l'affectivité. De même, alors que le mouvement littéraire se divise entre partisans du vers rimé et défenseurs du vers libre, Maeterlinck accepte, sans militarisme aucun, les deux formes : elles lui sont également naturelles.

Quant aux métaphores, si elles sont explicables, elles font place souvent à des images complexes et imprévues, qu'on peut considérer comme gratuites ou entassées, mais que les surréalistes tiendront pour l'expression parfaite du rêve et de l'irrationnel. Maeterlinck parle, entre cent autres, des « cloches vertes de l'espérance », de « l'herbe mauve des absences », des « faubourgs de mon ame », des « brebis de mes tentations », et il décrit ainsi sa maladie : « Je souffre une soif sans étoiles. »

Il arrive que, quittant l'isolement et la moiteur de ses serres, Maeterlinck céde à un discours plus libre, proche de l'éloquence, mais en réalité comparable à ces litanies flamandes qu'il a su traduire avec amour : c'est alors une bizarre communion qui s'installe entre des femmes furives, des hommes sortis de la nuit des temps, au bord d'un canal ou à l'ombre de quelque mo-



Dessin de BERENICE CLEVE.

ront pas s'achever. Insatisfaction est ici synonyme de beauté, comme mysticisme est synonyme de foi devant Dieu : on ne l'invogue que pour s'assurer de son indifférence. Et la modernité est certaine, à chaque ligne : l'homme est, dans son âme comme dans sa conscience, un passager qui se saurait reconnaître sa propre identité.

Les *Quinze Chansons* relient davantage du théâtre, voire du théâtre lyrique. Déposées, elles sont ce des monologues ou des dialogues qui disent l'angoisse, l'absence, la quête de l'impossible ; elles dissimulent des drames. Elles ne retiennent pas les images de joie et ne permettent pas de bousculades verbales. Tout y est tendu, grave et d'une simplicité apparente. On devine déjà que Maeterlinck s'apprête à quitter la poésie, et que sera la scène et l'essai vont détourner l'apocryphe. Ce qu'il a apporté à son lyrisme, en moins de centaines de pages, entre *Mallarmé* et *Claudi*, c'est le mystère exprimé avec justesse, le charme de l'approximation, l'instinct de rationaliser les drames, la mémoire, les états seconds. Il y a mis une perfection qui va au-delà des règles et comme une innocence toute de grâce irrésistible. Aucun de ses quarante-huit poèmes n'a pris une note.

ALAIN BOSQUET.

* SERRES CHAUDES, QUINZE CHANSONS, LA PRINCESSE MALEINE, de Maurice Maeterlinck. Poésie/Gallimard, 346 p., 28,50 F.

« Chanson »

*Ah ! dit la première,
J'entends nos lumières.
Ah ! dit la seconde,
Et les vôtres et les miens !
Et ceux qui ne sont plus et ceux
qui vont venir !
... Et ces regards insolites !
... Il y en a sous la voûte des îles,
Et à l'exécution d'une vierge
dans une salle close.
Et ceux qui sont sanguin à des
tristesses ignorées !
A des paysans aux fenêtres de
l'averse,
A un jardinier devenu étranger,
A une après-midi d'été dans un
musée de cires,
Aux idées d'une reine qui regarde
une malade dans le jardin,
A une odeur de campagne dans la
forêt,
A enfermer une princesse dans la
salle, un jour de fête,
A naviguer toute une semaine sur
un canal ride.*

Cette sortie hors de l'espace morte et refermée ne saura durer. Les derniers poèmes du recueil représentent leurs miroitements d'interrogations perpétuelles, de gestes interrompus, d'évoctions partielles où l'énigme ne doit pas être résolue. Une manière d'attente se précise, à la fois d'êtres qui ne pourront pas venir et de gestes symboliques qui ne pourront pas s'achever.

ALAIN BOSQUET.

« Ame »

*Mon âme !
O mon âme vraiment trop
d'amour,
Et ces troupeaux de mes déris !
... dans une serre !
Attendant une tempête
sur les prairies !
Allons vers les plus malades !
Ils ont d'énormes exhalaisons.
Au milieu d'eux, je traverse
un champ de bataille avec
ma mère.
On entre un frère d'armes
dans la serre !
Tandis que les sentinelles
... prennent leur repos.*

Allons aussi vers les plus

[fables]

Ils ont d'étranges sujets

Voilà une flanelle malade

Une trahison le dimanche

Et des petits enfants en prison

(Et plus loin, à travers

[fables]

Il y a une voile aux fenêtres

[fables]

Il y a un long chemin de mon

coeur à mon âme !

Et toutes les sentinelles sont

[les tours de mon âme !

Voilà le petit jour qui entre

[dans la fenêtre !

J'entrevois des brebis le long

[des gués,

Et il y a une voile aux fenêtres

[de l'hôpital.

Il y a une longue matinée

[à mon âme !

Et toutes les sentinelles sont

[les sentinelles !

Il y a un jour une paix

[perdue !

Il y a une paix dans les faubourgs

[de mon âme !

On y sauchait la cigale

[son

MUSIQUE

«ORLANDO» de Haendel

L'opéra baroque en tournée

Le grand poème épique de l'Arioste Orlando furioso fut, au dix-huitième siècle, l'une des sources les plus constantes d'inspiration pour les compositeurs lyriques. Composé en 1732 sur un livret auquel il semble que le compositeur lui-même ait participé, mais dont l'auteur demeure inconnu, l'opéra de Haendel culmine, musicalement et dramatiquement, dans les scènes où la folie du héros se dévoile à la folie des chanteurs. Après une dizaine de représentations, on pourra imaginer que le héros est au contraire à cette démentie amoureuse, l'auteur du livret lui oppose ici de mages Zoroastre qui est la sagesse même, tandis qu'une jeune pastourelle, Dorinda, incarne le bon-sens, notamment lorsqu'elle chante : «l'amour est un vent qui tourne la tête...»

A côté de ces personnages contrastés, l'injuste Medoro, rival heureux d'Orlando, et la naïve Angelica, sa maîtresse, plâtissent un peu ; on a peine à croire que Dorinda soupire, elle aussi, pour Medoro, et qu'Angelica s'obstine à préférer au bouillant Orlando un amant aussi tiède, mais c'est là la condition même des péripéties de l'histoire.

En choisissant cet ouvrage, tenu généralement pour l'un des chefs-d'œuvre de Haendel, et en obtenant le soutien de la ville de Caen ainsi que du Centre d'action culturelle d'Orléans et du Loiret, le jeune Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique (ARCAL) a fait preuve d'un bel esprit d'aventure. Celle-ci a commencé en juillet 1983 au château de Mallesherbes grâce au soutien des deux compagnies de chanteurs qui ont pu ainsi atteindre, sous la direction d'Henri Ledroit (haute-contre et titulaire du rôle-titre en alternance avec Gérard Lesné), à cette unité de style et à cette qualité de l'interprétation qui resteront sans doute le trait dominant de cette production itinérante créée à Orléans le 27 janvier, et qui achèvera son tour de France à Versailles le 27 janvier au terme d'une vingtaine de représentations.

À mi-parcours, ce spectacle a fait halte à Paris fin octobre au Théâtre de la Bastille dans des conditions qui obligent à une certaine prudence dans la critique puisque l'ensemble instrumental, dirigé par Diogo Masson et composé de musi-

Le «Mahler», d'Henry-Louis de La Grange

(Suite de la première page.)

ciers habitués au répertoire baroque, se trouvait placé dans un coin de la salle et, à cause de la distance, accompagnait l'opéra plus qu'il n'y participait réellement. C'est à cela qu'on attribuera certaines imprécisions de l'orchestre et une sorte de laisser-aller qui contrariaient avec la justesse d'intonation, l'exactitude de la declamation et la finesse stylistique des chanteurs. Après une dizaine de représentations, on pourra imaginer que le héros est au contraire à cette démentie amoureuse, l'auteur du livret lui oppose ici de mages Zoroastre qui est la sagesse même, tandis qu'une jeune pastourelle, Dorinda, incarne le bon-sens, notamment lorsqu'elle chante : «l'amour est un vent qui tourne la tête...»

Il y a, entre mes deux ans qu'on sait les qualités éminentes d'Henri Ledroit : la conviction de son interprète vocale et dramatique du rôle d'Orlando, comme il le certifie lui-même ; il s'y donne tout, il y investit, sans pourtant chercher que ses qualités se traduisent par un dégât chez Vincent Darras qui, dans son étude sur Medoro, son caractère excentrique et son caractère passif, Angelica (Elizabeth Boulanger) n'a pas de peine à dominer cet amoureux transi ; pour Zoroastre, on pourraît rêver d'une stature vocale plus impressionnante que celle que lui confère Daniel Salas (malgré cette réserve nulle sur les qualités intrinsèques), en sorte que la révélation de cette distribution, d'une très haute tenue et d'une parfaite homogénéité, il faut la rappeler, reste la «Dorinda de Catherine Deneuve» qui possède toute la fraîcheur et la vivacité du personnage tout en son comportement dans sa fonction de chanter.

Le décor et les costumes d'Anne Suryer, façon «vingtaine siècle», sont également mis à la disposition des chanteurs qui ont pu ainsi atteindre, sous la direction d'Henri Ledroit (haute-contre et titulaire du rôle-titre en alternance avec Gérard Lesné), à cette unité de style et à cette qualité de l'interprétation qui resteront sans doute le trait dominant de cette production itinérante créée à Orléans le 27 janvier, et qui achèvera son tour de France à Versailles le 27 janvier au terme d'une vingtaine de représentations.

GÉRARD CONDE.

Prochaines représentations les 6 et 7 janvier à Orléans, le 11 à Angoulême, le 13 à Thionville, le 17 à Clermont-Ferrand, le 20 à Lille, le 21 à Paris, le 24 à Aix-en-Provence, le 26 et 27 à Versailles.

Deux nominations

M. JEAN LEBRAT, DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU GRAND LOUVRE

Mr. Jean Lebrat, ingénieur des ponts et chaussées, est nommé directeur de l'Établissement public du Grand Louvre, projet d'aménagement et de modernisation du domaine national du Louvre et des Tuilleries. Rappelons que M. Emile Bissière est le président de l'Établissement public.

[Né en 1933, M. Jean Lebrat a fait l'expérience des grands travaux publics lancés par l'Etat. Il était, depuis 1979, directeur technique de la Société d'économie mixte chargée du secteur de l'aménagement des Halles (Paris). Chef du bureau d'études du canal du Nord de 1959 à 1963, il avait été délégué à l'Établissement public de la Défense, où il s'est notamment occupé de la réalisation de la station du RER, des voies qui y sont imbutées, puis de la coordination du boulevard circulaire.]

PRÉCISION. — L'auteur de cette notice malicieuse de l'œuvre peinte d'Enrico Bernardi a perdu son patronyme dans l'article que nous avons consacré à cet artiste (Le Monde du 3 janvier). Il s'agit du professeur Jean-Jacques Lutti.

510.000 spectateurs ont déjà vu
UN HOMME NOMMÉ JÉSUS.
en raison du succès exceptionnel
prolongation jusqu'au 19 février 84
avec RIL
PC PARIS DES SPORTS

mise en scène
ROBERT HOSSEIN

Location au Palais des Sports tous les jours de 12 h 30 à 19 h - FNAC et toutes agences
Par téléphone : 828.40.90 de 12 h 30 à 19 h tous les jours sauf le dimanche - Renseignements : 828.40.48

DANSE

Rencontre

Carlotta Ikeda, la star du Buto

Pantalon de cuir, ample chemise raffaissée de fils d'or, Carlotta Ikeda se laisse envahir par les sources à la limite du possible, établit les dates des moindres faits, et de ce travail fabuleux de choriste est sorti cette biographie, qui suit presque chaque jour la vie de Mahler, objective et lucide, mais brûlante d'enthousiasme contenue.

L'auteur ne s'est pas contenté de déverser chronologiquement un tonnerre de fiches. Sans casse, il reconstruit le maillé, l'atmosphère, il cerne les dispositions d'esprit, le travail et les rêves du musicien, l'état de ses relations avec ceux qui l'entourant, le mouvement des idées, les rapports de force, en une sorte de « sondage », permanent, étayé par des synthèses extrêmement précieuses : telles la description de la Sécession viennoise, si importante pour l'environnement humain et l'imagination du compositeur (pp. 242-252), l'analyse des théories scéniques de Lugné-Poe, Reinhardt, Appia, Craig, aboutissant aux grandes réalisations d'Alfred Roller, sommet du règne de Mahler à Vienne, une des clés de la dramaturgie moderne jusqu'à Wieland Wagner (pp. 300-320) ; tels surtout l'immense portrait physique et moral des 5^e et 8^e Symphonies et les Kindertotenlieder, même dans une période de bonheur sans ombres comme l'été 1904 ; les 7^e et 8^e Symphonies sont une nouvelle avancée vers un monde poétique et hymnique, avec les chants désespérés du Lied der Erde et des 10^e et X^e Symphonies.

Ces années marquent un tournant après les symphonies imprégnées du Knaben Wunderhorn, d'un souffle lyrique transcendant. En 1901, au cours d'une grave maladie, il a frôlé la mort, et cette expérience (ainsi que les angoisses des premières années de vie commune avec Alma) propagera longuement ses effets dans les 5^e et 8^e Symphonies et les Kindertotenlieder, même dans une période de bonheur sans ombres comme l'été 1904 ; les 7^e et 8^e Symphonies sont une nouvelle avancée vers un monde poétique et hymnique, avec les chants désespérés du Lied der Erde et des 10^e et X^e Symphonies.

C'est passionnant de voir Mahler aux prises avec son génie pendant les deux seuls mois d'été qu'il occupe chaque année à son œuvre dans sa maison de Maiernigg, au bord de Wörthersee : la composition au quelques instants (et presque « inconsciente ») du Tambour-s'sel ; les terribles de la stérilité qui l'accablent fréquemment à son arrivée ; l'émotion mystique qui le saisit au pied de Tre Croci, dans les Dolomites, et qui lui permettre d'achever d'un seul jet la VII^e Symphonie ; et plus encore cette invasion du « spiritus creator » qui, le premier jour des vacances de 1906, « le secoue et le fouette pendant huit semaines, lui dicte (la monumentale *Huitième*) jusqu'à ce que le plus gros soit achevé ».

Mahler cependant est aveugle de détails sur son travail et l'on sait gré à Henry-Louis de La Grange d'avoir relevé tous les indices qui peuvent nous renseigner à travers les textes et les exigences de ses amis, qui nourrissent aussi ses grandes analyses synthétiques en fin de volume.

S'il fut peut-être le premier directeur d'opéra moderne, s'il a laissé le souvenir de spectacles sublimes, il lui fallut reconnaître que « le théâtre d'opéra permanent (avec une troupe d'une «lourde exceptionnelle) est une institution absolument conforme à nos principes artistiques », car les productions les plus exemplaires, conquises au prix d'efforts inouïs, ne peuvent être maintenues et se dégradent rapidement. C'est la première condamnation du théâtre de théâtre et l'on sait que le débat est toujours ouvert.

Ce deuxième tome est aussi celui de la rencontre et du mariage, et l'on sait l'influence que cette femme merveilleusement belle, complexe et versatile, a eu sur sa vie et son œuvre. Mariage romanesque, où le coup de foudre arrache littéralement Alma au sommet de sa passion pour le compositeur Alexandre von Zemlinsky, mariage entre deux êtres « aussi mal assortis que le feu et l'eau », où Mahler s'impose aussi tyranniquement qu'à l'Opéra : « Tu dois te donner à moi et je t'aurai. »

Combattre pathétiquement d'un immémorable créateur contre l'incompréhension la plus bête. Pour quelques triomphes, que d'échecs et de rebondissements, sous les sarcasmes d'une presse, à Vienne surtout, d'une violence incroyable. Henry-Louis de La Grange a dépassé toutes les critiques qu'il cite abondamment pour chaque concert (et chaque représentation de l'Opéra de Vienne), à l'excès sans doute, car nombre de ces diatribes mériteraient pas tant d'honneur. On ne sera pas aussi pessimiste que l'auteur sur le rôle néfaste des journalistes, car, malgré leurs outrances, ils ont forcément contribué, par leur violence même, à la célébrité de Mahler (comme ce sera le cas, de nos jours, pour Pierre Boulez). Et quant au discernement critique, le compositeur, souvent très clairvoyant (par exemple sur la *Salomé* de Strauss), ne s'en est pas moins lourdement trompé sur les symphonies de Dvorak (p. 65), Tchaïkovsky (p. 71), Brahms (p. 450) ou la *Neuvième* de Bruckner (« le comble de l'absurdité », p. 307). Mais il est de fait que lui-même a été particulièrement maltraité, non sans trouver aussi quelques brillants défenseurs.

On n'épuise pas un tel ouvrage en un compte rendu. Bien d'autres points mériteraient d'être signalés ; ainsi les rapports de Mahler avec les artistes et les personnalités les plus divers, toujours précisément cités et dépeints, et surtout les nombreux témoignages sur le talent fabuleux du chef d'orchestre, dont il ne reste, hélas, aucun document sonore. On peut du moins prédir au lecteur de multiples joies à travers cet imposant ouvrage qui se lit comme un roman vrai de Balzac ou de Tolstoï, ressuscitant une personnalité exceptionnelle et une époque non moins fascinante.

Un combat pathétique contre l'incompréhension

Mais il est une autre face du compositeur qui apparaît en pleine lumière : c'est le combat épique que l'artiste sacré, même si la symbolique reste attachée au bouddhisme : « il s'agit tout au plus d'une course qui imprime la vie quotidienne. L'essentiel pour moi est de transmettre une

Un combat pathétique contre l'incompréhension

Mais il est une autre face du compositeur qui apparaît en pleine lumière : c'est le combat épique que l'artiste sacré, même si la symbolique reste attachée au bouddhisme : « il s'agit tout au plus d'une course qui imprime la vie quotidienne. L'essentiel pour moi est de transmettre une

Un combat pathétique contre l'incompréhension

Marcelle Michel

* Théâtre de Paris.

Images

Un album de photographies vient de paraître, réalisé par le journaliste japonais Hanaga, qui suit l'évolution du buto depuis vingt ans. Il en présente les grands maîtres, comme Hijikata et Kazuo Ohno, les différentes lignées, et les comportements. À travers cette suite d'images sulfureuses, on peut comprendre un des objectifs principaux du buto : « Monter la beauté au sein du grotesque. »

* *The Butoh* (Distribution : Flammarion), 80 pages, 160 francs.

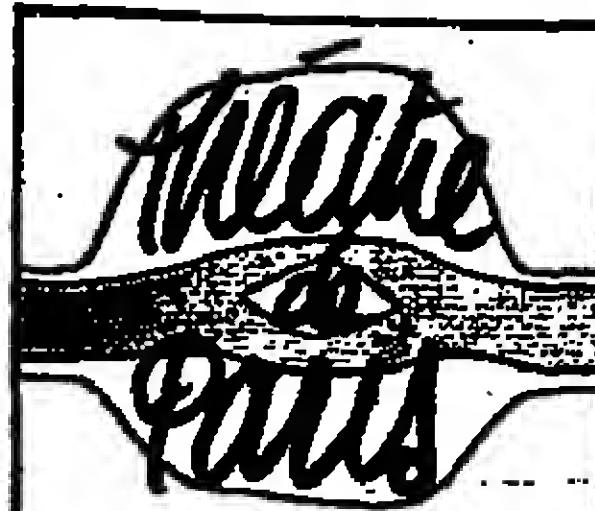
POUR LES SALLES Voir LIGNES PROGRAMMES



LE CHOIX DES SEIGNEURS

JACQUES LONCHAMPT.
* Henry-Louis de La Grange, Gustav Mahler, tome II : L'Age d'or de l'âme, 1 284 p., relié, avec 71 illustrations en noir, 350 F. Le troisième et dernier volume paraîtra en septembre 1984.

*** LE MONDE - Vendredi 6 janvier 1984 - Page 15



15 RUE BLanche-75009 PARIS
MÉTRO TRINITÉ
LOCATION DE 11 H À 18 H
TEL. 280.09.30. FNAC ET AGENCES

ARIADONE

Avec Carlotta IKEDA

DU 5 AU 11
ET DU 19 AU 25 JANVIER

ZARATHOUSTRA

DU 12 AU 18
ET DU 26 AU 29 JANVIER

UTT

Création

"L'an passé Sanjo Juku avait été une entrée en matière aussi brutale que fascinante de cette nouvelle forme de danse. Ariadone fait une démonstration aussi élégante et (peut-être) plus riche encore de la danse Butoh."

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS

Charles DENNER
LE MARIONNETTISTE DE LODZ

Gilles SEGAL Jean-Paul ROUILLON

833.16.16 Une création de la Comédie de St-Etienne

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

CLAUDE RICH **BERNARD GIRAudeau**
2 COMÉDIENS BOULEVARS UN EXPLORATEUR 100°
Mise en scène de GEORGES WILSON

LOCATION 607.37.53 et AGENCES

Connaissance du monde

SALLE PLEYEL (4e étage et sous-sol, 17 (14h30 et 21h), Dim. 15

16 (14h30), lund. 16 (14h30), mer. 18 (15h), jeu. 19 (20h30)

CANADA DES QUEBECOIS

Récit et film d'Yves SOMMAMILLA

LE FLEUVE SAINT-LAURENT - QUÉBEC - MONTREAL - LAURENTIDES

INDIENS - FAUNE ET PARCS NATIONAUX

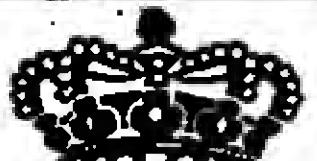
DU 6 JANVIER AU 18 FÉVRIER 1984

40 PRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES :

T.B.B.

THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.60.44

DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER



LE ROI VICTOR

DE LOUIS CALAFERTE

MISE EN SCÈNE DE JEAN PIERRE MIQUEL

DÉCOR ET COSTUMES DE FRANÇOISE DARNE

AVEC (PAR CORPO D'ENTRÉE EN SCÈNE)

PIERRE MONDY

FRANÇOIS LALANDE

DENISE FILIAITRAT

MICHEL ROBIN

JEAN PIERRE BECKER - CHRISTINE DESCHAUMES

60 RUE DE LA BELLE FEUILLE (Mots : Marcel Semetoff, Paroles : Jean-Michel) LOCATION THÉÂTRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

nouveau

drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléx : Drouot 642260
Informations (télécopie permanente) : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures

sous indications particulières

MERCREDI 11 JANVIER (exposition le mardi 10)

S. 9. - Objets de vitrine. Meubles - M. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

JEUDI 12 JANVIER (exposition le mercredi 11)

S. 8. - Timbres - M. BOSCHER.

VENDREDI 13 JANVIER (exposition le jeudi 12)

S. 9. - Meubles 18, 19. Objets de vitrine, porcelaines, art nouveau, art déco. Tapis - M. CORNETTE DE SAINT-CYR.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

BOSCHER, 3, rue d'Antibes (75002) - 260-87-87.

CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-84.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009) - 770-88-38.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE ETERNEL - Touteur (867-82-47), 20 h 30.

LE SUICIDAIRE - Espace Marais (884-09-31), 20 heures.

SOURIRE ORIGINE - Crée-Galerie (589-38-69), 20 h 30.

L'OISEAU VERT - T.E.P. (797-96-05), 20 h 30.

QUI PEUR DE VIRGINIA WOOLF (en anglais), Galerie 55 (322-63-51), 20 h 30.

L'OEUF - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.

LE PRINCE ETERNEL - Touteur (266-10-20), 20 h 30 : Fête.

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

COMÉDIE FRANÇAISE. (266-10-20), 20 h 30 : le Prince de l'école orthographe.

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Charles DENNER) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

LE MARIONNETTISTE DE LODZ (Gilles SEGAL) (Jean-Paul ROUILLON) (833.16.16)

Une création de la Comédie de St-Etienne

<p

LE CARNET DU Monde ÉCHECS

Nécessaires

Mme Léa THIOLLOUSE,
M. et Mme THIOLLOUSE,
M. et Mme Jean-Daniel

THIOLLOUSE.
M. et Mme Eric THIOLLOUSE,
soixante heures d'anniversaire la naissance de
leur petite-fille, petite-fille, petite-fille,

Angèle,

44, rue Véron,
Alfortville (94).

Nicole HIRSCH

et Richard ZALMANSKI
ou la joie de faire part de la naissance de:

Lola,

le 29 décembre 1983.

130, avenue du Maine,
75014 Paris.

Décès

On nous prie de faire part du décès,
survenu à Paris le 28 décembre 1983 à
l'âge de quatre-vingt-sept ans, de:

Mme Eugénie HESNAINOU,
née C. Dufour,

De la part des familles:

Bernardou, Arconia, Dekker, Hartwell,
Michael, Henne et Zarika.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Montparnasse.

Le docteur Jean Grébois.

Sa famille.

ou la douleur de faire part du décès de:

Mme Jean GROSBOIS,
née Simone Leza,
avocat à la Cour d'appel d'Orléans,
ancien bâtonnier de l'ordre,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
survient le 2 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 janvier 1984, en l'église Saint-Marc d'Orléans, dans l'intimité.

46, rue Saint-Marc,
45000 Orléans.

M. André JASSERON,

Renée JASSERON,
Marcelle et Philippe Thao

et leurs enfants.

Hélène JASSERON,

Antonette et Pierre JASSERON

et leurs enfants.

Les familles DABER, TISSA, parents et

filles,

tout part du décès de:

M. André JASSERON,

survient à Paris le 23 décembre 1983.

Nous apprenons que morte

M. Pierre-Jean MOATI,

professeur d'égyptologie honorifique

décédé à l'âge de soixante et quatre ans, le

17 janvier.

Naît le 21 janvier 1912 à Constantine (Algérie), René, avocat à la cour d'appel de Paris, Pierre-Jean Moati avait commencé en juillet 1936 une carrière administrative comme attaché au cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. En octobre 1944, il avait été chef du cabinet du ministre de l'Intérieur en novembre de la même année, puis directeur du cabinet de Paul Ramadier, président du conseil, en 1947. Nommé professeur de première classe en 1949, il démissionna de son poste en 1951. Professeur honoraire en 1951, Pierre-Jean Moati a été à la tête de plusieurs départements avant d'être nommé professeur de l'université Bourgogne en 1962. Mis en congé spécial au demandé en 1973, il avait pris sa retraite en 1977.

Le docteur André JASSERON,

survient à Paris le 23 décembre 1983.

M. Paul MOISE-MOREL,

Le docteur et Mme Michel Louy-

Moise,

Mme Laurence Moise-Morel,

M. et Mme Jean-Pierre Kern,

et M. et Mme Raymond Korn,

Le docteur et Mme Robert Moise,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul MOISE-MOREL,

né Eugène Morel,

survient à Strasbourg le 28 décembre 1983, après une courte maladie, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 30 décem-

bre 1983,

23, allée de la Robertson,

67000 Strasbourg.

M. Pierre PASQUIER,

docteur en pharmacie,

chefs de la Légion d'honneur,

survient à Paris, en son domicile, le

27 décembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans

l'intimité

2, rue de l'Arrivée,

75013 Paris.

1, rue des Fossés-Saint-Jacques,

75003 Paris.

Shakri Hana Shammas

et son épouse Olga,

Mari Raja Kanazah,

Shakri et Samir Muram Shammas,

ont la très grande douleur de faire part

du décès de leur fils, époux et père,

Murat Shakri SHAMMAS,

survient le 2 janvier 1984, à la suite d'un

accident d'avion, à Chambéry (Savoie).

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 6 janvier 1984, à 13 h 45, en

église Saint-Georges-Bizet, 7, rue

Etième, à Paris-16^e, suivie de l'inhuma-

tion au cimetière de Montmarte.

Les condoléances seront reçues par la

famille à son domicile, 30, avenue Marceau,

à Paris-8^e, les samedi 7 et diman-

che 8 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 janvier 1984, en l'église

Saint-Marc d'Orléans, dans l'inti-

mité.

20, av. Franklin-Roosevelt

Métro : St-Philippe-du-Roule

RETRAIT DE

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

AUTOMOBILES

AGENDA

PROF. COMM. CAPITAUX

46, rue de la Samé,

Paris-14^e.

* Dégrés de solde sur surface ou nombre de personnes.

La forme T.T.C.

83,00 58,44

25,00 29,65

55,00 66,42

80,00 95,42

125,00 146,42

160,00 181,42

195,00 216,42

230,00 251,42

265,00 286,42

300,00 321,42

335,00 356,42

370,00 391,42

405,00 426,42

440,00 461,42

475,00 496,42

510,00 531,42

545,00 566,42

580,00 601,42

615,00 636,42

650,00 671,42

685,00 706,42

720,00 741,42

755,00 776,42

790,00 811,42

825,00 846,42

860,00 881,42

905,00 926,42

940,00 961,42

975,00 996,42

1020,00 1041,42

1055,00 1076,42

1090,00 1111,42

1125,00 1146,42

1160,00 1181,42

1205,00 1226,42

1240,00 1261,42

1275,00 1296,42

1320,00 1341,42

1355,00 1376,42

1390,00 1411,42

1425,00 1446,42

1460,00 1481,42

1505,00 1526,42

1540,00 1561,42

1575,00 1596,42

1620,00 1641,42

1655,00 1676,42

1700,00 1721,42

1735,00 1756,42

1770,00 1791,42

1805,00 1826,42

1840,00 1861,42

1875,00 1896,42

1910,00 1931,42

1945,00 1966,42

1980,00 2001,42

2015,00 2036,42

SOCIAL

LA REPRISE DE LA NÉGOCIATION SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Le C.N.P.F. pourrait reprendre à son compte la proposition de F.O.

Après huit réunions, qui n'ont pas permis un rapprochement des points de vue en présence, les négociations sur le futur système d'assurance-chômage peuvent-elles encore déboucher sur un accord ?

Telle est la question qui se pose alors que deux nouvelles réunions sont prévues pour les 5 et 10 janvier et que l'actuelle convention, signée en 1958, révisée en 1979, puis dénoncée en 1982 par le C.N.P.F., cesse légalement d'exister au 31 janvier.

Cette nouvelle est importante car, si l'on s'est tenu aux positions adoptées jusqu'à présent par les partenaires sociaux, l'échec paraissait probable. Hormis des points de frictions qui ne sont pas secondaires, loin s'en faut, la divergence essentielle entre les syndicats et le patronat porte en effet sur le préalable absolu que pose ce dernier de la séparation de l'actuelle UNEDIC en deux systèmes distincts : l'un d'assurance, qui relèverait des cotisations salariales versées par les employeurs et les salariés ; l'autre de solidarité, qui serait financé par l'Etat ; les organisations syndicales ayant laborieusement élaboré un front commun pour proposer un système croisé dans lequel la participation de l'Etat serait clairement identifiée, mais l'autonomie de l'organisme partenaire garantie.

Quelles de mots ? Nuances ? A voir l'acharnement des deux parties à faire prévaloir leur logique, il est évident que le débat recouvre, au-delà des principes, des intentions et des politiques différentes. Tandis que le C.N.P.F. souhaite obtenir la totale maîtrise d'un système équilibré qui marquerait, sans ambiguïté, les limites de ses responsabilités présentes et à venir dans le chômage, les syndicats recherchent, tout à la fois, une protection inchangée — voire améliorée — des chômeurs indemnisés et l'assurance que la participation de l'UNEDIC n'aboutira pas à la création de deux catégories de chômeurs ou pas encore, à l'abandon de dizaines de milliers de personnes par le système d'assurance.

L'optimisme du C.N.P.F.

Malgré l'existence de ces deux positions inconciliables en apparence, le C.N.P.F. affiche son optimisme, au moment d'aborder la dernière ligne droite des négociations. Pour M. Chotard, l'idée d'une séparation de l'actuelle UNEDIC s'est progressivement imposée aux délégués syndicaux. Le vice-président du C.N.P.F. se félicite de voir que « nos deux conditions, l'autonomie et l'équilibre financier, ont enfin été reconnues pour ce qu'elles étaient ». Autrement dit, les syndicats savent désormais que pour sauver l'UNEDIC, organisme partenaire, ils doivent se résigner à accepter l'objectif premier du C.N.P.F., à savoir se débarrasser de la tutelle de l'Etat, ou de

1984, après une ultime prolongation d'un mois. Au-delà, l'Etat serait amené à intervenir et à légiférer par ordonnance.

Mais les événements se précipitent. Dans la matinée du 5 janvier, le C.N.P.F. laissait ainsi entendre qu'il porterait accepter la dernière proposition de F.O., formulée lors de la séance du 21 décembre.

s'est fait en 1958 ». Que les organisations « réformistes » signent seules, et ce seront la C.G.T. et la C.F.D.T. qui protesteraient d'autant plus que la nouvelle convention sera certainement avalisée par le gouvernement alors que c'est la gauche qui est au pouvoir. Que la C.F.T.C. et la C.G.C. signent seules, et le paradoxe devient inacceptable. Qu'enfin, la C.G.T. se retrouve isolée malgré tout le plaisir qu'en auraient certains, et ce seront la C.F.D.T. et le gouvernement qui auraient le plus à en souffrir...

La difficulté, ramenée à la quadrature du cercle, est donc incontournable, surtout si l'opposition syndicale à l'idée de séparation de l'UNEDIC, hérite au C.N.P.F., se maintient.

Sur ce point toutefois, et c'est un premier signe, F.O. semble évoluer. « Plutôt qu'une rupture des négociations », la délégation F.O. accepterait « d'en passer par là », dit M. Antoine Faesch, son négociateur.

Le C.N.P.F. a-t-il été sensible à ce geste ? Toujours est-il qu'il y a répondu en acceptant de discuter du second projet de F.O., sans demander les modifications qu'il avait d'abord envisagées. Fort proche du projet patronal, le schéma de F.O. introduit les allocations finales de droits, et donc les chômeurs de longue durée, dans le système d'assurance, mais en écarte les préretraités.

Des conventions F.N.E. que le C.N.P.F. acceptait, pour partie, de prendre à la charge de l'UNEDIC. Sur le plan financier, le projet F.O. propose une augmentation de 0,20 % de la cotisation à la charge des seuls salariés, que les autres organisations syndicales avaient envisagé dans le contre-projet intersyndical, plus avantageux au plan des prestations. En outre, le projet F.O. conserve pour le financement de la dette de l'UNEDIC, l'usage de la cotisation de solidarité des fonctionnaires (3,3 milliards de francs).

Il faudra maintenant, si les intentions du C.N.P.F. se vérifient, que F.O. se montre particulièrement convaincant à l'égard des autres organisations.

La C.F.D.T., bien consciente de son rôle de pivot dans toute cette affaire, est particulièrement visée. Tout en maintenant son désaccord « de fond » avec le projet patronal, elle oppose un ultime argument à la séparation. « Si on veut maintenir les prestations à leur niveau actuel, le système d'assurance-chômage du C.N.P.F. n'est pas équilibré financièrement », dit-on rue Cadet. « Ou alors il faut envisager soit une augmentation des cotisations, soit un effort supplémentaire de l'Etat. » Le bureau national de la C.F.D.T. dans une déclaration, le 4 janvier, a d'ailleurs, haussé le ton et rappelé son attachement à la proposition intersyndicale, réaffirmant que « les organisations syndicales sont allées au maximum des économies possibles pour tenir compte de la contrainte financière ». Réduire les indemnités, poursuivent le texte, « serait socialement inopportune ».

Quant à la C.G.T., qui n'a jamais voulu entendre parler de la séparation de l'UNEDIC, elle peut se permettre de dire, comme M. Oswald Calvetti, au cours d'une conférence de presse, le 4 janvier, « nous souhaitons que la situation actuelle se prolonge indéfiniment », puisqu'elle ne vient pas d'une modification de l'UNEDIC.

Longtemps inflexible, la C.G.T. a cependant rejoint la position syndicale commune, et s'y tient, au moment où d'autres semblent s'en éloigner.

« Accord, pas accord ? De toute évidence, la partie qui se joue devient extrêmement serrée. L'ouverture que vient de faire le C.N.P.F. pourrait relancer une négociation qui s'enlisait depuis le 21 octobre. F.O. aura une grande responsabilité dans la suite des événements, tandis que le front syndical est démantelé. Tout cela aussi, dans la nouvelle stratégie industrielle des Etats-Unis qui impose aux firmes japonaises — dans l'automobile et l'électronique notamment — de s'associer aux groupes américains sur les nouveaux produits s'ils veulent conserver une part des marchés conclus.

Pour l'Europe, pour la France et Thomson, cette alliance américano-japonaise représente en tout cas un risque majeur.

J.-M. O.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION A L'USINE TALBOT DE POISSY

La C.F.D.T. a proposé à la direction la mise en chômage technique des 1 905 licenciés

La situation est demeurée confuse et tendue toute la journée de mercredi à l'usine Talbot de Poissy. Après les violents incidents qui, malgré les efforts des responsables, ont fait dans la matinée 39 blessés, selon M. Béginovoy, adjoint à M. Pierre Maury, premier ministre, il a rencontré les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. le 14 décembre avec M. André Sainjón, secrétaire général de la section C.F.D.T., et a présenté une ouverture : « La situation est très grave et il faut en sortir, c'est pourquoi nous proposons cette nouvelle ouverture sur la base du non aux licenciements.

En fin d'après-midi M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la section C.F.D.T., a présenté une ouverture : « La situation est très grave et il faut en sortir, c'est pourquoi nous proposons cette nouvelle ouverture sur la base du non aux licenciements ». M. Noual a demandé à la direction de Talbot de mettre en chômage technique les 1 905 personnes concernées par les licenciements, proposition que selon lui la direction a refusé sans vraiment fermer la porte.

Dans un communiqué, M. André Sainjón, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.G.T., souligne que son initiative d'un référendum « a été favorablement et massivement accueillie par les travailleurs quelle que soit leur appartenance syndicale. Au point que les autres organisations syndicales dans l'entreprise ont été contactées, les unes après les autres à admettre la nécessité d'une telle consultation (...) Le dernier mot doit revenir aux travailleurs ». Symboliquement, mercredi, M. Akbar Ghazzi, secrétaire du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, était présent à Talbot-Poissy, s'entretenant avec les immigrés. La section F.O. de l'usine a indiqué que, au cours d'une entrevue avec la direction, elle a « dénoncé la présence de plus en plus importante d'éléments extrémistes dans son usine ».

La police est intervenue

(Suite de la première page.)

C'est une véritable guerre de position qui dévaste B 3. Ce n'est plus seulement des boulons, mais tout ce qui vaut faire lourd, tout ce qui peut faire mal.

Toutes les pièces métalliques qui peuvent s'arracher le sont. On lance sur l'airide au retour des travailleurs immigrés qui le démontent, le P.S. attend de la direction de P.S.A. qu'elle confirme « publiquement les engagements qu'elle a pris, à la demande du premier ministre, d'investir 1,2 milliard de francs sur l'entreprise Talbot, garantissant ainsi son avenir ».

Peugeot va prendre ses distances à l'égard de Talbot

Peugeot va prendre ses distances juridiques et financières à l'égard de Talbot. Après avis des conseils des deux établissements, dont la tenue était prévue à 10 heures jeudi matin, Automobiles Peugeot devait réunir dans l'après-midi un conseil d'administration. Celui-ci devait décider la cession des 95 % du capital détenus par la société dans la S.N.C.-Talbot à deux sociétés : « écrans » Talbot-S.A. (pour 95 %) et SORA S.A. pour 5 %. Des conseils d'administration de ces deux sociétés, convoqués dans la soirée de jeudi, devaient entériner ces décisions. Ce montage juridique a pour avantage, avoue la société, d'éviter à Automobiles Peugeot d'être entraîné dans un événement

dépôt de bilan de Talbot, comme c'est le règle pour tous les associés d'une société en nom collectif. Cette décision sera donc de fusible éventuel et de menace (le Monde du 29 décembre). Avant un éventuel dépôt de bilan, il faudra que cette décision soit enregistrée au tribunal de commerce, puis que l'usine soit fermée. De plus, si un dépôt de bilan intervient avant six mois, le tribunal de commerce sait pourtant réglementairement pas tenir compte de cette modification juridique et, en conséquence, d'associer Automobiles Peugeot. Il s'agit donc plutôt d'une mesure conservatoire à moyen terme.

(Publicité)

APPEL D'OFFRES
POUR LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS
POUR LE PORT DE BEYROUTH

Le conseil du développement et de la reconstruction, commission portuaire, met en adjudication internationale sous pli fermé la fourniture, pour le port de Beyrouth, des équipements suivants :

1. Deux grues mobiles de 60 tonnes;
2. Deux chariots élévateurs à fourches diesel de 35 tonnes;
3. Cinq chariots élévateurs à fourches diesel de 13,5 tonnes;
4. Trente chariots élévateurs à fourches diesel de 5 tonnes;
5. Vingt-neuf chariots élévateurs à fourches diesel de 3 tonnes;
6. Vingt-cinq transpalettes de 1 tonne;
7. Dix voitures de service pour six-sept personnes.

Cette adjudication aura lieu au :
Siège de la commission portuaire
Immeuble de l'Électricité de Liban (11^e étage)
Rue du Fleuve - Beyrouth - Liban

Le 15 mars 1984 à 10 heures (heure locale)

Les personnes intéressées pourront se procurer les cahiers des charges relatifs à cette adjudication au siège ci-dessus mentionné, moyennant le paiement de 750 livres libanaises pour chacun des articles 1, 2, 3, 4, 5 ou 250 livres libanaises pour chacun des articles 6 et 7.

L'achat de ces équipements étant financé par la Banque internationale pour le développement et la reconstruction, seules sont admises les fournitures originaire des pays membres de la BIRD et de la Suisse.

Les offres doivent parvenir à la commission avant 12 heures du dernier jour ouvrable précédent la date de l'adjudication.

Le président du Conseil du développement et de la reconstruction :
Docteur Mohamed ATALLAH.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

AFFAIRES

EN PROPOSANT UN MAGNÉTOSCOPE EN 8 MM

Kodak s'attaque au marché de la vidéo

Le numéro un mondial de la photographie, Kodak, se lance dans la vidéo. La société américaine a présenté, le 4 janvier, un système de vidéo portable (caméra-magnétoscopes) qui sera commercialisé aux Etats-Unis à partir de l'été à prix de 1 599 dollars (13 500 F environ).

Septembre Comco, ce système utilisera une vidéocassette au nouveau format 8 mm.

On sait que les principaux constructeurs mondiaux — Philips et plusieurs firmes japonaises en l'occurrence — ont défini, dans le cadre d'un comité mondial, les normes à un nouveau standard 8 mm destiné en principe à substituer aux trois standards actuels (V.H.S., Beta-max et V. 2000). Les tentatives du standard V.H.S. (la société japonaise J.V.C. notamment), qui domine 70 % du marché mondial, semblaient cependant peu désireuses de promouvoir ce nouveau format. Un débat avait opposé en France, à l'automne 1982, ceux qui prédisaient l'arrivée rapide du 8 mm et ceux qui voulaient miser sur le V.H.S. à travers un accord avec J.V.C. C'est cette solution qui l'avait emporté, Thomson signant un accord avec J.V.C. pour fabriquer des magnétoscopes classiques V.H.S.

L'initiative de Kodak risque donc fort de relancer la bataille. D'autant que la firme américaine a développé son système vidéo en 8 mm en coopération avec les groupes japonais Matsushita pour l'appareil et T.D.K. pour les bandes magnétiques. Les vidéocassettes 8 mm auront une durée de quatre-vingt-dix minutes et pourront être « lues » directement sur un écran de T.V. ou sur un lecteur de VHS.

Philippe avait présenté un système similaire à l'automne dernier lors du premier Vidcom à Cannes, mais avec une cassette de 10 minutes, et non pas 8 minutes.

Tout en maintenant son désaccord « de fond » avec le projet patronal, elle oppose un ultime argument à la séparation.

La C.G.T. a également proposé de faire évoluer le système d'assurance-chômage du C.N.P.F. pour qu'il soit équilibré financièrement, dit-on rue Cadet. « Ou alors il faut envisager soit une augmentation des cotisations, soit un effort supplémentaire de l'Etat. » Le bureau national de la C.F.D.T. dans une déclaration, le 4 janvier, a d'ailleurs, haussé le ton et rappelé son attachement à la proposition intersyndicale, réaffirmant que « les organisations syndicales sont allées au maximum des économies possibles pour tenir compte de la contrainte financière ». Réduire les indemnités, poursuivent le texte, « serait socialement inopportune ».

Quant à la C.G.T., qui n'a jamais voulu entendre parler de la séparation de l'UNEDIC, elle peut se permettre de dire, comme M. Oswald Calvetti, au cours d'une conférence de presse, le 4 janvier, « nous souhaitons que la situation actuelle se prolonge indéfiniment », puisqu'elle ne vient pas d'une modification de l'UNEDIC.

Longtemps inflexible, la C.G.T. a cependant rejoint la position syndicale commune, et s'y tient, au moment où d'autres semblent s'en éloigner.

« Accord, pas accord ? De toute évidence, la partie qui se joue devient extrêmement serrée. L'ouverture que vient de faire le C.N.P.F. pourrait relancer une négociation qui s'enlisait depuis le 21 octobre. F.O. aura une grande responsabilité dans la suite des événements, tandis que le front syndical est démantelé. Tout cela aussi, dans la nouvelle stratégie industrielle des Etats-Unis qui impose aux firmes japonaises — dans l'automobile et l'électronique notamment — de s'associer aux groupes américains sur les nouveaux produits s'ils veulent conserver une part des marchés conclus.

Pour l'Europe, pour la France et Thomson, cette alliance américano-japonaise représente en tout cas un risque majeur.

J.-M. O.

ALAIN LEBAUME.

الآن، لا يزال

ÉNERGIE

Les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettront pas à G.D.F. d'éponger son déficit

Le secteur de l'énergie, plus que d'autres, illustre bien les contradictions de la politique gouvernementale, partagées entre le souhait à la fois de stabiliser la vérité des tarifs publics, de réduire le déficit budgétaire et de maîtriser l'inflation. Après le charbon, le dossier gaz moins spectaculaire mais tout aussi épique, montre les limites de l'expertise.

Le problème posé était fort complexe : Gaz de France, qui a perdu l'an passé 2,5 milliards de francs, était sommé de restabilir, dès 1984, comme les autres entreprises publiques, l'équilibre de ses comptes. Dans le même temps, le gouvernement, contrairement à ses engagements passés, demandait à l'établissement de prendre en charge le surcoût : politique - un gaz algérien - estimé en 1984 à 1,4 milliard de francs - découlant des accords signés en 1982 avec l'Algérie et que l'Etat, à l'époque, avait accepté de prendre directement en charge (sur une ligne budgétaire du ministère des relations extérieures).

Or, sans même cette contrainte supplémentaire, Gaz de France ne pouvait atteindre l'équilibre qu'en augmentant massivement ses tarifs. 70 % de ses dépenses sont, en effet, liées au coût de son approvisionnement - qui est très sensible à l'évolution des cours du dollar. Les économies de gestion demandées par les pouvoirs publics ne pouvaient, au mieux, apporter qu'une réduction de 1,5 % à 2 % de ses dépenses totales.

G.D.F. avait donc établi trois hypothèses de travail à partir du cours moyen du dollar prévisible en 1984 : une devise à 7,50 F nécessiterait, pour équilibrer ses comptes, une hausse des tarifs de 5 % sur l'année ; à 8 F, une hausse de 8 % et à 8,50 F (cours actuel), une hausse de 11 %. La prise en charge du surcoût du gaz algérien majorait ces augmentations nécessaires de trois points.

Outre que les pouvoirs publics ne sont guère près à accepter des augmentations de tarifs publics supérieures à 10 % pour 1984 - l'objectif visé pour l'inflation est de 5% - des augmentations de prix excessives risquent de mettre en cause l'avantage tarifaire indiscutable dont bénéficie G.D.F. vis-à-vis des autres sources d'énergie (électricité et fuel) si le compromis n'est pas trouvé. L'Italie ou l'Espagne ; mais, pour l'heure, il ne semble pas que les autorités françaises soient prêtes à rouvrir la négociation.

Pour prendre le contrôle de la compagnie

PENNZOIL S'ALLIE AVEC L'UN DES FILS DU FONDATEUR DE GETTY OIL

Pennzoil, une petite société texane, et M. Gordon Getty, fils du fondateur de Getty oil, quatorzième compagnie pétrolière américaine, se sont mis d'accord pour acquérir la totalité du capital de Getty oil, pour une somme d'environ 5,3 milliards de dollars (45,05 milliards de francs). Pennzoil avait lancé la semaine passée (*le Monde* du 30 décembre) une offre publique d'achat sur 20 % du capital de la compagnie, tentant de profiter du désaccord existant entre ses dirigeants actuels et deux de ses principaux actionnaires, dont M. Gordon Getty, opposé à la politique de diversification engagée depuis quelques années.

L'alliance concerne entre Pennzoil et M. Gordon Getty, qui détiennent 40,20 % du capital, devrait leur permettre de racheter les 59,8 % d'actions de Getty restant dans le public pour une valeur de 110 millions par action. A l'issue de l'opération, Getty oil fusionnera avec une compagnie dont la Sarah C. Getty trust (appartenant à M. Gordon Getty), détiendra 57 % et Pennzoil 43 % du capital. M. Getty deviendra président de la nouvelle société et M. Hugh Liedke (président de Pennzoil) le directeur général. L'accord prévoit en outre la vente d'une filiale de Getty oil spécialisée dans l'assurance, le produit de cette vente étant versé aux anciens actionnaires de la compagnie.

ÉTRANGER

• Augmentation du chômage en R.F.A. - En décembre, le chômage a augmenté en R.F.A. de 7,1 % en données brutes. Touchant 2 349 000 personnes (2 193 000 en novembre) soit 9,5 % de la population active (8,8 % en novembre et 9,1 % en décembre 1982). Cette poussée du chômage est attribuée par le gouvernement à des facteurs saisonniers. Les chiffres de décembre corrigés des variations saisonnières n'ont pas encore été publiés mais indiqueront une baisse de 1 %.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

AVIS AU PUBLIC POSTE (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes)

Commune de VARENNES-SUR-FOUZON

Ouvertures conjointes de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste visé en titre et de l'enquête parcellaire en vue de l'acquisition des terrains nécessaires.

Il est porté à la connaissance du public que le projet de construction du poste (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes) présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se dérouleront dans la commune de VARENNES-SUR-FOUZON du 2 janvier 1984 au 2 février 1984 inclus.

Les dossiers du projet (dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et dossier d'enquête parcellaire) comprennent : notice explicative, plan de situation, plan et état parcellaires, plan d'ensemble des travaux, schéma militaire, estimations sommaires des dépenses et étude d'impact, seront déposés :

- A la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 13 h à 17 h 30, excepté le jeudi et les jours fériés, où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à M. René Voisin qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de VARENNES-SUR-FOUZON les observations verbales du public les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1984 de 10 heures à 12 heures et de 13 h à 17 h 30.

L'étude d'impact pourra non seulement être consultée en Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON mais également aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

- A la Préfecture de CHATEAUROUX, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 16 heures, 3^e étage.

- A la Sous-préfecture d'ISSOUDUN, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30 et le samedi matin de 9 heures à 12 heures.

- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche Région Centre, 16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loire), division Energie, 4^e étage, tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 5 mars 1984 une copie du rapport contenant les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération sera déposée à la Préfecture de CHATEAUROUX, à la sous-préfecture d'ISSOUDUN, et à la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande.

CHATEAUROUX, le 15 décembre 1983,
le préfet, commissaire de la République,
Claude BOZON.

(Publicité)

PÉFECTURE DE L'AIN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et enquête parcellaire sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS (Ain)

Construction d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollot »

Électricité de France, service national, envisage la construction sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollot ». Le projet présente intéressante une superficie d'environ 6,4 hectares.

M. le préfet, commissaire de la République du département de l'Ain, informe le public que le projet sera soumis à enquêtes publiques conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis aux enquêtes comporte deux sous-dossiers :

- Sous-dossier A : Il comprend les pièces relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, une étude d'impact est incluse dans ce sous-dossier.

- Sous-dossier B : Il comprend les pièces relatives à l'enquête parcellaire. Un état et un plan parcellaires désignant les parcelles à exproprier sont inclus dans ce sous-dossier.

Les enquêtes s'ouvriront à la mairie de PREVESSIN-MOENS où sera déposé du 16 janvier 1984 au 16 mars 1984 inclus le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier deux registres sur lesquels le public et les propriétaires concernés pourront consigner leurs observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h à 16 heures du lundi au vendredi (jours fériés exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de PREVESSIN-MOENS. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les trois derniers jours de l'enquête, à savoir les 14, 15 et 16 mars 1984, de 14 heures à 16 heures, dans les locaux de PREVESSIN-MOENS.

M. BONNEFOY-CLAUDET LA - Inspecteur central des P.T.T. en retraite - 4, rue des Lilas, 01200 BELLEGARDE-SUR-VALSERINE, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur formera son avis sur l'opportunité des ouvrages dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux sera déposée à la mairie de PREVESSIN-MOENS ainsi qu'à la sous-préfecture de GEX et à la préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières).

La communication des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en faisant la demande à M. le Préfet, commissaire de la République du département de l'Ain (bureau des opérations immobilières).

Une étude d'impact est incluse au dossier d'enquête en application de l'article R. 11-3 du code de l'expropriation. Elle pourra en outre être consultée :

- Préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières), du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 heures à 16 heures;

- Sous-préfecture de GEX, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures;

- Mairie de PREVESSIN-MOENS, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures;

- Aux bureaux de la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche Rhône-Alpes, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE, du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, pendant la durée de l'enquête (excepté jours fériés).

BOURG-EN-BRESSE, le 16 décembre 1983,

le préfet,
commissaire de la République

*** LE MONDE - Vendredi 6 janvier 1984 - Page 21

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NATIO-PLACEMENTS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue le 3 janvier 1984 sous la présidence de M. Py, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982-1983 et approuvé les comptes qui seraient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent à 247 323 715,85 francs.

Elles permettent la distribution d'un dividende par action de 4 422,18 francs auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 226,40 francs.

Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié la nomination comme administrateur de M. Jean-Rein Brunon, copréteur par le conseil d'administration en remplacement de M. Guy Lapomme, démissionnaire.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,70 % décembre 1982 SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS (SAPAR)

Les intérêts courus du 10 janvier 1983 au 9 janvier 1984 sur les obligations SAPAR 15,70 % décembre 1982 seront payables, à partir du 10 janvier 1984, à raison de 706,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 23 au tamponnement du certificat nominatif après retenue à la source dû au taux fiscal de 78,50 F (montant global : 785 F).

En cas d'option pour le régime du prélevement d'impôt forfaitaire le complément de prélevement libétaire sera de 117,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,85 F faisant ressortir un net de 580,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 9 907 obligations comprises dans la série de numéros 14 507 à 24 413, sortis au tirage du 28 novembre 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 2 au 10 janvier 1985 attaché.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1983 au 24 janvier 1984 sur les obligations Electricité de France 15,50 % (ex-7,80 %) 1981 seront payables, à partir du 25 janvier 1984, à raison de 38,75 francs par titre de 250 francs nominal, contre détachement du coupon n° 23 au tamponnement du certificat nominatif après retenue à la source dû au taux fiscal de 78,50 F (montant global : 43,40 francs).

En cas d'option pour le régime du prélevement d'impôt forfaitaire, le complément de prélevement libétaire sera de 117,72 francs auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,85 francs faisant ressortir un net de 52,12 francs. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au paragraphe III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 9 907 obligations appartenant à la série désignée par le numéro 18 - sorti au tirage du 15 novembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 350 francs, coupon n° 2 au 25 janvier 1985 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries sorties aux tirages américains

Année 1962 : série 22	Année 1973 : série 28
- 1963 : - 19	- 1974 : - 5
- 1964 : - 15	- 1975 : - 26
- 1965 : - 17	- 1976 : - 8
- 1966 : - 24	- 1977 : - 1
- 1967 : - 16	- 1978 : - 6
- 1968 : - 27	- 1979 : - 20
- 1969 : - 23	- 1980 : - 21
- 1970 : - 14	- 1981 : - 9
- 1971 : - 12	- 1982 : - 29
- 1972 : - 12	- 1983 : - 11

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses de comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions). A la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Buci, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après.

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale africaine de banque, Société marocaine de crédit, Banque de l'union européenne, banque Indosuez, Caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banques.

PÉFECTURE DE L'AIN

CONJONCTURE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

La hausse des tarifs publics sera très modérée

M. Pierre Mauroy n'a voulu laisser à personne d'autre qu'à lui-même le soin de présenter au conseil des ministres du 4 janvier une communication sur les grandes lignes de la politique en matière de prix, de revenus et de coûts pour 1984. Ce fut tout d'abord pour rappeler quelques principes : modération du jeu automatique des indexations, étalement des augmentations de salaires, maintien du pouvoir d'achat dans les limites compatibles avec la situation des entreprises, ce maintien du pouvoir d'achat s'appuyant globalement, c'est-à-dire intégrant l'ensemble des éléments de la rémunération.

Comme l'avait annoncé le ministre de l'économie et des finances, les marges commerciales connaîtront une évolution réglementée. En outre, il sera recommandé aux organisations patronales de limiter à 5 % (l'objectif) la hausse des dividendes distribués par les sociétés.

Le premier ministre a poursuivi en affirmant que le gouvernement favorisera la maîtrise des coûts des entreprises, notamment en stabilisant les charges sociales et les charges fiscales et en modérant l'évolution des tarifs publics. Ces derniers devraient, eux aussi, rester dans les limites d'une augmentation de 5 % et s'étaler sur l'année (voir tableau). Car le gouvernement veut éviter l'effet d'entraînement sur l'indice des prix qui provoque la concentration des hausses des tarifs publics en début d'année. Il doit être tenu compte également, pour ces tarifs, des répercussions de la hausse du dollar sur le compte des entreprises.

M. Mauroy a enfin précisé quelle serait la politique du gouvernement en matière de prix pour 1984. Cette politique priviliera les secteurs exposés à la concurrence internationale. Bien qu'elle n'ait pas été possible en 1983, a indiqué le premier ministre, la libération des prix industriels reste l'objectif du gouvernement. Celle-ci devrait se faire de façon pragmatique.

En revanche, les prix des services privés, qui ont augmenté en 1983 plus vite que l'ensemble des prix

(+ 12 % contre 9,8 % pour les onze premiers mois de l'année), feront l'objet d'une surveillance accrue. Le contrôle devra être intensifié et le premier ministre a adressé à ce sujet une lettre aux commissaires de la République, les invitant à poursuivre au moins jusqu'au printemps 1984 « la politique intensive d'explication et de contrôle des prix » qu'ils avaient organisée dans leur département.

M. Fiterman :
tenir les engagements
à l'égard des salariés

M. Mauroy rappelle que « la programmation des hausses dans le cadre des accords signés avec les professions ou réglementations de prix ne comporte qu'exceptionnellement des hausses sur les douze premiers mois de l'année ». Il

recommande de mettre en œuvre les forces de gendarmerie et de police pour assister les services spécialisés du ministère de l'économie et des finances en soulignant que « la densité des contrôles reste en général insuffisante dans les grandes agglomérations. Il invite les commissaires de la République à obtenir dans leur département « une mobilisation des acteurs économiques. »

LES MAJORATIONS

Tarifs publics

15 février : E.D.G.-G.D.F., + 5%
1^{er} mai : S.N.C.F. voyageurs, + 5,5 % - Téléphone : + 5 centimes.

1^{er} juillet : édiles-poste, + 5%.
1^{er} août : R.A.T.P. et S.N.C.F. banlieue, + 5%.

Prestations sociales

Allocations familiales : + 2,35 % en janvier ; + 2,35 % en juillet.
Prestations vieillesse du régime général : + 1,8 % en janvier ; + 2 % en juillet.

en particulier des élus locaux, des professionnels et des organisations de consommateurs sur la nécessité de lutter contre l'inflation».

La communication du premier ministre a donné lieu à un échange de vues. M. François Mitterrand est longuement intervenu pour développer les orientations qu'il avait réservées dès le conseil des ministres du 21 décembre. Il a réaffirmé la nécessité de fonder la politique économique du gouvernement sur la vérité des prix et des coûts. Pour le chef de l'Etat, la France engage en 1984 une partie décisive, dans laquelle il ne saurait être question de masquer la réalité. La situation exige, dit-il, une prise de conscience claire et courageuse.

Le chef de l'Etat a noté que, pour la première fois depuis longtemps, les prix industriels n'ont pas été, en 1983, les victimes de la lutte contre l'inflation. Des souplesses ont été introduites dans les engagements contractuels, afin de tenir compte notamment des prix des matières premières et du coût du dollar. Ainsi, a-t-il précisé, les prix industriels auraient augmenté en 1983 comme la moyenne des prix.

C'est la même philosophie qui guidera le gouvernement en 1984, alors que sera poursuivi dans le même temps le processus de libération des prix qui là où la concurrence est effective, demeure, selon lui, l'objectif. Le président de la République a souligné combien la concurrence, notamment dans le domaine de la distribution, est nécessaire pour éviter les dérapages de prix et combien il faut que, dans les secteurs des services, les prix soient maintenus à l'intérieur des normes générales.

On ne fait pas marcher l'économie avec des règlements, quelle que soit la qualité des fonctionnaires, a poursuivi le chef de l'Etat. « En économie, ce ne sont pas les fonctionnaires qui doivent diriger, a déclaré M. Mitterrand. Ce sont les agents économiques et les chefs d'entreprise ; il ne faut pas être sur les dos des gens », a-t-il ajouté.

Manifestant sa volonté de voir le gouvernement s'attacher à promouvoir une politique équilibrée, M. Mitterrand a demandé au pre-

mier ministre et à M. Gaston Deferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de réunir prochainement l'ensemble des commissaires de la République, et à M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, de réunir les fonctionnaires qui relèvent de son ministère, dans les régions et les départements.

M. Delors a abondé dans le sens de M. Mitterrand. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a répété que la libéralisation des prix industriels demeure l'un des objectifs du gouvernement.

M. Pierre Bézecourt, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a réaffirmé le besoin de préserver l'évolution des prestations familiales.

Seul M. Charles Fiterman a donné l'impression d'exprimer une position assez nuancée. Au nom de ses collègues communistes, le ministre des transports est intervenu pour dire son accord sur les objectifs généraux recherchés et sur le dispositif prévu pour mieux contrôler les prix, mais il a ajouté que le gouvernement ne doit pas oublier qu'il a pris antérieurement, à l'égard des salariés, des engagements de maintien du pouvoir d'achat. M. Fiterman a souhaité que le gouvernement tiende ces engagements en matière de politique salariale.

ALAIN ROLLAT et FRANÇOIS SIMON.

Concilier l'inconciliable

[Suite de la première page.]

Vouloir établir une vérité des prix et des coûts, selon le vœu du président de la République, peut ainsi apparaître comme une vain prétention dès lors que certains objectifs deviennent contradictoires. Le gouvernement est appelé à vérifier en ce qui concerne les tarifs publics. Les augmenter en 1984 au-delà de la norme des 5 %, ce serait donner le mauvais exemple. S'en tenir à cette norme, comme il a été décidé, c'est empêcher les grandes entreprises nationales d'équilibrer leurs comptes et, par contrecoup, entraîner indirectement l'inflation. Or ces entreprises, qui ont été déficitaires de 21 milliards de francs en 1982, pourraient l'être, selon nos estimations, de 16,2 milliards de francs en 1983.

Électricité de France, qui a perdu 4,6 milliards l'année dernière, équilibrera tout juste ses comptes en 1984, compte tenu de l'augmentation des tarifs de 3,5 % en septembre dernier et de 5 % en février prochain, et sur la base d'un dollar à 7,50 F. Sur la base

simple hausse de 5 % des tarifs ?

Telle est la question à laquelle doit répondre un premier ministre qui estime, d'une part, que la modération de l'évolution des tarifs publics est l'un des éléments du dispositif de maîtrise des coûts des entreprises et qui affirme, d'autre part, que le gouvernement fixera toute politique de l'indice.

FRANÇOIS SIMON.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas	+ haut	Rap. + ou dép. -	Rap. + ou dép. -	Rap. + ou dép. -
SE-U	8,5160	8,5160 + 160	+ 198	+ 208 + 208
S-Can.	6,8185	6,8220 + 120	+ 175	+ 208 + 208
Yen(100)	3,6519	3,6500 + 175	+ 208	+ 345 + 378
DIM	3,0548	3,0550 + 160	+ 175	+ 315 + 315
Franç.	2,7220	2,7240 + 125	+ 155	+ 225 + 225
FR (100)	14,9770	14,9850 + 165	+ 250	+ 395 + 405
ES	3,8285	3,8225 + 225	+ 300	+ 320 + 320
LI (100)	5,0385	5,0410 + 185	- 120	+ 325 + 325
E	12,8540	12,8615 + 205	+ 325	+ 345 + 345

TAUX DES EURO-MONNAIES									
SE-U	9 5/8	10	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	9 15/16	10 5/16	9 15/16
DM	5 1/2	5 7/8	5 5/8	6	5 3/4	6 1/16	6 1/16	6 1/16	5 7/16
Franç.	5 3/8	6 1/8	5 1/2	6	5 3/8	6 1/4	5 7/8	6 1/2	5 7/8
FR (100)	9 3/4	10 1/4	9	9 11/16	9	9 3/4	9 7/16	9 7/16	9 3/16
ES	2 3/8	3 1/8	3 3/8	3 3/4	3 1/2	3 7/16	4	4 3/8	4 3/8
LI (100)	15	16	15 5/8	16	17	17	17	17	17
E	8 3/4	9 3/8	8 7/8	9 1/2	9	9 5/16	10	10	10
F. hong.	12	12 1/3	12 1/8	12 1/2	12 1/2	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Loi de Finances 84:

Un peu d'oseille dans la soupe.

Enfin une nouvelle qu'employeurs et salariés vont apprécier. Le niveau d'exonération de Ticket Restaurant est relevé à partir du 1^{er} Janvier 84. Il passe de 8,50 F à 12 F par ticket.

Pour l'employeur, cela représente une économie de charges sociales de près de 1 500 F par an et par salarié. Pour le salarié, un avantage net de 2 500 F à 3 000 F par an.

Le montant maximum par ticket - participations employeur et salarié combinées -

va donc passer de 17 F à 24 F.

Pour les entreprises ayant déjà adopté Ticket Restaurant, c'est l'occasion de valoriser un avantage social qui avait forcément perdu de sa valeur depuis 5 ans.

Pour celles qui hésitaient encore, c'est le moment de reconstruire l'intérêt de cette formule.

En cette année de restrictions de toutes natures, y compris salariales, cette disposition de la Loi de Finances 84*

est une nouvelle appréciable et avantageuse pour tout le monde.

Pour en bénéficier immédiatement, il vous suffit de prendre contact avec Ticket Restaurant: 62, Avenue de Saxe. 75015 PARIS. Tél.: (1) 567.55.88. Telex: 200016.

Ticket Restaurant: la meilleure façon de déjeuner pour les entreprises de 1 à 10 000 personnes.

*ARTICLE N° 6

ticket restaurant

une division ACCOR

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 janvier

NEW-YORK

Fortes hausses

Après avoir baissé de 0,56 % la veille, jour de sa réouverture, le marché parisien a fortement progressé mercredi. L'indicateur instantané gagnait 1,6 % à l'approche du son de cloche final, alors que les actions françaises s'adjugeaient près de 1 % à l'ouverture.

Voilà qui est de bon augure en ce début d'année alors que les spécialistes s'attendent à quelques pronostics sur l'évolution de la Bourse de Paris en 1984. Le nouveau syndic de la Compagnie des agents de change, M. Xavier Dupont, n'a pas failli à la tradition.

Prenant la parole devant le Club Presse Finance en présence de M. Yves Flornoy, son prédecesseur, le patron des agents de change, qui a pris ses nouvelles fonctions depuis le 1er janvier, a estimé que la cote pourrait progresser de 10 % à 15 % cette année. Il n'est, guère pensable d'atteindre les records de 1983 (+ 60 % en moyenne) mais l'immobilier, plus que l'or, n'est de chères dégagées une rentabilité qui puisse concurrencer les actions françaises, a-t-il précisé.

La grande vedette de la séance de mercredi aura été une nouvelle fois Esoa. Initialement réservé à la hausse, le titre de la compagnie pétrolière a finalement gagné 6,5 %.

Par ailleurs, SEB et Ciments français ont su la même sorte pour terminer en hausse de 8,6 % pour la première. Crédit National (+ 7,5 %) est toujours bien entouré, suivi de SCREG, C.F.P., Bis, C.F.A.D., Creusot-Loire, Moulinex avec des gains de 4,6 % à 7 %. A l'inverse, Dassault et Penarroya perdent 3 % environ.

Le cours de l'or international est retombé de 384 à 376,50 dollars l'once à Londres. A Paris, le lingot a perdu 1300 F, à 102 550 F, tandis que le napoléon cédait 5,5 F à 650 F.

Dollar-titre : 10,87/91 F.

Fortes progressions

A l'instar des places européennes qui avaient toutes progressé mercredi midi, la Bourse de New-York a enregistré une forte avancée dans la soirée, conduisant l'indice instantané à 1 269,50, soit un gain de 16,31 points ou 1,32 % de la valeur de clôture. Les cours des valeurs industrielles à 1 269,50 sont en tête, suivi de celles de services à 1 267,50, puis celles de transports à 1 266,50. Les cours des valeurs financières à 1 265,50, alors que les actions francaises s'adjugeaient près de 1 % à l'ouverture.

Le retour en force des investisseurs intu-

itables sur le Big Board se trouve confirmé dans les chiffres des échanges des transac-

tions régulières qui s'établissent à 71,34 millions la veille, ce qui constitue alors le plus important volume depuis le 24 novembre dernier lorsque 120,09 millions de titres avaient trouvé preneur. A cet égard, il est intéressant de noter que les ventes effectuées par les courtiers pour leur compte sont de 10,75 millions, soit 10 % de plus qu'en 1983.

Pour en revenir au marché new-yorkais, l'enthousiasme manifesté par les opérateurs à l'égard des compagnies résultant du démen-

agement d'A.T.T. s'est propagé à l'ensemble

de la cote, et les gains l'ont finalement emporté sur les replis.

BOURSE DE PARIS Comptant 4 JANVIER

VALEURS % du coupon VALEURS Cours pr. Dernier cours VALEURS Cours pr. Dernier cours VALEURS Cours pr. Dernier cours VALEURS Cours pr. Dernier cours

3 % 27,50 0,707 Dép. Rés. P.A.C.E. 111,50 111,50 Professeur Tchek Est. 4,95 5 Fossey 0,30 0,30 Tomy Indust. inc. 20,95 20,90

5 % 38,95 0,430 Décid-Beth. 320 315 Gén. Belgique 319 322 Voile Montagne 532 501

3 % amort. 45,54- 71 1,287 Ost. Indochine 320 307 20/20 Provinces S.A. 443 431 520 520

Emp. 8,90 % 77- 90655 Drug. Trav. Pub. 195 195 Glaxo 115 114 Wagon-Lits 350 335

8,80 % 78/53 80,40 0,577 Eaux. Geste. Vichy 1065 1012 0 Prov. de l'Ain R. 38,90 38,90 73,50 69

8,80 % 78/58 91,55 0,360 Eaux. Vitrol. 380 381 381 Générat. 510 510

13,5 % 80/81 100,20 7,820 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publics 443 431

13,5 % 80/82 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/83 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/84 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/85 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/86 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/87 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/88 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/89 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/90 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/91 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/92 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/93 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/94 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/95 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/96 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/97 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/98 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/99 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/100 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/101 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/102 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/103 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/104 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/105 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/106 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/107 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/108 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/109 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/110 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/111 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/112 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/113 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/114 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/115 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/116 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/117 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/118 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/119 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/120 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/121 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/122 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/123 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/124 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/125 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/126 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/127 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/128 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/129 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/130 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/131 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/132 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/133 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/134 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/135 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/136 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/137 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/138 101,05 12,980 Eaux. 220 220 110,50 Rég. Publ. 443 431

13,5 % 80/139 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- 2. Lettres au Monde.
- « Le décalage entre la science et la vie », par Maurice Le Louarn.

ÉTRANGER

- 34. PROCHE-ORIENT
- Une partie de la direction du Fatah s'accommoderait d'un éclatement de l'OLP.
- 4. AFRIQUE
- Les émeutes en Tunisie.
- 5-6. AMÉRIQUES
- Agitation diplomatique et affrontements armés en Amérique centrale.
- 6. EUROPE
- 6. DIPLOMATIE
- La préparation de la Conférence sur le désarmement en Europe.
- 6. ASIE

POLITIQUE

- 7. L'affaire des « avions renifleurs ».
- La préparation de la loi sur la presse.
- 8. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

- 10. Au procès Paribas : les folles dépenses d'une maîtresse-femme.
- Un père jésuite accuse certains hôpitaux français d'accélérer la mort de malades qui souffrent.
- 18. SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

- 11. Deux femmes dans la Révolution française : Germaine de Staél et Marie-Antoinette.
- LE PEUILLON : Julien Green et Daniel Boulonger, conteurs des contours.
- BILLET : Lire Diderot ?
- 12. HISTOIRE : LA VIE LITTÉRAIRE.
- 13. ESSAIS : les dernières « annotations » de Lou-André Salomé.
- 14. PORTRAIT : le retour de Maurice Maeterlinck.

CULTURE

- 15. MUSIQUE : Orlando, de Haendel.
- DANSE : rencontre avec Carole Ikeda, la star du Buto.
- 17. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 20. SOCIAL
- 21. ÉNERGIE : les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettront pas à G.D.F. d'éponger son déficit.
- 12. CONJONCTURE : la lutte contre l'inflation.

- RADIO-TÉLÉVISION (17)
- INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
- La Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (19) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1984 a été tiré à 466 595 exemplaires.

(Publicité)

- 5 Répondeurs**
dep. 795 F^{ttc}
chez Duriez

GREEES PTT. • Répondeur simple : 795 F. ttc. • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'école : 1.580 F. ttc. • Consultable à distance par code vocal : 2600 F. ttc. • Id. par boîtier codé : 3100 F. ttc. • Id., vocal et boîtier : 3450 F. ttc. • Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 230 F. ttc. • Duriez, 132, Bd St Germain, M^e Odéon.

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE RIONEL
89, av. Paul-Doumer - 16^e
(La Muette) 527 67 59
REMISE 20% * COMMANDAVER

A B C D E F G

Au Nigéria

Le prochain gouvernement ne devrait comporter qu'une minorité de militaires

Le gouvernement du chef de l'Etat nigérian, le général M. Obasanjo, dont la composition doit être rendue publique dans les prochains jours, ne devrait compter qu'une minorité de militaires, indiquent-on, mercredi 4 janvier, à Lagos. Ceux-ci détiendraient environ un tiers des dix-huit ministères fédéraux instaurés par l'armée (l'administration de l'ex-président Shagari comptait dix-neuf ministères et trente-cinq ministres et secrétaires d'Etat). Les autorités ont, d'autre part, lancé un appel à la télévision pour retrouver deux des plus proches collaborateurs de M. Shagari, le Dr Umaru Dikko, ancien ministre des transports et de l'aviation, qui dirigea la campagne électorale du National Party of Nigeria (N.P.N.) de l'ancien chef de l'Etat, et le chef Adisa Akinloye, président du N.P.N. Plusieurs personnalités de l'ancien régime ont, en effet, disparu

dès le coup d'Etat du 31 décembre.

Des procès publics pour corruption pourraient être intentés contre certains dirigeants, soupçonnés, comme M. Akinloye, d'avoir constitué illégalement des fortunes. Toutefois, la plupart des ministres et gouverneurs de la précédente administration se sont rendus aux autorités, leurs passeports ayant

été saisis.

Deux ministères ont déjà été attribués : celui de la défense revenant au général B.Y. Ball, calme du juge de paix.

Le général Obasanjo s'est engagé, mercredi, à ne pas baisser le prix du pétrole brut nigérian, et à réaffirmer que le Nigéria restera un membre à part entière de l'OPEP. Ces déclarations ont provoqué des réactions de satisfaction et de soulagement dans les milieux financiers de Londres. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

En Espagne

La filiale de General Electric demande sa mise en cessation de paiements

De notre correspondant

Madrid. — L'industrie espagnole des biens d'équipement électrique, qui regroupe une trentaine d'entreprises et emploie quelque quinze mille travailleurs, traverse une phase difficile. La compagnie General Electric Espaola, la troisième du secteur, dont les principaux actionnaires sont la General Electric Company (américaine) pour 28 % et Alsthom Atlantique (20 %) s'est déclarée, le mardi 3 janvier, en suspension de paiement. La filiale espagnole de l'entreprise américaine Westinghouse a également, deux mois plus tôt, une décision similaire.

Pour justifier cette mesure, la direction de la General Electric Espaola a invoqué le faiblesse de la demande et l'absence d'une restructuration liée à la définition d'une politique industrielle pour le secteur électrique. La décision prise en octobre dernier par le gouvernement de freiner la construction

de centrales nucléaires, justifiée par une évaluation plus modeste que par le passé des besoins énergétiques du pays, a certes affecté l'industrie des biens d'équipement électrique. Mais, en se déclarant lundi après l'autre en suspension de paiement, les grandes multinationales du secteur poursuivent également un objectif politique. Elles cherchent à faire pression sur le gouvernement, afin que celui-ci mette en œuvre un plan de reconstruction, qui se traduira inévitablement par des augmentations de salaires et de cotisations sociales.

TMERRY MALINIAK.

• Mort du Soviétologue Klaus Mehnert. — Le sinologue et soviétologue ouest-allemand Klaus Mehnert est mort, le 2 janvier, à l'âge de soixante-dix-sept ans, a-t-on appris mercredi. Sa connaissance des deux grands pays communistes lui avait valu d'accompagner le chancelier Konrad Adenauer lors de son voyage à Moscou, en 1955, puis de pourvoir le chancelier Helmut Schmidt, vingt ans plus tard, lorsqu'il s'était rendu à Pékin. Klaus Mehnert, qui enseigna l'histoire à l'université de Shanghai, de 1941 à 1945, est notamment l'auteur de *L'Homme soviétique* (1958) et de *Combat autour de l'héritage de Mao* (1977). — (A.P.)

• Chômage technique à l'usine Renault de Douai. — Huit mille ouvriers sur huit mille trois cents salariés de l'usine Renault de Douai (Nord) seront mis en chômage technique du 6 au 10 février. La direction a annoncé cette mesure, mercredi, en l'expliquant par le « taissement du marché intérieur français enregistré depuis septembre ». — (Corresp.)

• Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'est retranché dans un immeuble de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

La préparation des élections européennes

LE P.S. RECULE LA DATE DU CHOIX DE SA TÊTE DE LISTE

Le comité directeur du P.S. du samedi 7 janvier, au cours duquel devait être choisie la tête de liste du P.S. pour les élections européennes de juin 1984 (*le Monde* du 21 décembre 1983), a vu son ordre du jour modifié. Ce comité directeur sera consacré aux questions économiques et sociales, notamment à la politique industrielle.

L'élaboration de la liste pour les élections européennes ne devrait pas être envisagée avant la mi-février.

Le P.S. avait déjà reporté la convention nationale, prévue pour janvier, au cours de laquelle doit être adopté un manifeste européen en vue de ces élections (*le Monde* du 23 décembre 1983).

Dans une lettre au chef de l'Etat

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.) reproche à M. MITTERAND DE PRENDRE LE RISQUE D'ACCROITRE LES DIVISIONS DES FRANÇAIS

Après les vœux de M. Mitterrand aux biens des conseils généraux, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et président de conseil général, a adressé au chef de l'Etat, une lettre (en date du 4 janvier) qui exprime « la protestation solennelle des élus du C.D.S. et des populations qu'ils représentent ». Il écrit : « Hommes de dialogue et de tolérance, nous aurions pu accueillir vos veux témoisés qui présentent comme un appel à l'union des Français. »

Cependant, M. Méhaignerie explique : « Votre gouvernement et les partis qui le composent, choisissent délibérément le langage de l'intolérance et du sectarisme afin de tenir de remobiliser un électoral déçu et découragé. » Il note : « Plusieurs agressions brutales ont été commises contre les libertés fondamentales auxquelles nous tenons le plus : ainsi de la liberté de l'éducation. Des attaques personnelles sont concertées à des fins politiciennes au mépris de l'intérêt général et du crédit de la France. »

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étrangle, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère maladive conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...). »

BIRMANIE
I semaine à BANGKOK
15 jours en BIRMANIE
Départs : les 28/01 et 18/02
Prix : 20 500 F

PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turzenne
75004 PARIS - 271-50-56

T.C.G. IAB

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054</